PLUi

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

SAINT-LÔ AGGLO

L'AVENIR SE DESSINE AUJOURD'HUI

version approuvée le 14.10.2024

# #6.4.9

# RÈGLEMENT DE VOIRIE DÉPARTEMENTALE RVD MAI 2020

Cittànova

# RÈGLEMENT DE VOIRIE DÉPARTEMENTALE

Conseil départemental de la Manche

**Direction des infrastructures et de l'entretien routier**

LA MANCHE
LE DÉPARTEMENT
manche.fr

MAI 2020

# Édito

**RÈGLEMENT DE VOIRIE DÉPARTEMENTALE**

**Un outil essentiel adapté à nos territoires et à nos pratiques !**

La Manche, avec 7780 km de voirie, possède le plus long réseau routier départemental de France.

Lieu de communication et de rencontres, c'est un espace public essentiel pour notre territoire et pour celles et ceux qui y vivent. C'est aussi un patrimoine important de notre collectivité.

Ce patrimoine public, affecté aux besoins de la circulation, doit être protégé et valorisé. Ses règles d'utilisation, en particulier, doivent être établies avec rigueur, en précisant les droits et les obligations des gestionnaires et des occupants du domaine public, au regard du code de la voirie routière et du code général des collectivités territoriales. Elles permettent de concilier les différents enjeux des services publics tout en intégrant les particularités locales de la Manche et de ses territoires.

C'est là tout l'objet de ce « Règlement de voirie départementale ».

Il s'agit d'un outil essentiel, que nous avons voulu clair au regard du droit et adapté à notre territoire et à nos pratiques.

Celles-ci ont évolué, tout comme l'environnement réglementaire et technique qui les encadre. Une remise à niveau s'imposait.

La nouvelle version qui vous est présentée est le fruit d'un long travail des services du conseil départemental de la Manche.

Elle s'adresse à toutes les personnes intervenant sur le domaine routier départemental, qu'il s'agisse des usagers de la route, des riverains, des concessionnaires de réseaux, des occupants de droit, des entreprises de travaux publics, des collectivités souhaitant intervenir sur le domaine public, des bénéficiaires d'autorisation individuelle ainsi que des agents du conseil départemental en charge de la gestion du domaine public départemental.

Approuvée le 3 décembre 2015, et modifiée par l'assemblée délibérante le 6 décembre 2019, elle s'impose aujourd'hui comme un cadre, clair et précis, opposable à tous.

**Marc LEFÈVRE**

Président du conseil départemental

**DÉPARTEMENT DE LA MANCHE** **RÉPUBLIQUE FRANCAISE**

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**RÉUNION DU VENDREDI 6 DÉCEMBRE 2019**

Le vendredi 6 décembre 2019, à 09h30, le conseil départemental de la Manche, dûment convoqué le 22 novembre 2019, s'est réuni Salle des sessions, à la maison du département, sous la présidence de Monsieur Marc Lefèvre.

**Étaient présents** :

Madame Chantal Barjol, Monsieur Philippe Bas, Monsieur Frédéric Bastian, Monsieur Michel de Beaucoudrey, Madame Brigitte Boisgerault, Monsieur Jean-Dominique Bourdin, Monsieur Jacky Bouvet, Monsieur Jean-Claude Braud, Monsieur François Brière, Madame Catherine Brunaud-Rhyn, Madame Christèle Castelein, Monsieur Jacques Coquelin, Monsieur Gabriel Daube, Monsieur Antoine Delaunay, Monsieur André Denot, Monsieur Serge Deslandes, Madame Yveline Druez, Madame Madeleine Dubost, Madame Karine Duval, Madame Marie-Pierre Fauvel, Madame Marie-Odile Feret, Madame Marie-Hélène Fillâtre, Monsieur Jean-Paul Fortin, Madame Sylvie Gâté, Madame Nicole Godard, Madame Anne Harel, Monsieur Dominique Hébert, Monsieur Jean-Claude Heurtaux, Madame Adèle Hommet, Monsieur Jean-Marc Julienne, Madame Dominique Larsonneur-Morel, Madame Maryse Le Goff, Madame Christine Lebacheley, Madame Patricia Lecomte, Madame Odile Lefaix-Véron, Monsieur Marc Lefèvre, Monsieur Gilles Lelong, Monsieur Jean Lepetit, Madame Françoise Lerossignol, Madame Carine Mahieu, Monsieur Jean Morin, Monsieur Alain Navarret, Madame Valérie Nouvel, Madame Anna Pic, Monsieur Patrice Pillet, Monsieur Jean-Paul Ranchin, Monsieur François Rousseau, Monsieur Franck Tison.

**Étaient excusés** :

.

**Étaient excusés et avaient donné procuration** :

Madame Frédérique Boury procuration à Monsieur François Rousseau, Monsieur Sébastien Fagnen procuration à Madame Karine Duval, Madame Maryse Hédouin procuration à Monsieur Jean-Claude Heurtaux, Monsieur Mathieu Johann-Lepresle procuration à Madame Brigitte Boisgerault, Madame Martine Lemoine procuration à Monsieur Philippe Bas, Madame Valérie Normand procuration à Monsieur Jean-Marc Julienne.

**Secrétaire de séance** : Mme Adèle Hommet.

* * *



LA MANCHE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**Rapport CD.2019-12-06.3-2**

## CONSEIL DÉPARTEMENTAL

## Réunion du 6 décembre 2019

| | | |
|---|---|---|
| **Service instructeur** | : | **Direction générale adjointe "Aménagement territorial et environnement"<br>Direction des infrastructures et de l'entretien routier<br>Service de l'entretien et de la sécurité des routes** |
| **Titre du rapport** | : | **Modification du règlement de voirie départementale** |
| **Rapporteur** | : | **Monsieur Jean-Claude Braud** |
| **Commission** | : | **Infrastructures et environnement** |

Vu les dispositions du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu les dispositions du règlement de la voirie départementale approuvé en session du conseil départemental de la Manche le 3 septembre 2015 ;

Considérant qu'il convient de préserver le domaine public routier départemental et de s'assurer que son utilisation est conforme à sa destination ;

Considérant que l'occupation du domaine public ne doit pas porter atteinte, ni à son intégrité, ni à la liberté et à la commodité de la circulation ;

Considérant que la collectivité doit en toute occasion chercher à préserver la sécurité ;

Sur proposition de Monsieur le directeur général des services du Département de la Manche ;

---

Mes chers collègues,

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre approbation un nouveau projet d'arrêté de règlement de voirie départementale.

Le règlement départemental de voirie fixe les règles de gestion du domaine public routier départemental conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, notamment celles du code de la voirie routière et du Code général des collectivités territoriales.

Je vous rappelle que le réseau routier départemental de la Manche compte 7 780 km. Il est, par sa longueur, le premier réseau routier départemental français.

Ce réseau représente un patrimoine important, sur lequel il y a lieu d'administrer un usage public.

Le règlement de voirie départementale constitue un outil essentiel pour la mise en œuvre des projets routiers. Il précise les principes établis par la loi, appliqués aux dispositions particulières du département de la Manche dans l'objectif d'assurer la pérennité, la conservation et la sécurisation du domaine public routier départemental.

Une partie de ce patrimoine est situé en agglomération, nécessitant une concertation entre collectivités afin d'établir une synergie entre, d'une part, le pouvoir de police du maire, et d'autre part, le rôle de gestion du Département propriétaire de la voirie.

C'est pour répondre à ces différentes exigences que le règlement de voirie a été créé.

L'édition en vigueur approuvée le 3 septembre 2015 a constitué un outil efficace et précieux pour le gestionnaire de la voirie et ses différents utilisateurs, collectivités locales, concessionnaires, particuliers et riverains.

Toutefois, sa mise en application a permis de relever certains manques et imprécisions.

Par ailleurs, il constitue un outil partagé qui doit nécessairement être actualisé pour s'adapter à l'évolution des textes réglementaires.

Pour ces raisons, une mise à jour devient indispensable.

Le document en annexe présente en rouge les évolutions qui sont soumises à votre approbation et qui peuvent se résumer ainsi :

- quelques corrections de forme ;

- des mises à jour de références réglementaires ;

- des précisions concernant les conditions d'ouverture et de remblaiement des tranchées ;

- l'intégration du réseau de voies vertes ;

- la prise en compte de la voirie de la commune de Pont-Farcy ;

- l'actualisation de la liste et de la cartographie des routes classées à grande circulation (intégration des déviations de Sartilly et de Marcey-les-Grèves) ;

- des précisions sur les conditions d'accès sur le réseau structurant.

———————

Au regard de ces éléments, je vous invite à :

- délibérer et à approuver le nouveau règlement de voirie départementale ;

- m'autoriser à signer l'arrêté correspondant figurant en annexe au présent rapport.

Le président du conseil départemental,

Marc Lefèvre



**DELIBERATION CD.2019-12-06.3-2 - Modification du règlement de voirie départementale**
(rapporteur : Monsieur Jean-Claude Braud)

Compte tenu des éléments d'information fournis et de l'avis de ses commissions,

Le conseil départemental approuve le nouveau règlement de voirie départementale tel qu'il figure en annexe à la présente délibération.

En conséquence, elle autorise le président à signer l'arrêté correspondant figurant également en annexe.

**Adopté à l'unanimité**

**Vote(s) pour :** 54

**Vote(s) contre :** 0

**Abstention(s) :** 0

**Ne prend pas part au vote :** 0

Délibéré à Saint-Lô, le 6 décembre 2019

DÉPARTEMENT DE LA MANCHE 50008 St LÔ

Le président du conseil départemental,

Marc Lefèvre

Le président du conseil départemental certifie que la présente décision est exécutoire en application de l'article L. 3131-1 du Code général des collectivités territoriales.

ID télétransmission : 050-225005024-20191206-lmc1957944-DE-1-1
Date envoi préfecture : 09/12/19
Date AR préfecture : 09/12/19
Date de publication : 13/12/19

LA MANCHE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL

# ARRÊTÉ PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT DE VOIRIE DEPARTEMENTALE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière

Vu les dispositions du règlement de voirie départementale approuvé en session du Conseil départemental de la Manche le 3 septembre 2015 et modifié par l'assemblée délibérante le 6 décembre 2019 ;

Considérant qu'il convient de préserver le domaine public routier départemental et de s'assurer que son utilisation est conforme à sa destination ;

Considérant que l'occupation du domaine public ne doit pas porter atteinte, ni à son intégrité, ni à la liberté et à la commodité de la circulation ;

Considérant que la sécurité des usagers du domaine public routier départemental doit en toute occasion être préservée ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services du département de la Manche ;

ARRETE

ARTICLE 1er :

Les dispositions annexées au présent arrêté constituent le nouveau règlement de voirie départementale applicable à l'ensemble du domaine public routier du département de la Manche à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur général des services du département de la Manche, Monsieur le préfet de la Manche, Mesdames et Messieurs les maires du département de la Manche, Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Manche, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de la Manche, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Manche.

Fait à Saint-Lô, le 08 JUIN 2020

Marc Lefèvre
Président du conseil départemental

# Sommaire


## I - Les principes de la domanialité publique 12

**Art. 1** Nature du domaine public routier départemental 12
**Art. 2** Affectation du domaine 12
**Art. 3** Occupation du domaine 12
**Art. 4** Autorisation d'entreprendre les travaux 13
**Art. 5** Dénomination et classification des voies 13
**Art. 6** Hiérarchisation du réseau 13
**Art. 7** Cas des routes à grande circulation 14
**Art. 8** Enquêtes publiques 14
**Art. 9** Alignements 14
**Art. 10** Délimitation du domaine départemental par rapport aux autres voies 15
**Art. 11** Classement et déclassement 15
**Art. 12** Ouverture, élargissement, redressement 16
**Art. 13** Acquisition de terrains 16
**Art. 14** Aliénation de terrains 16
**Art. 15** Échanges de terrains 16

## II - Droits et obligations du Département 17

**Art. 16** Obligation de bon entretien 17
**Art. 17** Travaux sur le domaine public routier départemental 17
**Art. 18** Droit de réglementer l'usage de la voirie 18
**Art. 19** Droits du conseil départemental aux carrefours entre une route départementale et une autre voie (publique ou privée) 18
**Art. 20** Écoulement des eaux issues du domaine public routier 18
**Art. 21** Droits du conseil départemental dans les procédures de classement/déclassement 19
**Art. 22** Prise en compte de la voirie départementale dans les documents d'urbanisme 19
**Art. 23** Prise en compte des intérêts de la voirie départementale dans les dossiers d'application du droit des sols 19
**Art. 24** Plantations d'alignement 19

## III - Droits et obligations des riverains 20

**Art. 25** Autorisation d'accès - Restriction 20
**Art. 26** Aménagement des accès existants ou à créer 20
**Art. 27** Entretien des ouvrages d'accès 21
**Art. 28** Cas particuliers des opérations d'aménagement ayant un impact sur le trafic 21
**Art. 29** Alignements individuels 21
**Art. 30** Effets du plan d'alignement 22
**Art. 31** Implantation de clôtures 22
**Art. 32** Écoulement des eaux pluviales 22
**Art. 33** Création d'une plate-forme sur les dépendances du domaine public routier 23
**Art. 34** Barrages ou écluses sur fossés 23
**Art. 35** Aqueducs et ponceaux sur fossés 23
**Art. 36** Écoulement des eaux insalubres 23
**Art. 37** Constructions riveraines 24
**Art. 38** Travaux susceptibles d'être autorisés sur immeuble grevé de la servitude de reculement 24
**Art. 39** Dimensions des saillies autorisées 24
**Art. 40** Plantations riveraines 26
**Art. 41** Hauteur des haies vives 26
**Art. 42** Élagage et abattage 27
**Art. 43** Servitudes de visibilité 27
**Art. 44** Massifs forestiers 27
**Art. 45** Excavations et exhaussements en bordure des routes départementales 28

## IV - Occupation du domaine public par des tiers 29

**Art. 46** Champ d'application 29
**Art. 47** Nécessité d'une autorisation préalable 29
**Art. 48** Redevance pour occupation du domaine public départemental 30
**Art. 49** Instruction des demandes 30
**Art. 50** Délai d'exécution de travaux 31
**Art. 51** Responsabilité de l'intervenant 32
**Art. 52** Constat préalable des lieux 32
**Art. 53** Implantation des ouvrages 32
**Art. 54** Préservation des plantations sur le domaine public 32
**Art. 55** Circulation et desserte riveraine 33
**Art. 56** Signalisation des chantiers 33
**Art. 57** Identification de l'intervenant 33
**Art. 58** Interruption temporaire des travaux 33
**Art. 59** Garantie de bonne exécution des travaux 34
**Art. 60** Implantation des tranchées 34
**Art. 61** Remblayage des tranchées 34
**Art. 62** Canalisations traversant une chaussée 34
**Art. 63** Longueur maximale de tranchée à ouvrir 35
**Art. 64** Fourreaux ou gaines de traversées 35
**Art. 65** Découpe de la chaussée 35
**Art. 66** Réutilisation de déblais 35
**Art. 67** Reconstitution du corps de chaussée 36
**Art. 68** Récolement des ouvrages 36
**Art. 69** Coordination de travaux 36
**Art. 70** Calendrier des travaux 36
**Art. 71** Construction de trottoirs 36
**Art. 72** Distributeurs de carburants 37
**Art. 73** Ouvrages franchissant les routes départementales 37
**Art. 74** Hauteur libre 38
**Art. 75** Implantation de supports en bordure de la voie publique 38
**Art. 76** Implantation d'éoliennes en bordures des routes départementales 38

## V - Polices de conservation et de circulation du domaine public routier 39

**Art. 77** Instructions et mesures conservatoires 39
**Art. 78** Réglementation de la circulation 39
**Art. 79** Contributions spéciales suite à dégradations 39
**Art. 80** Infractions à la police de la conservation du domaine public routier 40
**Art. 81** Publicité en bordure des routes départementales 40
**Art. 82** Immeubles menaçant ruine 41
**Art. 83** Réserve du droit de tiers 41
**Art. 84** Abrogation de l'ancien règlement 41

## Annexes 42

**ANNEXE 1** Tableaux de classement du réseau routier départemental 43
**ANNEXE 2** Carte du réseau départemental 58
**ANNEXE 3** Carte des voies vertes 59
**ANNEXE 4** Liste des routes classées à grande circulation dans le département de la Manche 60
**ANNEXE 5** Carte des routes classées à grande circulation dans le département de la Manche 62
**ANNEXE 6** Réseaux souterrains : distances minimales d'écartement à respecter entre canalisations de nature différente (Norme nfp 98-332) 63
**ANNEXE 7** Limites de gestion et de domanialité entre une route départementale et d'autres voies 64
**ANNEXE 8** Marges de recul et accès 68
**ANNEXE 9** Modalités d'exécution des tranchées et des travaux 69
**ANNEXE 10** Répartition des pouvoirs de police 75

# 1 Les principes de la domanialité publique

## ARTICLE 1 - NATURE DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL

*Article L111-1 et L131-1 du code de la voirie routière*

*Articles L2111-1 ; L2111-2, L2111-14 et L3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques*

Les chaussées des routes départementales et leurs dépendances constituent le domaine public routier départemental.

Il est inaliénable et imprescriptible.

### Commentaires :

*L'aliénation ne peut être prononcée qu'après déclassement.*

*Sont considérés comme « dépendances » les éléments autres que le sol de la chaussée qui sont nécessaires à sa conservation, son exploitation et à la sécurité de ses usagers : trottoirs, pistes cyclables, talus, accotements, fossés, ouvrages d'assainissement (participant à l'assainissement de la route), ouvrages d'art et de soutènement, aires de repos, équipements de sécurité…*

*A contrario, les canalisations, les lignes électriques et de télécommunications, le mobilier urbain… ne font pas partie du domaine public routier.*

*La jurisprudence établit clairement cette distinction.*

## ARTICLE 2 - AFFECTATION DU DOMAINE

*Article L111-1 du code de la voirie routière*

*Article L2111-1 et L2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques*

Le domaine public routier départemental est affecté à la circulation terrestre.

Toute autre utilisation n'est admise que si elle est compatible avec cette destination.

### Commentaires :

*Le présent règlement s'applique aux voies vertes.*

## ARTICLE 3 - OCCUPATION DU DOMAINE

*Articles L113-3 à L113-7 du code de la voirie routière*

*Articles L45-9, L47, L47-1 et L48 du code des postes et communications électroniques*

En dehors des cas prévus par les articles L113-3 à L113-7 du code de la voirie routière, l'occupation du domaine public routier n'est autorisée que si elle a fait l'objet soit d'une permission de voirie, d'une concession ou d'une convention dans le cas où elle donne lieu à emprise, soit d'un permis de stationnement dans les autres cas.

Dans tous les cas, l'occupation doit faire l'objet d'un accord du Président du conseil départemental sur les conditions techniques de sa réalisation.

Les permissions de voirie et de stationnement sont délivrées à titre précaire et révocable et sous réserve des droits des tiers.

Les autorisations de voirie sont données pour une **durée limitée.**

L'autorisation de voirie prend donc fin normalement à l'expiration du délai pour lequel elle a été accordée ou à la survenance d'une condition extinctrice prévue dans ses clauses ou encore par renonciation du bénéficiaire.

Toutefois, pour les occupations n'occupant qu'une emprise faible sur le domaine public (cas des saillies) et qui ne nécessitent pas un suivi rigoureux, le renouvellement par un acte exprès à l'expiration de chaque période (quinquennale ou autre) alourdit inutilement la tâche des services et l'usage est de s'en dispenser. À l'expiration normale d'une autorisation, celle-ci peut naturellement être renouvelée, dans les mêmes formes, sur demande préalable du bénéficiaire.

Les conditions d'autorisation d'occuper le domaine public routier départemental sont précisées dans le titre IV du présent règlement.

En cas de travaux (aménagements, modifications, améliorations…), entrepris à l'initiative du Département dans l'intérêt du domaine public routier et/ou de la sécurité routière et conformes à la destination du domaine public routier, le déplacement ou la modification des réseaux aériens et souterrains existants est, hormis les voies nouvelles, à la charge des occupants.

Le défaut d'autorisation d'occuper le domaine public, quelle que soit la forme que celle-ci doit revêtir (permission de voirie, concession, convention, permis de stationnement) constitue une contravention de voirie routière qui donne lieu à sanctions.

### Commentaires :

*Le recours à une concession ou à une convention d'occupation peut être envisagé, de préférence à une permission de voirie (arrêté), lorsque les installations ou les ouvrages projetés présentent un caractère immobilier, répondent à des préoccupations d'équipements de la route et de service aux usagers et sont implantés pour une longue durée.*

*Les articles L113-3 à L113-7 concernent les occupants de droit du domaine public à savoir les réseaux d'électricité et de gaz ainsi que les oléoducs. Le cas des exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public est régi par le code des postes et communications électroniques.*

## ARTICLE 4 - AUTORISATION D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX

Les occupations du domaine public routier départemental qui ne relèvent pas du permis de stationnement sont soumises à une autorisation d'entreprendre les travaux.

L'acte d'occupation visé à l'article précédent et cette autorisation peuvent être traités conjointement si le dossier technique joint à la demande d'autorisation donne toutes précisions utiles quant à la date et aux délais d'exécution souhaités et aux mesures envisagées sur le plan de l'exploitation de la route et de la sécurité de la circulation.

L'autorisation d'entreprendre les travaux s'impose à tous les occupants quel que soit leur titre d'occupation.

### Commentaires :

*Les cas où l'acte d'occupation et l'autorisation sont traités conjointement, se traduisent par la délivrance d'une permission de voirie.*

*De plus, en cas de démarrage des travaux sans autorisation préalable (permission de voirie, accord technique), le gestionnaire pourra exiger un arrêt de ces travaux et une remise en état de son domaine.*

## ARTICLE 5 - DÉNOMINATION ET CLASSIFICATION DES VOIES

*Article L131-1 du code de la voirie routière*

Les voies qui font partie du domaine public routier départemental sont dénommées « routes départementales » (numérotées), ou voies vertes.

Elles sont classées et répertoriées dans les tableaux de classement portés en **annexe 1** du présent règlement et régulièrement tenus à jour.

## ARTICLE 6 - HIÉRARCHISATION DU RÉSEAU

Le réseau routier départemental est hiérarchisé par délibération du conseil départemental du 26 mai 1989 en quatre niveaux d'intérêt : structurant, départemental, cantonal et local :

- le réseau d'intérêt structurant permet un maillage cohérent avec le réseau national ;
- le réseau d'intérêt départemental permet de relier les pôles de développement et les bassins de vie ainsi que les principales zones touristiques ;
- le réseau d'intérêt cantonal permet en complément du précédent réseau d'assurer un maillage des bassins de vie et liaison entre cantons ;
- le réseau d'intérêt local contribue à la desserte de l'ensemble des communes ;
- les voies vertes.

La carte du réseau fait l'objet des **annexes 2 et 3** du présent règlement.

La classification a des incidences en termes de caractéristiques techniques (largeur, structure de la chaussée…), d'accès, de niveaux de services… des voies.

## ARTICLE 7 - CAS DES ROUTES À GRANDE CIRCULATION

*Article R152-1 du code de la voirie routière*

*Article L110-3 du code de la route*

*Décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation modifié par le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010*

Les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont les routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et des transports militaires et la desserte économique du territoire et justifient, à ce titre, des règles particulières en matière de police de la circulation.

La liste des routes à grande circulation est fixée par décret, après avis des collectivités et des groupements propriétaires des voies.

Les collectivités et groupements propriétaires des voies classées comme routes à grande circulation communiquent au représentant de l'État dans le département, avant leur mise en œuvre, les projets de modification des caractéristiques techniques de ces voies et toutes mesures susceptibles de rendre ces routes impropres à leur destination → Toute décision relative aux routes à grande circulation nécessite l'avis du préfet.

La liste et la carte des routes classées à grande circulation dans le département de la Manche font l'objet des **annexes 4 et 5** du présent règlement.

**Le cas des déviations :**

*Art. L.152-1 et L.152-2 du code de la voirie routière*

Lorsqu'une route à grande circulation est déviée en vue du contournement d'une ville, les propriétés riveraines n'ont pas d'accès direct à la déviation.

Dès l'incorporation d'une route ou section de route dans une déviation, aucun accès ne peut être créé ou modifié par les riverains, mais les interdictions applicables aux accès existants ne peuvent entrer en vigueur qu'après le rétablissement de la desserte des parcelles intéressées.

## ARTICLE 8 - ENQUÊTES PUBLIQUES

*Article L 131-4 et R 131-3 à R 131-8 du code de la voirie routière - Décret n° 93-1133 du 22 septembre 1993*

*Article L 123-1 et suivants du code de l'environnement - Loi n° 83-630 du 12 juillet 1983*

*Articles R 112-1 et suivants du code de l'expropriation – Décret n° 2014-1635 du 26 décembre 2014*

Le conseil départemental est compétent pour classer et déclasser les routes départementales, établir des plans d'alignement, ouvrir, redresser et élargir les routes départementales.

Les délibérations du conseil départemental interviennent, le cas échéant, après enquête diligentée par le Président du conseil départemental, dont la durée ne peut être inférieure à 15 jours. Dans ce cas, elle se déroule suivant la procédure prévue par l'article R 131-3 et suivants du code de la voirie routière.

Cependant, lorsque l'opération comporte une expropriation, elle nécessite une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique diligentée par le préfet. Dans ce cas, la durée de l'enquête ne peut être inférieure à 15 jours si le montant de l'opération foncière est inférieur à 1,9 M€ et à 30 jours si ce montant y est supérieur.

Par ailleurs, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est obligatoire pour toutes les opérations qui entrent dans le champ d'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, dite « loi Bouchardeau ». Dans ce cas, pour les opérations foncières portant sur des terrains appartenant au Département et d'un montant supérieur à 1,9 M€, l'enquête est diligentée par le Président et sa durée ne peut être inférieure à 30 jours.

Les procédures spécifiques en dehors des cas précités se déroulent selon les modalités prévues par les textes cités ci-dessus.

## ARTICLE 9 - ALIGNEMENTS

*Article L112-1 à L112-7, L131-4, L131-6 du code de la voirie routière*

*Articles R112-1, R112-2, R131-3 à R131-8 du code de la voirie routière*

L'alignement est la détermination par l'autorité administrative, de la limite du domaine public routier au droit des propriétés privées riveraines.



Il est fixé soit par un alignement individuel, soit par un plan d'alignement.

**L'alignement individuel** est délivré par arrêté du Président du conseil départemental dans les conditions définies à l'article 29 du présent règlement.

**Le plan d'alignement,** auquel est joint un plan parcellaire, détermine après enquête publique, la limite entre voie publique et propriétés privées riveraines.

La publication d'un plan d'alignement attribue, de plein droit, à la collectivité, propriétaire de la voie publique, le sol des propriétés non bâties dans les limites qu'il détermine.

Le sol des propriétés bâties à la date de la publication du plan d'alignement est attribué à la collectivité propriétaire de la voie dès la destruction du bâtiment.

Lors du transfert de propriété, l'indemnité est, à défaut d'accord amiable, fixée et payée comme en matière d'expropriation.

Le conseil départemental est compétent pour approuver la création, le maintien ou la suppression des plans d'alignement.

Si le plan d'alignement concerne une agglomération, il doit être soumis pour avis à l'autorité municipale.

Les effets du plan d'alignement sont précisés à l'article 30 du présent règlement.

**Commentaires :**

*Le conseil départemental doit faire valoir ses droits dans l'élaboration des documents d'urbanisme en tant que personne publique associée.*

*En présence d'un POS ou d'un PLU, pour être opposable aux tiers, le plan d'alignement doit être annexé au titre des servitudes d'utilité publique.*

*Après l'approbation d'un délai d'un an, à compter soit de l'approbation du PLU soit de l'institution de la servitude, les servitudes qui ne sont pas annexées ne sont pas opposables aux demandes d'occuper ou d'utiliser le sol. Elles retrouvent, cependant, leurs effets vis-à-vis de ces demandes dès que leur annexion au PLU est effectuée. Pour autant, l'inopposabilité des servitudes dans le cas d'absence d'annexion n'a pas pour effet de les faire disparaître. En effet, les obligations de faire ou ne pas faire, autres que celles relatives aux demandes d'occuper ou d'utiliser le sol, qu'elles entraînent vis-à-vis des propriétaires (travaux d'entretien et de réparation par exemple) continuent de s'appliquer.*

*La procédure de l'alignement ne peut être utilisée pour des opérations telles que :*

*- ouverture d'une voie nouvelle ;*

*- modification importante en plan ou en profil ;*

*- élargissement important avec déplacement de l'axe.*

## ARTICLE 10 - DÉLIMITATION DU DOMAINE DÉPARTEMENTAL PAR RAPPORT AUX AUTRES VOIES

La domanialité du Département aux intersections d'une route départementale avec d'autres voies est précisée à l'aide des schémas présentés **en annexe 7,** à savoir :

- carrefour en T,
- carrefour giratoire,
- carrefour dénivelé,
- ouvrages d'art routiers,

## ARTICLE 11 - CLASSEMENT ET DÉCLASSEMENT

*Article L2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques*

*Article L123-2, L123-3 et L131-4 du code de la voirie routière*

*Articles R131-3 à R131-8 du code de la voirie routière*

*Article L318-1 du code de l'urbanisme*

*Article L121-18 du code rural et de la pêche maritime*

Le classement et le déclassement des routes départementales sont prononcés par délibération du conseil départemental.

Le classement et le déclassement sont dispensés d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

## ARTICLE 12 - OUVERTURE, ÉLARGISSEMENT, REDRESSEMENT

*Article L131-5 du code de la voirie routière*

*Articles R131-3 à R131-8 du code de la voirie routière*

L'ouverture, l'élargissement et le redressement des routes départementales ne peuvent intervenir qu'après délibération du conseil départemental.

Les délibérations correspondantes aux acquisitions nécessaires interviennent après enquête publique dans les cas prévus par le code de la voirie routière.

### Commentaires :

*Pour l'application des dispositions du présent article, il convient de retenir les définitions suivantes :*

*- ouverture d'une voie : décision du conseil départemental qui, soit construit une voie nouvelle, soit ouvre à la circulation publique une route existante, non classée dans le domaine public routier départemental ;*

*- élargissement d'une voie : décision du conseil départemental qui, sans modifier l'axe de la plate-forme de la route, modifie son emprise en empiétant sur les propriétés riveraines ;*

*- redressement d'une voie : décision du conseil départemental qui modifie l'emprise de la route en déplaçant l'axe de la plateforme pour réduire la courbure de la route ou supprimer par exemple des sinuosités.*

## ARTICLE 13 - ACQUISITION DE TERRAINS

*Articles L131-4, L131-5 et R131-9 du code de la voirie routière*

*Article L152-2 du code de l'urbanisme*

*Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique*

Après que le projet d'ouverture, d'élargissement ou de redressement a été décidé par le conseil départemental, les terrains nécessaires peuvent être acquis par voie amiable ou après expropriation dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ou par l'article L131-5 du code de la voirie routière, ou après exercice du droit de délaissement par le propriétaire du terrain si le projet a fait l'objet d'une inscription en emplacement réservé dans un document d'urbanisme.

La décision peut être prise par délégation, par la commission permanente du conseil départemental, qui prend en considération le projet.

## ARTICLE 14 - ALIÉNATION DE TERRAINS

*Article L112-8 du code de la voirie routière*

*Article L2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques*

*Article L3213-1 du code général des collectivités territoriales*

L'aliénation ne peut être prononcée qu'après déclassement et enquête publique sauf lorsque le terrain à aliéner est un délaissé routier.

Les délaissés routiers et les parties déclassées du domaine public départemental, à la suite d'un changement de tracé ou de l'ouverture d'une voie nouvelle, peuvent être aliénés après que les riverains ont exercé leur droit de priorité.

Si mis en demeure d'acquérir ces parcelles, ils ne se portent pas acquéreurs dans un délai d'un mois, il est procédé à l'aliénation de ces parcelles suivant les règles applicables au domaine concerné.

## ARTICLE 15 - ÉCHANGES DE TERRAINS

*Article L 112-8 du code de la voirie routière*

*Article L 3112-2 et 3112-3 du code général de la propriété des personnes publiques*

Il peut être procédé, avec ou sans soulte, à des échanges de terrains pour permettre l'ouverture, l'élargissement ou le redressement d'une route départementale. Toutefois, les terrains du domaine public départemental ne peuvent faire l'objet d'échange qu'après procédure de déclassement.



# 2 Droits et obligations du Département

## ARTICLE 16 - OBLIGATION DE BON ENTRETIEN

*Article L3321-1 code général des collectivités territoriales*

*Article L131-2 du code de la voirie routière*

Le domaine public routier départemental est aménagé et entretenu par le Département, de telle façon que la circulation normale des usagers, sauf circonstances exceptionnelles, y soit assurée dans des conditions normales de sécurité.

### Commentaires :

*Il s'agit d'une responsabilité sans faute fondée sur la notion de « défaut d'entretien normal », d'origine jurisprudentielle, avec renversement de la charge de la preuve (présomption de faute) : le Département doit prouver l'entretien normal.*

*La responsabilité du Département n'est engagée à l'égard des usagers des routes départementales que si le dommage a son origine dans un défaut d'entretien normal de la voie publique, tel que cet entretien doit être raisonnablement envisagé pour permettre un usage de cette voie conforme à son affectation.*

**En dehors des agglomérations,** le Département assure l'entretien :

- de la chaussée et de ses dépendances,
- des ouvrages d'art,
- des équipements de sécurité,
- de la signalisation réglementaire nécessaire pour le guidage et la sécurité des usagers.

Par ailleurs, il assure la viabilité hivernale conformément aux dispositions de son Dossier d'organisation de la viabilité hivernale (DOVH)

**En agglomération,** sauf convention particulière, le Département conserve ses prérogatives, pour ce qui concerne la conservation de son patrimoine.

Il n'a par contre pas à financer, ni à entretenir :

- les trottoirs,
- les aménagements spécifiques de chaussées (pavés, dallages, plateaux, coussins berlinois, ralentisseurs…),
- les réseaux d'assainissement (eaux pluviales),
- la signalisation horizontale (qui est à la charge de la collectivité qui en prend l'initiative),
- la signalisation verticale d'intérêt local,
- d'une façon générale, tous les équipements liés à des mesures de police de circulation,
- les ouvrages exécutés (éclairage public, plantations),
- le fauchage l'élagage et l'éparage.

Lors de la réalisation des travaux d'entretien de la chaussée (tapis d'enrobés, décaissements…), la mise à niveau des bordures de trottoirs, bouches à clés, regards de visite… est à la charge du concessionnaire ou de la collectivité concernée.

## ARTICLE 17 - TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL

Tout projet d'aménagement exécuté par une collectivité sur le domaine public départemental doit être assorti d'une convention fixant les modalités d'entretien et de gestion ultérieures des ouvrages exécutés et des modalités par opération foncière si besoin.

## ARTICLE 18 - DROIT DE RÉGLEMENTER L'USAGE DE LA VOIRIE

*Article L3221-4 du code général des collectivités territoriales*

*Articles L113-1, L131-2, L131-3 et R131-2 du code de la voirie routière*

*Articles R110-2, R411-2, R411-5, R411-7, R411-8 et R422-4 du code de la route*

Le président du conseil départemental gère le domaine du Département. À ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, notamment en ce qui concerne la circulation sur ce domaine, sous réserve des attributions dévolues aux maires par le code général des collectivités territoriales et au représentant de l'État dans le département ainsi que du pouvoir de substitution de ce dernier tel que prévu à l'article L. 3221-5 dudit code.

La répartition des compétences en matière de réglementation de la circulation sur les routes départementales est définie à l'**annexe 10** du présent règlement.

Tout aménagement qui modifie les conditions de circulation des usagers, peut être réalisé par des tiers à leurs frais, sous réserve qu'il ait été expressément autorisé par le conseil départemental [1] et qu'il ait fait l'objet le cas échéant d'un arrêté de police de la circulation.

### Commentaires :

*La définition des limites d'une agglomération est de la compétence du maire de la commune concernée (article R110-2 du code de la route) dans les conditions définies à l'annexe 8 du présent règlement.*

*(1) cette autorisation peut prendre la forme d'une convention.*

## ARTICLE 19 - DROITS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL AUX CARREFOURS ENTRE UNE ROUTE DÉPARTEMENTALE ET UNE AUTRE VOIE (PUBLIQUE OU PRIVÉE)

L'aménagement ou la création d'un carrefour avec une route départementale, s'il ne s'intègre pas dans un projet soumis à enquête publique ou à enquête d'utilité publique doit, préalablement à tout commencement d'exécution, recueillir l'accord du conseil départemental.

L'accord du conseil départemental pour un projet est réputé donné sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur, notamment les prescriptions du code de l'urbanisme.

Il ne préjuge en rien des obligations qui peuvent être imposées au titre de cette voie.

## ARTICLE 20 - ÉCOULEMENT DES EAUX ISSUES DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

*Article 640 du code civil*

Les propriétés riveraines situées en contrebas du domaine public routier sont tenues de recevoir les eaux de ruissellement qui en sont issues.

Les propriétaires concernés (propriétés riveraines du domaine public routier accueillant les eaux de ruissellement ou propriétés supportant les ouvrages hydrauliques annexes) doivent prendre toutes dispositions pour permettre, en tout temps, ce libre écoulement.

Toutefois, si la configuration du domaine public routier départemental modifie sensiblement, par rapport aux conditions naturelles initiales, le volume ou le régime ou l'emplacement de l'exutoire de ces eaux de ruissellement, le Département est tenu de réaliser et d'entretenir, à sa charge, les ouvrages hydrauliques nécessaires pour évacuer sans dommage ces eaux de ruissellement.

Pour tout nouvel ouvrage hydraulique trouvant son exutoire sur le domaine privé, il faut prévoir une servitude.

### Commentaires :

*À défaut de permettre au gestionnaire d'assurer l'entretien des ouvrages, la responsabilité du propriétaire sera engagée.*



## ARTICLE 21 - DROITS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DANS LES PROCÉDURES DE CLASSEMENT/DÉCLASSEMENT

*Articles L123-2, L123-3, L 131-4 et R 123-2 du code de la voirie routière*

**Déclassement d'une route nationale et classement dans la voirie départementale :**

Le conseil départemental est consulté sur l'opportunité de ce classement/déclassement, soit dans le cadre d'une enquête publique, soit dans le cadre d'une consultation sur dossier établi par les services compétents de l'État.

Dans tous les cas, le conseil départemental dispose d'un délai de 5 mois pour faire connaître son avis.

**Classement d'une voie départementale dans la voirie nationale :**

Le conseil départemental est consulté sur l'opportunité de ce classement/déclassement, soit dans le cadre d'une enquête publique, soit dans le cadre d'une consultation sur dossier établi par les services compétents de l'État.

Dans tous les cas, le conseil départemental dispose d'un délai de 5 mois pour faire connaître son avis.

### Commentaires :

*En cas d'avis défavorable ou d'absence d'avis favorable dans le délai de 5 mois, le reclassement dans la voirie départementale d'une route nationale déclassée peut être prononcé par décret en conseil d'État lorsque ce déclassement est motivé par l'ouverture d'une voie nouvelle ou le changement de tracé de voie existante.*

*L'accord du conseil départemental d'accepter dans sa voirie une route nationale déclassée peut être assorti d'une remise en état préalable de la route concernée et de ses ouvrages annexes.*

Plus globalement, le classement d'une voie existante dans le domaine public routier du Département est prononcé par une délibération du conseil départemental suivant les règles prévues par le code de la voirie routière.

## ARTICLE 22 - PRISE EN COMPTE DE LA VOIRIE DÉPARTEMENTALE DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

*Article L 121-4, L143-17, L153-11, R153-1 et suivants du code de l'urbanisme*

Le conseil départemental peut exprimer ses prescriptions et prévisions en matière d'aménagement de voirie dans tout document d'urbanisme lors de son élaboration : schémas de cohérence territoriale (SCOT), plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales.

Il s'agit en particulier :

- des projets d'infrastructures et d'aménagements nouveaux ou de modernisation qui peuvent être inscrits dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et dans le plan de zonage (emplacements réservés) ;
- des principes généraux concernant les marges de recul (article 6 du règlement et Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU), suivant l'**annexe 7** du présent règlement ;
- des routes départementales protégées en accès hors agglomération (réseau d'intérêt structurant) et l'intégration des contraintes de desserte et d'accès aux voies départementales dans l'article 3 du règlement et les OAP du PLU, suivant l'**annexe 7**.

## ARTICLE 23 - PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS DE LA VOIRIE DÉPARTEMENTALE DANS LES DOSSIERS D'APPLICATION DU DROIT DES SOLS

*Articles L 410-1 à L 441-2, R 311-11, R 410-1 à R 410-12 du code de l'urbanisme*

Le conseil départemental doit être consulté par l'autorité administrative compétente en matière d'autorisation d'urbanisme sur tous les dossiers relatifs à l'acte de construire et aux modes d'utilisation du sol pouvant avoir une incidence sur le domaine départemental, notamment en ce qui concerne les accès et les modifications des conditions de rejets des eaux pluviales et usées (Cf. art. 32 et 36).

## ARTICLE 24 - PLANTATIONS D'ALIGNEMENT

Le Département ne pourra effectuer des plantations sur son domaine public qu'à une distance de 4 m du bord de la chaussée et 2 m des propriétés riveraines, si les sujets dépassent 2 m de hauteur.

À l'intérieur d'une agglomération, le Maire peut, après avis favorable du Président du conseil départemental, préconiser des distances moins importantes.

# 3 Droits et obligations des riverains

## ARTICLE 25 - AUTORISATION D'ACCÈS - RESTRICTION

*Articles L 151-2, L.151-3, L 151-4 et L 152-1 et suivants du code de la voirie routière*

*Article R 111-4 à R 111-6 du code de l'urbanisme*

*Article 682 et suivants du code civil*

L'accès est un droit de riveraineté, mais il est soumis à autorisation et aux prescriptions définies à l'article 26 et suivant du présent règlement. Par ailleurs, il peut faire l'objet de restrictions techniques justifiées par la sécurité des usagers et la conservation du domaine public.

Dans le cas de voies à statut particulier (ex : déviation d'agglomération, route express), les accès directs sont interdits. Ils font l'objet de rétablissements de desserte regroupés sur des points uniques.

Les mêmes exigences sont applicables sur le réseau départemental d'intérêt structurant hors agglomération. Une autorisation peut toutefois être admise quand la création d'un nouvel accès est synonyme d'une amélioration des conditions de sécurité de la situation existante.

### Commentaires :

*Les procédures d'autorisation sont précisées aux articles 47 (nécessité d'une autorisation préalable : permis de stationnement, permission de voirie, convention) et 49 (instruction des demandes) du présent règlement.*

*La création d'accès ne peut être autorisée que si les conditions de sécurité le permettent et dans le respect de la hiérarchisation du réseau définie à l'**annexe 1** du présent règlement.*

*Tout aménagement consécutif à un changement de destination ou d'usage de la parcelle concernée est considéré comme une création d'accès.*

## ARTICLE 26 - AMÉNAGEMENT DES ACCÈS EXISTANTS OU A CRÉER

Le nombre d'accès par unité foncière peut être limité au strict minimum et tout accès devenu inutile suite à l'évolution du parcellaire est à supprimer. Tout accès devra répondre aux normes de sécurité et de co-visibilité et l'accès par une voie communale devra être privilégié. En cas de division de terrain suite à une autorisation d'urbanisme, il pourra être imposé un accès commun ou un regroupement des accès.

Pour des raisons de sécurité, hors agglomération, il sera imposé un recul minimum du portail par rapport à la limite du domaine public pour permettre un stockage de véhicule en dehors de la chaussée :

- de 5 m pour les accès riverains ;
- de 15 m pour les accès agricoles ;
- de 25 m pour les accès industriels (trafic PL).

En aucun cas, un portail ne peut déborder sur le domaine public routier. Les portes ne peuvent s'ouvrir sur l'extérieur de manière à faire saillie sur le domaine public.

Les dispositions et dimensions des ouvrages destinés à établir la communication entre la route et les propriétés riveraines sont fixées par voie d'autorisation.

Ces ouvrages doivent toujours être établis de manière à ne pas déformer le profil normal de la route et à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

La construction des ouvrages est à la charge du bénéficiaire de l'autorisation, y compris le busage du fossé, lorsque celui-ci est existant, afin de maintenir le bon écoulement des eaux. L'entretien est également à la charge du bénéficiaire.

En cas de telle nécessité de busage de l'accès, les dispositifs de sécurité (têtes de buses normalisées) sont obligatoires dans les deux sens de circulation sur les routes départementales d'intérêt structurant et départemental. Sur les réseaux d'intérêts cantonal et local, le département se réserve le droit d'imposer ces dispositifs. L'autorisation fixe également le diamètre de la canalisation à mettre en place.

En cas de modification des caractéristiques géométriques de la voie à l'initiative du Département, le rétablissement des accès existants au moment de la modification est à la charge du gestionnaire de la voie.



Dans le cadre d'un programme de curage de fossés, les ouvrages / canalisations non conformes ou en mauvais état sont obligatoirement à remplacer par l'occupant.

En agglomération, le Maire n'est pas compétent pour autoriser les nouveaux accès, mais il doit être obligatoirement consulté.

Sur le parcours des routes départementales, les entrées de champs, les accès aux cours de fermes, les raccordements des chemins d'exploitation et, en, général, tout accès aux propriétés riveraines que les propriétaires sont autorisés à établir doivent être convenablement empierrés ou stabilisés sur une longueur suffisante pour éviter toute détérioration du réseau départemental.

## ARTICLE 27 - ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ACCÈS

Les propriétaires des terrains riverains sont tenus d'entretenir et de maintenir en bon état les ouvrages ayant fait l'objet d'autorisation à leur profit (sauf stipulation contraire dans l'acte d'autorisation) et d'assurer le bon écoulement des eaux (nettoyage régulier des buses sous accès).

### Commentaires :

*L'autorisation précise l'emplacement des ouvertures, leur recul, leurs dimensions, les niveaux ainsi que la nature des matériaux constitutifs de l'accès.*

## ARTICLE 28 - CAS PARTICULIERS DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT AYANT UN IMPACT SUR LE TRAFIC

*Article L332-8 du code de l'urbanisme*

Les accès aux établissements industriels et commerciaux doivent être conçus de manière à assurer le maintien de la capacité de trafic sur la voie concernée ainsi que la sécurité des usagers.

Des prescriptions ayant pour objet cette sujétion peuvent être portées au permis de construire. Une participation financière spécifique peut être exigée des bénéficiaires des autorisations de construire qui ont pour objet la réalisation de toute installation à caractère industriel, agricole, commercial ou artisanal qui, par sa nature, sa situation ou son importance, nécessite la réalisation d'équipements publics exceptionnels.

Lorsque la réalisation des équipements publics exceptionnels n'est pas de la compétence de l'autorité qui délivre le permis de construire, celle-ci détermine le montant de la contribution correspondante, après accord de la collectivité publique à laquelle incombent ces équipements. Une convention précise les charges d'entretien et de fonctionnement consécutives à la réalisation de ces équipements publics.

## ARTICLE 29 - ALIGNEMENTS INDIVIDUELS

*Articles L 112-1, L 112-3, L 112-4, L112-5 et L 131-6 du code de la voirie routière*

Les alignements individuels sont délivrés par arrêté du Président du conseil départemental, sur demande, conformément aux plans d'alignement régulièrement dressés et publiés.

À défaut de tels plans, ils sont délivrés conformément aux alignements résultant de documents d'urbanisme rendus publics ou approuvés.

À défaut de ces plans et documents, ils sont délivrés à la limite de fait du domaine public routier.

En aucun cas, la délivrance de l'alignement ne vaut autorisation d'urbanisme ni ne dispense de demander celui-ci.

Cette délivrance, qui ne peut être refusée, ne préjuge pas des droits des tiers.

### Commentaires :

*En agglomération, le maire n'est pas compétent pour délivrer l'alignement sur le réseau départemental, mais il doit obligatoirement être consulté.*

*L'alignement de fait n'emporte pas transfert de propriété au profit du Département ni au profit des propriétés riveraines. L'alignement n'a aucun effet translatif.*

*L'acquisition de régularisation intervient par voie amiable.*

## ARTICLE 30 - EFFETS DU PLAN D'ALIGNEMENT

*Article L 112-2 du code de la voirie routière*

L'alignement est réalisé conformément aux dispositions décrites à l'article 9 du présent règlement.

### Commentaires :

*Les effets d'un plan d'alignement sont différents selon qu'il s'agit de propriétés bâties ou non bâties. Pour les propriétés non bâties, la prise de possession des terrains ne peut normalement intervenir, sauf accord amiable, qu'après paiement ou consignation des indemnités dues. Pour les propriétés bâties, la prise de possession des terrains n'intervient que lorsque les bâtiments ont été démolis.*

*Un mur mitoyen mis à découvert par suite du reculement est soumis aux mêmes règles qu'une façade en saillie.*

## ARTICLE 31 - IMPLANTATION DE CLÔTURES

Les haies sèches, clôtures, palissades, doivent être implantées suivant l'alignement, sous réserve du respect des exigences de visibilité liées aux accès.

Les clôtures électriques ou en ronces artificielles doivent être placées au moins à 0,50 m en arrière de cette limite.

Hors agglomération, les clôtures présentant un risque d'obstacle pour la sécurité des usagers de la voirie doivent être implantées à 4 mètres minimum du bord de la chaussée sur les réseaux d'intérêts structurant et départemental et à 2 mètres sur les réseaux d'intérêts cantonal et local.

Elles doivent être également maintenues en bon état. Dans le cas contraire, leur remplacement ne sera pas assuré en cas d'endommagement (broyeuse…)

Les portes ne peuvent s'ouvrir sur l'extérieur de manière à faire saillie sur le domaine public.

## ARTICLE 32 - ÉCOULEMENT DES EAUX PLUVIALES

*Article 640 du code civil*

Les propriétés riveraines situées en contrebas du domaine public routier sont tenues de recevoir les eaux de ruissellement qui en sont issues. Les propriétaires (propriétés riveraines du domaine public routier accueillant les eaux de ruissellement ou propriétés supportant les ouvrages hydrauliques annexes) doivent prendre toutes dispositions pour permettre, en tout temps, ce libre écoulement et n'élever aucun obstacle.

Toutefois, si la configuration du domaine public routier modifie sensiblement, par rapport aux conditions naturelles initiales, le volume ou le régime ou l'emplacement de l'exutoire de ces eaux de ruissellement, le Département est tenu de réaliser et d'entretenir à sa charge les ouvrages hydrauliques nécessaires pour évacuer sans dommage ces eaux de ruissellement, sauf à l'intérieur des agglomérations où la construction et l'entretien des réseaux d'assainissement pluvial et leurs ouvrages annexes incombent aux communes traversées par la route départementale.

L'écoulement des eaux, dans les fossés de la route, ne peut être intercepté.

Les traverses de chaussée sont à la charge du Département pour assurer l'écoulement de fossé à fossé.

Nul ne peut, sans autorisation, rejeter sur le domaine public routier départemental des eaux provenant de propriétés riveraines à moins qu'elles ne s'y écoulent naturellement.

L'écoulement des eaux pluviales provenant du toit ne peut se faire directement sur le domaine public. Les eaux pluviales doivent être conduites jusqu'au sol par des tuyaux de descente.

Le rejet des eaux pluviales doit être préalablement autorisé par le gestionnaire de la voirie qui fixe les conditions de rejet aux fossés ou aux caniveaux.

### Commentaires :

*Les travaux de drainage, d'imperméabilisation des sols ou de construction de bassins de rétention sont soumis à autorisation.*

*Tout dossier de déclaration ou d'autorisation mené au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement doit faire l'objet, au préalable, d'une validation technique par le gestionnaire de la voirie.*



## ARTICLE 33 - CRÉATION D'UNE PLATE-FORME SUR LES DÉPENDANCES DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

Les conditions d'aménagement d'une plate-forme sur les dépendances du domaine public routier (accotement, fossé) sont fixées par autorisation délivrée par le gestionnaire de la route départementale.

Cette autorisation revêt un caractère précaire et révocable. Le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation en cas d'annulation de cette autorisation.

Dans le cadre de travaux entrepris par le gestionnaire de la voie dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans le cadre d'opérations de sécurité, le bénéficiaire devra prendre en charge le déplacement ou le remplacement des installations sans indemnité.

Préalablement à la délivrance de l'autorisation, un état des lieux sera effectué par le gestionnaire du domaine public départemental afin de vérifier si le projet ne constitue pas un obstacle aux conditions de circulation et à la sécurité routière, auquel cas l'autorisation serait refusée.

Dans l'hypothèse où la demande du pétitionnaire est recevable, les ouvrages sont établis de manière à ne pas déformer le profil normal de la route et à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

La fourniture et la pose des ouvrages ainsi que toute sujétion concernant la création de la plateforme sont à la charge du pétitionnaire.

Cette occupation du domaine public départemental n'est pas une aisance de voirie tel que le droit d'accès à une propriété et pourra être soumise à redevance.

## ARTICLE 34 - BARRAGES OU ÉCLUSES SUR FOSSÉS

L'établissement de barrages ou écluses sur les fossés des routes départementales est interdit.

## ARTICLE 35 - AQUEDUCS ET PONCEAUX SUR FOSSÉS

L'autorisation pour l'établissement, par les propriétaires riverains d'aqueducs et de ponceaux sur les fossés des routes départementales précise le mode de construction, les dimensions à donner aux ouvrages et les matériaux à employer. Lorsque ces aqueducs ont une longueur supérieure à 25 m, ils doivent obligatoirement comporter un ou plusieurs regards pour visite ou nettoyage, suivant les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Les dispositifs de sécurité (têtes de buses normalisées) sont obligatoires dans les deux sens de circulation sur les routes départementales d'intérêt structurant et départemental. Sur les réseaux d'intérêts cantonal et local, le département se réserve le droit d'imposer ces dispositifs.

## ARTICLE 36 - ÉCOULEMENT DES EAUX INSALUBRES

*Code de l'environnement*

*Article R116-2 du code de la voirie routière*

*Article R111-12 du code de l'urbanisme*

Tout rejet d'eaux insalubres est interdit sur le domaine public.

Toutefois, lorsqu'il est techniquement impossible de mettre en place un dispositif assurant l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol et qu'il n'existe pas d'autre exutoire, une autorisation de rejet après traitement des eaux usées vers les fossés peut être délivrée à titre précaire et révocable par le gestionnaire de la voirie.

La demande d'autorisation doit notamment comporter l'étude de sol et de filière, les plans et données techniques du dispositif d'assainissement non collectif projeté, conforme à la réglementation en vigueur et de sa canalisation de rejet, l'avis technique délivré par le service public d'assainissement non collectif compétent (SPANC) ainsi que le géo-référencement du point de rejet.

Aucun rejet d'eaux pluviales ne sera autorisé dans la canalisation servant d'exutoire à un dispositif d'assainissement non collectif.

## ARTICLE 37 - CONSTRUCTIONS RIVERAINES

*Article L112-5 et L112-6 du code de la voirie routière*

Tout ouvrage en limite du domaine public doit faire l'objet d'une autorisation.

Aucune construction nouvelle ne peut empiéter sur l'alignement à l'exception des saillies autorisées.

Aucun travail confortatif ne peut être entrepris sur un bâtiment frappé d'alignement sauf s'il s'agit d'un monument historique.

### Commentaires :

*Les travaux confortatifs comprennent notamment :*

- *les reprises en sous œuvre,*
- *la pose de tirants, d'ancres ou d'équerres et tous ouvrages destinés à relier le mur de façade avec les parties situées en arrière de l'alignement,*
- *le remplacement par une grille de la partie supérieure d'un mur en mauvais état,*
- *les modifications de nature à entraîner la réfection d'une partie importante de la fraction en saillie d'un mur latéral ou de la façade,*
- *les raccordements à des constructions nouvelles ayant pour effet de conforter les bâtiments ou murs en saillie,*
- *le remplacement ou la réparation des marches, bornes entrées de caves ou tous ouvrages de maçonnerie en saillie, à moins que ces ouvrages soient la conséquence d'un changement de niveau du domaine public routier départemental.*

## ARTICLE 38 - TRAVAUX SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AUTORISÉS SUR IMMEUBLE GRÈVÉ DE LA SERVITUDE DE RECULEMENT

*Article L112-6 du code de la voirie routière*

Tout propriétaire d'un immeuble grevé de la servitude de reculement, peut sans avoir à demander d'autorisation, exécuter des travaux à l'intérieur de cet immeuble pourvu que ces travaux ne concernent pas les parties en saillies des façades et murs latéraux ou n'aient pas pour effet de les conforter.

Dans le cas contraire, il appartient au service assurant la gestion de la voirie départementale de poursuivre l'infraction et d'obtenir s'il y a lieu, de la juridiction qui en est saisie qu'elle ordonne, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages faits.

Lorsque la façade vient à tomber ou à être démolie, le service assurant la gestion de la voirie départementale peut engager la même procédure, à l'effet d'obtenir la démolition de tous les ouvrages en saillie.

Les prestations liées à la démolition et à la reconstruction d'un immeuble à l'alignement sont à la charge du propriétaire de cet immeuble.

### Commentaires :

*À titre indicatif, peuvent être autorisés sous conditions :*

- *les crépis et rejointoiements,*
- *l'établissement de linteaux,*
- *l'exhaussement ou l'abaissement des murs de façade,*
- *la réparation totale ou partielle du chaperon d'un mur ou la pose de dalles de recouvrement,*
- *l'établissement de devantures,*
- *l'ouverture ou la suppression de baies,*
- *le raccordement des constructions nouvelles à des bâtiments ou murs en saillie.*

## ARTICLE 39 - DIMENSIONS DES SAILLIES AUTORISÉES

*Article R112-3 du code de la voirie routière*

**Dispositions générales :**

Sauf impossibilité technique démontrée, les saillies autorisées ne doivent pas excéder, suivant la nature des ouvrages, les dimensions maximales indiquées ci-après :



**1)** Soubassements ..... **0,05 m**

**2)** Colonnes, pilastres, ferrures de portes et fenêtres, jalousies, persiennes, contrevents, appuis de croisées, barres de support, panneaux publicitaires fixes sur une façade à l'alignement ..... **0,10 m**

**3)** Tuyaux et cuvettes, revêtements isolants sur façade de bâtiments existants, devantures de boutiques (y compris les glaces), là où il existe un trottoir de largeur égale ou supérieure à 1,50 m grilles, rideaux et autres clôtures, corniches où il n'existe pas de trottoir, enseignes lumineuses ou non lumineuses et tous attributs et ornements quelconques pour les hauteurs au-dessus du sol inférieures à celles prévues au paragraphe 7 ci-après, grilles des fenêtres du rez-de-chaussée ..... **0,16 m**

**4)** Socles de devantures de boutiques ..... **0,20 m**

**5)** Petits balcons de croisées au-dessus du rez-de-chaussée ..... **0,22 m**

**6)** Grands balcons et saillies de toitures ..... **0,80 m**

*Ces ouvrages ne peuvent être établis que dans les rues dont la largeur est supérieure à 8 m.*
*Ils doivent être placés à 4,30 m au moins au-dessus du sol, à moins qu'il n'existe devant la façade un trottoir de 1,40 m de largeur au moins, auquel cas la hauteur de 4,30 m peut être réduite jusqu'au minimum de 3,50 m.*

**7)** Lanternes, enseignes lumineuses et non lumineuses, antennes, paraboles, attributs ..... **0,80 m**

*S'il existe un trottoir d'au moins 1,40 m de largeur, ces ouvrages peuvent être établis quelle que soit la largeur de la rue et la hauteur de 4,30 m peut être réduite jusqu'à un minimum de 3 m.*
*En l'absence de trottoirs d'au moins 1,40 m de largeur, ils ne peuvent être établis que dans les rues d'une largeur minimum de 8 m et doivent être placés à 4,30 m au-dessus du sol. Ils doivent être supprimés sans indemnité lorsque des raisons d'intérêt public conduisent le Département à exhausser le sol ou à réduire la largeur de trottoir.*

**8)** Auvents et marquises ..... **0,80 m**

*Ces ouvrages ne sont autorisés que sur les façades devant lesquelles il existe un trottoir d'au moins 1,40 m de largeur.*
*Aucune partie de ces ouvrages, ni de leurs supports ne doit être à moins de 3 m au-dessus du trottoir.*
*Les marquises peuvent être garnies de draperies flottantes dont la hauteur au-dessus du trottoir ne doit pas être inférieure à 2,50m.*
*Lorsque le trottoir a plus de 1,40 m de largeur, la saillie des marquises peut être supérieure à 0,80 m. Le titre d'occupation fixe alors les dispositions et dimensions de ces ouvrages qui restent assujettis aux prescriptions ci-dessus relatives à la hauteur au-dessus du sol mais doivent, en outre, satisfaire à certaines conditions particulières :*

- *leur couverture doit être translucide ;*
- *elles ne peuvent ni recevoir de garde-corps, ni être utilisées comme balcons ;*
- *les eaux pluviales qu'elles reçoivent ne doivent s'écouler que par des tuyaux de descente appliqués contre le mur de façade et disposés de manière à ne pas déverser ces eaux sur le trottoir ;*
- *les parties les plus saillantes doivent être à 0,50 m au moins en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir ou, s'il existe une plantation sur le trottoir, à 0,80 m au moins de la ligne d'arbres la plus voisine et en tous cas à 4 m au plus du nu du mur de façade ;*
- *leur hauteur, non compris les supports, ne doit pas excéder 1 m.*

**9)** Bannes ..... **0,50 m**

*Ces ouvrages ne peuvent être posés que devant les façades où il existe un trottoir.*
*Leurs parties les plus en saillie doivent être à 0,50 m au moins en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir ou, s'il existe une plantation d'arbres sur le trottoir, à 0,80 m au moins de l'axe de la ligne d'arbres la plus voisine et en tous cas à 4 m au plus du nu du mur de façade.*
*Aucune partie de ces ouvrages ni de leur support ne doit être à moins de 2,50 m au-dessus du trottoir. Cette prescription ne s'applique pas aux parties des supports ou aux organes de manœuvre dont la saillie sur le nu du mur de façade ne dépasse pas 0,16 m.*

**10)** Corniches d'entablements, corniches de devantures et tableaux sous corniches, y compris tous ornements pouvant être appliqués lorsqu'il existe un trottoir :

- en plâtre : dans tous les cas, la saillie est limitée à ..... **0,16 m**
- en tous matériaux autres que le plâtre :
  - jusqu'à 3 m de hauteur au-dessus du trottoir ..... **0,16 m**
  - entre 3 mètres et 3,50 m de hauteur au-dessus du trottoir ..... **0,50 m**
  - à plus de 3,50 m de hauteur au-dessus du trottoir ..... **0,80 m**

*Le tout sous la réserve que les parties les plus saillantes des ouvrages soient à 0,50 m au moins en arrière du plan vertical passant par l'arête du trottoir.*

**11)** Panneaux muraux publicitaires ..... **0,10 m**

**Dispositions particulières :**

Le mesurage est toujours effectué à partir du nu du mur de façade, au-dessus du soubassement et, à défaut, entre alignements.

Les titres d'occupation peuvent déroger à ces dimensions en s'alignant sur celles fixées par les règlements municipaux de voirie régulièrement approuvés, à moins que le service assurant la gestion de la voirie départementale juge celles-ci incompatibles, dans les circonstances de l'affaire, avec la commodité et la sécurité de la circulation.

Les dimensions qui concernent les corniches, les grands balcons et les toitures ne sont pas applicables lorsque, pour des raisons d'environnement, un document d'urbanisme a prévu des règles et servitudes particulières de construction avec lesquelles elles sont incompatibles.

Aucune porte ne peut s'ouvrir en dehors de manière à faire saillie sur le domaine public routier départemental.

Toutefois, cette règle ne s'applique pas, dans les bâtiments recevant du public, aux issues de secours qui ne sont pas utilisées en service normal.

## ARTICLE 40 - PLANTATIONS RIVERAINES

*Article R116-2 du code de la voirie routière*

*Articles 671 à 673 du code civil*

Sous réserve des dispositions de l'article 43 du présent règlement, il n'est permis d'avoir des arbres en bordure du domaine public routier départemental qu'à une distance de 2 m pour les plantations qui dépassent 2 m de hauteur et à la distance de 0,50 m pour les autres*. Cette distance est calculée à partir de la limite de l'emprise.

Toutefois les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers, sans condition de distance, lorsqu'ils sont situés contre un mur de clôture et à l'intérieur de la propriété riveraine.

Lorsque le domaine public départemental est emprunté par une ligne de distribution aérienne (électricité, télécommunications…), le riverain doit consulter le gestionnaire des réseaux concernés.

Les plantations faites antérieurement et à des distances moindres que celles prescrites ci-dessus ne peuvent être renouvelées qu'à la charge d'observer les distances fixées. Les sujets morts doivent être abattus et ne pas être remplacés.

Les propriétaires sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires lorsque l'état sanitaire de leurs plantations est jugé défaillant.

La responsabilité des propriétaires est engagée en cas de chutes d'arbres ou de branches sur le domaine public routier.

### Commentaires :

**Sur demande expresse du pétitionnaire, une dérogation peut être admise.*

## ARTICLE 41 - HAUTEUR DES HAIES VIVES

Aux embranchements routiers ou à l'approche des traversées de voies ferrées, la hauteur des haies ne pourra excéder 0,80 m au-dessus de l'axe des chaussées sur une longueur de 50 m comptée de part et d'autre du centre de ces embranchements, carrefours, bifurcations ou passages à niveau. La même hauteur doit être observée du côté du plus petit rayon sur tout le développement des courbes du tracé et sur une longueur de 30 m dans les alignements droits adjacents.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, il peut toujours être commandé de limiter à 0,80 m la hauteur des haies vives bordant certaines parties du domaine public routier départemental lorsque cette mesure est commandée par la sécurité de la circulation.

Les haies plantées après autorisation antérieurement à la publication du présent règlement et à des distances moindres que celles ci-dessus peuvent être conservées. Toutefois, elles ne peuvent être renouvelées qu'à la charge d'observer les dispositions du présent règlement.



## ARTICLE 42 - ÉLAGAGE ET ABATTAGE

*Articles L 131-7 du code de la voirie routière*

Les haies et arbres isolés doivent toujours être conduits de manière que leur développement du côté du domaine public ne fasse aucune saillie sur celui-ci.

Les arbres, les branches et les racines qui avancent sur le sol du domaine public routier départemental doivent être coupés à l'aplomb des limites de ce domaine à la charge des propriétaires.

Au croisement avec des voies ferrées, ainsi qu'aux embranchements, carrefours ou bifurcations, les arbres à haut jet doivent être élagués, par les soins des propriétaires, sur une hauteur de 3 m à partir du sol dans un rayon de 50 m compté du centre des embranchements, carrefours, bifurcations ou passages à niveau.

Les mêmes prescriptions sont applicables aux arbres de haut jet, situés à moins de 4 m de la limite du domaine public routier, sur tout le développement du tracé des courbes du côté du plus petit rayon et sur une longueur de 30 m dans les alignements droits adjacents.

À défaut de leur exécution par les propriétaires riverains ou leurs représentants, les opérations d'élagage des arbres, haies ou racines peuvent être effectuées d'office par les services départementaux après une mise en demeure adressée par lettre recommandée, non suivie d'effet au terme d'un délai d'un mois, aux frais des propriétaires.

À aucun moment, le domaine public routier départemental (dépendances comprises) ne doit être encombré et la circulation entravée ou gênée par les opérations d'abattage, ébranchage, débitage et autres des arbres situés sur les propriétés riveraines.

La signalisation temporaire du chantier est sous la responsabilité de celui (entreprise ou particulier) qui exécute les travaux. Elle doit être conforme à la réglementation en vigueur et être exécutée selon le plan de signalisation validé par le gestionnaire de la voie.

Les propriétaires riverains doivent également veiller au bon état phytosanitaire de leurs plantations privées situées à proximité de la limite avec le domaine public départemental et, en particulier, de leurs arbres de moyen et haut jet et anticiper tout risque pour la sécurité publique en procédant à l'abattage des sujets morts ou malades.

## ARTICLE 43 - SERVITUDES DE VISIBILITÉ

*Articles L 114-1 à L 114-6, R 114-1 et R 114-2 du code de la voirie routière*

L'application du présent cadre de règlement est, s'il y a lieu, subordonnée à celle des mesures éventuellement inscrites dans les plans de dégagement qui, dressés conformément aux dispositions du code de la voirie routière (articles L 114-3 et R114-1) déterminent les terrains riverains ou voisins du domaine public routier départemental sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité comportant suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal au niveau fixé par le plan ;
- l'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan ;
- le droit pour le Département d'opérer la résection des talus, remblais et tout obstacle naturel, de manière à réaliser des conditions de visibilité satisfaisantes.

## ARTICLE 44 - MASSIFS FORESTIERS

Afin d'améliorer la sécurité des usagers, les propriétaires de massifs forestiers riverains des routes départementales sont invités à déboiser sur une bande de 4 mètres de large en bordure de chaussée et à débroussailler cette zone régulièrement et au moins une fois par an.

## ARTICLE 45 - EXCAVATIONS ET EXHAUSSEMENTS EN BORDURE DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Il est interdit de pratiquer en bordure du domaine public routier départemental des excavations de quelque nature que ce soit, si ce n'est aux distances et dans les conditions ci-après déterminées :

**1) Excavations à ciel ouvert** (et notamment mares, plans d'eau, fossés…) :

Ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à 5 m de la limite du domaine public. Cette distance est augmentée d'1 m par mètre de profondeur de l'excavation.

**2) Excavations souterraines :**

Ces excavations ne peuvent être pratiquées qu'à 15 m au moins de la limite de l'emprise de la voie. Cette distance est augmentée de 1 mètre par mètre de profondeur de l'excavation.

**3) Puits ou citernes :**

Ils ne peuvent être établis qu'à une distance d'au moins 5 m de la limite de l'emprise de la voie dans les agglomérations et les endroits clos de murs et d'au moins 10 m dans les autres cas.

Les distances ci-dessus fixées, peuvent être diminuées par arrêté du président du conseil départemental sur proposition des services départementaux, lorsque, eu égard à la situation des lieux et aux mesures imposées aux propriétaires, cette diminution est jugée compatible avec l'usage et la sécurité de la voie au voisinage duquel doit être pratiquée l'excavation. A contrario, une distance supérieure peut être exigée pour des raisons de sécurité routière ou quand l'excavation projetée est située dans le périmètre d'un aménagement routier ultérieur.

### Commentaires :

*Le propriétaire de toute excavation ou puits, situé au voisinage du domaine public routier départemental, peut être tenu de le couvrir ou de l'entourer de clôtures propres à prévenir tout danger pour les usagers.*

*Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux excavations à ciel ouvert ou souterraines, qui sont régulièrement soumises à des réglementations spéciales en exécution des textes sur les mines, minières et carrières.*

**3) Exhaussements :**

Il est interdit de pratiquer des exhaussements sans autorisation. Les exhaussements ne peuvent être autorisés qu'à 5 m de la limite du domaine public augmenté d'1 m par mètre de hauteur de l'exhaussement.

Des prescriptions plus sévères peuvent être imposées en cas de création de digues retenant des plans d'eau surélevés par rapport à la voie.

Les propriétaires des terres supérieures ou inférieures bordant les routes départementales sont tenus d'entretenir en bon état les ouvrages construits à leurs frais, par eux ou pour leur compte, et destinés à soutenir les terres.



# 4 Occupation du domaine public par des tiers

## ARTICLE 46 - CHAMP D'APPLICATION

*Articles L113-3 à L113-7 du code de la voirie routière*

Les présentes règles ont pour but de définir les dispositions administratives et techniques auxquelles sont soumis les travaux ou chantiers qui mettent en cause l'intégrité du domaine public départemental.

Ces règles s'appliquent à l'installation et à l'entretien de tous types d'ouvrages (réseaux divers, aériens, souterrains, voirie, ouvrages d'art…) situés dans l'emprise des voies dont le Département est propriétaire.

Elles concernent de ce fait les travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées (permissionnaires ou occupants de droit, concessionnaires), dénommées ci-après intervenants.

L'article L 113-3 de code la voirie routière précise notamment que les services publics de télécommunication, de transport et de distribution d'électricité, de gaz ou d'hydrocarbures peuvent occuper le domaine public routier départemental en y installant des ouvrages, dans la mesure où cette occupation n'est pas incompatible avec son affectation à la circulation terrestre.

### Commentaires :

*Lors de la présence des réseaux lors de travaux routiers, nous avons à faire à trois cas de figure :*

- *Le réseau est gênant, et donc doit être déplacé par son propriétaire suivant l'article L113-3 du CVR*
- *Le réseau n'est pas gênant. Il peut rester en place le temps des travaux*
- *Le réseau peut rester en place, mais amène des contraintes particulières lors des travaux, donc des surcoûts pour le Département, néanmoins inférieures au coût d'un déplacement.*
- *Dans ce cas n° 3, il pourrait être envisagé une convention avec le concessionnaire qui prévoirait une participation de sa part pour ces sujétions, sachant qu'il réalise une économie par rapport à un dévoiement complet à sa charge.*

*Lors de travaux entrepris par le Département sur son domaine routier, les concessionnaires de réseaux de toute nature sont tenus d'implanter, à leurs frais, la position de ceux-ci. À défaut, le réseau sera considéré comme gênant les travaux, et le concessionnaire sera mis en demeure de le déplacer provisoirement, à ses frais, au titre de l'article L 113-3 du Code de la Voirie Routière.*

## ARTICLE 47 - NÉCESSITÉ D'UNE AUTORISATION PRÉALABLE

*Articles L113-2 du code de la voirie routière*

Conformément à l'article 3 du présent règlement, toute occupation du domaine public départemental doit faire l'objet d'une autorisation du président du conseil départemental.

### A - Le permis de stationnement

Nul ne peut occuper le domaine public départemental s'il n'a pas reçu au préalable un permis de stationnement.

Il s'agit d'une occupation superficielle du domaine public, sans ancrage au sol, qui n'intéresse que la liberté ou la sécurité de la circulation.

### Commentaires :

*En agglomération, le permis de stationnement est délivré par le maire.*

### B - La permission de voirie

Nul ne peut exécuter des travaux sur le domaine public départemental s'il n'a pas reçu au préalable soit une permission de voirie, soit un accord technique préalable fixant les conditions d'exécution.

### C - La convention

Le recours à une convention d'occupation est envisagé de préférence à l'autorisation de voirie lorsque les installations ou ouvrages projetés présentent un caractère immobilier, répondent à des préoccupations d'équipement de la route et de service à l'usager et sont essentiellement sinon exclusivement desservis par le domaine public routier départemental dont ils affectent l'emprise.

Il en est ainsi de la construction de trottoirs, aires de stationnement, équipements de voirie (ralentisseurs, plateaux surélevés, coussins berlinois, places traversantes, chicanes, rétrécissements ou élargissement de chaussée…) ou toutes autres occupations intéressant la circulation ou modifiant, par leur nature ou leurs caractéristiques, la structure, la géométrie de la chaussée ou l'intégrité de la voie.

La convention définit les modalités de répartition de la gestion et de l'entretien ultérieur ainsi que les responsabilités de chacune des parties.

Les autorisations, quelle que soit la forme qu'elles revêtent, sont limitatives : les travaux qui n'y sont pas nettement spécifiés, ne sont pas autorisés.

Toute modification du projet doit faire l'objet d'une nouvelle demande. Tout accord est donné sous la réserve expresse du droit des tiers.

## ARTICLE 48 - REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL

*Article L2125-1 et s. du code général de la propriété des personnes publiques*

*Articles R3333-4 à R3333-17 du code général des collectivités territoriales*

Toute occupation du domaine public départemental est soumise à redevance, sauf cas d'exonération prévus par la loi ou décidée par l'assemblée départementale.

Le taux des redevances et les modalités de perception sont fixés par délibération du conseil départemental.

## ARTICLE 49 - INSTRUCTION DES DEMANDES

### A - Le permis de stationnement

La demande de permis de stationnement pour une occupation située hors agglomération doit être adressée par l'intervenant ou par son délégué au président du conseil départemental (service chargé de la gestion de la voirie départementale).

Elle doit être accompagnée des renseignements suivants :

- une fiche descriptive sur la nature, la consistance et la durée de l'occupation,
- un plan de situation et de délimitation de l'occupation,
- une note sur les contraintes prévisibles sur la sécurité et la pérennité de la circulation.

À compter de la réception du dossier, la demande est instruite et la décision est notifiée au pétitionnaire.

La décision est notifiée dans un délai de deux mois.

**Commentaires :**

*Lorsque l'occupation du domaine public départemental est située à l'intérieur de l'agglomération, la demande de permis de stationnement est à adresser au maire de la commune concernée.*

### B - La permission de voirie

La demande de permission de voirie doit être adressée par l'intervenant ou par son délégué au président du conseil départemental (service chargé de la gestion de la voirie départementale) complétée d'un dossier comportant :

- une fiche descriptive des travaux,
- un plan de situation des travaux permettant de les situer par rapport à un repère connu (carrefour, pont…),
- un plan d'exécution à l'échelle 1/500 et, le cas échéant, les ouvrages à une plus grande échelle,
- un calendrier prévisionnel de réalisation,
- une note sur les contraintes prévisibles sur la sécurité et la pérennité de la circulation,
- le cas échéant, une note de calcul justifiant de la résistance et de la stabilité des ouvrages ou installations.

La décision est notifiée au pétitionnaire dans un délai maximum de deux mois à compter de la réception du dossier complet. En l'absence de réponse sous ce délai, l'autorisation est réputée acceptée. Sur demande expresse, le refus peut être pris en la forme d'un arrêté.

L'avis du maire est sollicité lorsque le projet est situé en agglomération.

Selon la nature des travaux, une convention préalable à la délivrance de la permission de voirie peut être exigée.

En cas d'urgence dûment justifiée (rupture de canalisation par exemple), les travaux de réparation pourront être entrepris sans délai, mais le service chargé de la gestion de la voirie départementale (et le maire si les réparations sont effectuées en agglomération), devront être avisés immédiatement.

La demande d'autorisation devra alors être remise, à titre de régularisation, au service chargé de la voirie départementale dans les 48 heures qui suivront le début des travaux dans le seul cas d'une ouverture de tranchée.

**Cas particulier des trottoirs, parkings et des dispositifs de ralentissement réalisés sur chaussée par les communes (ou EPCI compétents) dans les traversées d'agglomération :**

La construction des trottoirs et des aires de stationnement dans l'emprise publique des routes départementales, et de dispositifs / équipements de voirie sur la chaussée de ces mêmes routes départementales, destinés à provoquer le ralentissement des véhicules en traversée d'agglomération (ralentisseurs type « dos d'âne », passage piétons surélevés, coussins « berlinois », plateaux, placettes traversantes, chicanes, écluses…) modifiant par leur nature ou caractéristiques, la structure, la géométrie de la chaussée ou l'intégrité de la voie, sont également soumis à l'autorisation du gestionnaire de voirie.

Dans ce cas, l'autorisation sera complétée d'une convention, soit « de récupération de TVA », si les travaux sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la commune traversée (ou le cas échéant de l'EPCI ayant pris la compétence voirie) sans accompagnement du Département, soit de « maîtrise d'ouvrage partagée », si le Département accompagne financièrement l'opération par des travaux lui incombant.

En tout état de cause, les aménagements réalisés feront l'objet d'un procès-verbal de remise d'ouvrage, une fois les travaux achevés et constatés conformes au projet autorisé et aux normes et règlements en vigueur sur les dispositifs mis en place ou construits. Ce PV précisera par ailleurs les modalités de gestion et d'entretien ultérieur de ces aménagements.

Les bordures de trottoirs, en début d'aménagement, ne devront former aucune saillie par rapport à la chaussée.

Les caractéristiques géométriques des aménagements (en plan et en altimétrie) seront fixées dans l'autorisation.

En ce qui concerne les dispositifs type ralentisseur, coussins berlinois, plateaux ou passages piétons surélevés, il est rappelé qu'ils ne peuvent être implantés qu'à l'intérieur d'une « zone à 30 km/heure » et que leurs dimensions et implantations doivent être strictement conformes aux règles fixées par la norme NFP98-300 et par le Décret n° 94-447 du 27 mai 1994 relatif aux caractéristiques et aux conditions de réalisation des ralentisseurs de type dos d'âne ou de type trapézoïdal. Ils devront également satisfaire aux recommandations formulées dans le guide CERTU des coussins et plateaux (Édition 2010).

### C - Accord technique préalable

L'accord technique préalable (dénommé également « accord de voirie ») n'est délivré qu'aux occupants de droits (les exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public, les services publics de transport ou de distribution d'électricité ou de gaz et les canalisations de transport d'hydrocarbures ou de produits chimiques déclarées d'utilité publique ou d'intérêt général).

Il les autorise à réaliser des travaux sur le domaine public, mais ne concerne pas l'occupation du domaine public.

Le gestionnaire du domaine public routier peut, dans l'intérêt de la sécurité routière, faire déplacer les installations et les ouvrages situés sur ce domaine aux frais de l'occupant dans des conditions définies par décret en Conseil d'État.

La demande d'accord technique préalable doit être adressée par l'intervenant ou par son délégué au gestionnaire de la voirie départementale. Elle doit être complétée d'un dossier identique à celui exigé pour l'instruction des permissions de voirie. La décision est notifiée au pétitionnaire dans un délai maximum de trois semaines à compter de la réception du dossier complet. En l'absence de réponse sous ce délai, l'autorisation est réputée acceptée.

### D- Information sur les équipements existants

L'accord technique préalable ou la permission de voirie est distinct de la déclaration de projet de travaux (DT) et de la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auxquelles l'intervenant doit satisfaire en vue de demander aux administrations et établissements possesseurs de câbles ou de canalisations souterraines susceptibles d'exister aux lieux des travaux, toutes informations sur l'existence, l'emplacement, la profondeur de ces installations ainsi que les recommandations nécessaires.

**Procédure simplifiée pour les lignes électriques d'une tension inférieure à 63 kV et d'une longueur maximale de 1 km.*

*** Concerne les canalisations de tension supérieure à 63 kV, HTA ou BT d'une longueur supérieure à 1 km, les postes HTA/HTA.*

## ARTICLE 50 - DÉLAI D'EXÉCUTION DE TRAVAUX

Le pétitionnaire dispose, sauf indication contraire, d'un délai maximum d'un an, à compter de la date de l'autorisation, pour exécuter les travaux.

S'il n'a pas été fait usage de l'autorisation dans ce délai, une nouvelle demande doit être formulée.

## ARTICLE 51 RESPONSABILITÉ DE L'INTERVENANT

Les intervenants sont tenus de se conformer aux prescriptions techniques du présent règlement dans l'intérêt du bon usage et de la conservation du domaine public routier.

Ils sont responsables de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence et du fonctionnement de leurs ouvrages ainsi que de la signalisation des chantiers, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

Ils sont tenus de mettre en œuvre, sans délai, les mesures qu'il leur serait enjoint de prendre dans l'intérêt du domaine public et de la circulation.

## ARTICLE 52 - CONSTAT PRÉALABLE DES LIEUX

Préalablement à tous travaux, l'intervenant peut demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux.

En l'absence du constat contradictoire, les lieux sont réputés en bon état d'entretien et aucune contestation ne sera admise par la suite.

## ARTICLE 53 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

*Norme NFP 98.332*

L'implantation doit être conforme au plan approuvé par le gestionnaire et toute modification ne pourra intervenir qu'après avis préalable du gestionnaire.

Préalablement à toute demande d'autorisation, l'intervenant devra avoir recherché des solutions de passage en domaine privé.

Les ouvrages doivent être réalisés à l'endroit de la voie qui perturbe le moins possible sa gestion et celle des équipements déjà existants. Dans la mesure du possible, ils sont implantés dans les zones les moins sollicitées.

Les installations destinées à desservir un riverain du domaine public départemental seront en retrait de l'alignement du domaine public. Elles seront implantées dans le recul de 5 m prévu pour l'accès individuel.

À défaut, le branchement sera équipé d'un dispositif assurant la non repousse de l'herbe.

L'ensemble des ouvrages affleurant la chaussée (tampons de regard, chambre de tirage…) sera scellé par des moyens permettant leur parfaite tenue dans le temps sans déformation, fissure et arrachement des couronnes de scellement. La liaison enrobé/couronne sera réalisée au moyen de joints spécifiques garantissant une bonne étanchéité à l'eau.

Tout tampon de regard ou chambre de tirage implanté dans l'emprise de la chaussée sera revêtu afin de garantir une adhérence similaire au revêtement de la voie.

Conformément à l'article L 115-1 du code de la voirie routière, des distances minimales doivent être respectées entre les canalisations souterraines (tableau en **annexe 6**). Ces distances peuvent être augmentées en fonction des nécessités techniques liées à la nature des réseaux. La mise en place de gaines d'attente ou la construction de galeries techniques peuvent être imposées.

En cas de travaux (aménagements, modifications, améliorations…) entrepris à l'initiative du conseil départemental dans l'intérêt du domaine public routier et/ou de la sécurité routière, et conformes à la destination du domaine public routier, le déplacement ou la modification des réseaux aériens et souterrains existants est à la charge des occupants sur l'emprise du domaine public.

Lors de la réalisation des travaux d'entretien de la chaussée (revêtements, décaissements…), la mise à niveau ou le remplacement des ouvrages annexes tels que des bouches à clés, des regards de visites ou des chambres de tirages sont à la charge de l'occupant.

## ARTICLE 54 - PRÉSERVATION DES PLANTATIONS SUR LE DOMAINE PUBLIC

*Norme NFP 98.332*

Les abords immédiats des plantations doivent être maintenus en état de propreté et soustraits à la pénétration de tout liquide nocif pour la végétation.

Il est interdit de planter des clous ou tout autre objet métallique dans les arbres ou de les utiliser pour amarrer ou haubaner des objets quelconques.

Aucun affouillement n'est possible à moins de 2 m de distance des arbres (bord de la chaussée/bord du tronc) et à moins d'1 m des végétaux, arbustes, haies.



La distance de 2 m peut exceptionnellement être ramenée à 1,50 m des arbres à condition de prendre des dispositions particulières avec les propriétaires ou le gestionnaire des arbres pour éviter la détérioration des réseaux par les racines et le dépérissement des végétaux.

Il est interdit de couper les racines d'un diamètre supérieur à 5 cm ; le cas échéant, le propriétaire de l'arbre doit en être averti.

D'une façon générale, les terrassements seront réalisés manuellement dans l'emprise des systèmes radiculaires.

## ARTICLE 55 - CIRCULATION ET DESSERTE RIVERAINE

L'intervenant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux cause le moins de gêne possible aux usagers et aux autres occupants du domaine public routier départemental. Il doit s'attacher à assurer la liberté de la circulation et la protection des piétons.

Il doit préserver la desserte des propriétés riveraines, l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité, l'écoulement des eaux de la chaussée et de ses ouvrages annexes et, d'une façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics.

## ARTICLE 56 - SIGNALISATION DES CHANTIERS

*Arrêté du 7 juin 1977 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes*

*Instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - huitième partie (dernière mise à jour : décembre 2011)*

L'intervenant doit prendre de jour et de nuit, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public routier départemental et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation, alternats…), conformément aux textes réglementaires en vigueur et aux dispositions ayant reçu l'accord des services du conseil départemental.

Afin d'assurer le maintien de la signalisation les week-ends et les jours fériés, une astreinte sera imposée aux entreprises intervenant sur le domaine public routier départemental (réseau d'intérêt structurant et d'intérêt départemental). Cette astreinte figurera dans les marchés pour ce qui concerne les travaux gérés par le Département et dans les arrêtés pour les intervenants extérieurs.

Ceux-ci peuvent, en cours de chantier, prescrire toute modification de ces mesures commandées par les conditions de circulation.

La pose des panneaux de prescription doit être accordée par arrêté pris par l'autorité investie du pouvoir de police de la circulation sur le domaine concerné.

Cet arrêté doit être affiché sur le chantier.

En cas de défaut constaté dans la signalisation, cette même autorité met l'intervenant en demeure de la rendre conforme, sous peine d'arrêt du chantier.

La responsabilité de l'intervenant peut être engagée en cas d'accident pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation.

Les panneaux doivent obligatoirement être déposés à la fin du chantier.

## ARTICLE 57 - IDENTIFICATION DE L'INTERVENANT

Tout chantier doit comporter à ses extrémités des panneaux d'identification faisant apparaître :

- la désignation du maître d'ouvrage,
- la mention de la raison sociale du maître d'œuvre,
- la mention de la raison sociale de l'entreprise effectuant les travaux,
- leur numéro de téléphone,
- les arrêtés de circulation,
- la date de l'autorisation d'entreprendre les travaux et la nature de ceux-ci.

## ARTICLE 58 - INTERRUPTION TEMPORAIRE DES TRAVAUX

Toute disposition doit être prise pour libérer sinon la totalité, du moins la plus grande largeur possible de la chaussée pendant les arrêts de chantier (nuits, samedis, dimanches et jours fériés) et d'adapter la signalisation en conséquence.

## ARTICLE 59 - GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION DES TRAVAUX

*Charte « Qualité des travaux en tranchées » d'avril 2009 article 5.7*

Les travaux font l'objet d'une réception avec établissement d'un procès-verbal comme stipulé à l'article 49 du présent règlement.

La garantie de bonne exécution des travaux porte sur l'absence de déformation en surface de la voie et de ses dépendances et sur la bonne tenue de la couche de roulement pendant une durée de deux ans après leur achèvement.

La garantie court à compter de la date de réception de l'avis de fin de travaux par l'autorité investie du pouvoir de police de la conservation du domaine public routier départemental.

Lorsqu'elle se trouve contrainte de rappeler ses obligations à l'occupant, un délai maximum de deux jours ouvrés lui est accordé pour remettre les lieux en état.

Passé ce délai, elle intervient directement aux frais exclusifs de l'occupant. En cas d'urgence, elle peut exécuter d'office, sans mise en demeure préalable, et aux frais de l'occupant, les travaux qu'elle juge nécessaires au maintien de la sécurité routière.

Le gestionnaire de la voie se réserve le droit de faire effectuer, par l'occupant et à ses frais, des contrôles de compactage et des sondages contradictoires.

Si les résultats ne sont pas satisfaisants, l'occupant devra reprendre entièrement ses prestations sur toute la longueur ou surface concernée. Il aura également en charge le coût des contrôles avant et après réfection, le délai de garantie étant reporté.

## ARTICLE 60 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRANCHÉES ET DES TRAVAUX DE RÉFECTION SUR LE RÉSEAU DÉPARTEMENTAL

*Charte « Qualité des travaux en tranchées » d'avril 2009 article 4.2*

*Guide technique SETRA-LCPC de mai 1994 « Remblayage de tranchées et réfection de chaussées » et son complément de juin 2007 (note d'information n° 117)*

*Cahier des charges techniques générales – fascicule 70*

*Article R131-11 du code de la voirie routière*

**Cf. ANNEXE 9**

## ARTICLE 61 - CANALISATIONS TRAVERSANT UNE CHAUSSÉE

*Arrêté du 22 décembre 2008 modifiant l'arrêté du 13 juillet 2000 modifié portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations*

*Charte « Qualité des travaux en tranchées » d'avril 2009 article 4.2.3*

La technique de fonçage ou de forage est exigée sur tout le réseau départemental d'intérêt structurant ainsi que sur l'ensemble du réseau départemental d'intérêt départemental dont les chaussées ont moins de 3 ans.

### Commentaires :

En cas d'impossibilité technique dûment constatée, les tranchées seront exécutées impérativement par demi-largeur de chaussée (cf. article 61) sauf dérogation par le gestionnaire de la voirie.

## ARTICLE 62 - LONGUEUR MAXIMALE DE TRANCHÉE À OUVRIR

Lorsque la circulation est maintenue sur la chaussée à proximité de laquelle est ouverte une tranchée, la longueur maximale à ouvrir sera égale à celle que l'entreprise sera capable de refermer dans la même journée.

Si la tranchée est située dans l'emprise de la chaussée et que, de ce fait, il y a réduction du nombre de voies de circulation, cette longueur ne dépassera jamais 100 m sauf dérogation dûment motivée.

Dans toutes les chaussées en pente, il sera prévu, lorsque cela est techniquement possible, au minimum un exutoire par tronçon de 100 m de tranchée afin d'éliminer les eaux que cette tranchée est susceptible de drainer.

Les détails techniques des conditions de réalisation des tranchées font l'objet d'une permission de voirie délivrée par le gestionnaire.



## ARTICLE 63 - FOURREAUX OU GAINES DE TRAVERSÉES

Le gestionnaire de la voie peut imposer la mise en place d'une gaine ou d'un fourreau aux traversées de chaussée par une canalisation ou un câble. Les alvéoles spécifiques aux télécommunications sont considérées comme de tels fourreaux.

Le gestionnaire pourra également imposer la construction d'une chambre ou d'un regard de part et d'autre de la chaussée lorsque la canalisation enterrée est susceptible d'être remplacée.

Un grillage avertisseur sera posé par-dessus l'ouvrage à une hauteur (minimale de 0,30 m par rapport à la génératrice supérieure de la canalisation, du câble ou de sa gaine de protection) suffisante pour sa protection.

Conformément aux normes en vigueur, le grillage sera de couleur appropriée aux travaux.

### Commentaires :

*Des gaines supplémentaires peuvent être imposées pour ménager l'avenir.*

*Les normes de couleurs en vigueur s'établissent comme suit :*

- *eau potable = bleu*
- *électricité = rouge*
- *assainissement = marron*
- *gaz = jaune*
- *télécommunications = vert*

## ARTICLE 64 - DÉCOUPE DE LA CHAUSSÉE

Il sera fait application du guide technique SETRA-LCPC « Remblayage de tranchées et réfection de chaussées » de mai 1994 et son complément de juin 2007 (note d'information n° 117).

Les bords de la zone d'intervention effective doivent être préalablement sciés de manière à éviter la détérioration du revêtement et du corps de chaussée en dehors de l'emprise de la fouille et d'obtenir une découpe franche et rectiligne. Un sciage sera réalisé lors de la réfection définitive de la chaussée en enrobés.

## ARTICLE 65 - RÉUTILISATION DE DÉBLAIS

La réutilisation des déblais issus des fouilles est interdite.

Toutefois, si les matériaux de déblais présentent une très bonne qualité et si les caractéristiques de la voie le permettent, ils pourront être réutilisés en remblais après accord express des services techniques départementaux. Dans ce cas, les matériaux non pollués et à teneur en eau convenable peuvent être réutilisés.

Dans le cas contraire, ils devront être évacués au fur et à mesure de leur extraction.

## ARTICLE 66 - RECONSTITUTION DU CORPS DE CHAUSSÉE

*Charte « Qualité des travaux en tranchées » d'avril 2009*

Les travaux de remise en état provisoire et définitif des chaussées (les couches de fondation et de base ainsi que la couche de roulement, dimensionnées en fonction du trafic), sont soumis à l'autorisation du gestionnaire de voirie.

Lorsque les travaux de réfection définitive des chaussées seront réalisés, l'intervenant transmettra l'avis de fin de travaux au gestionnaire du domaine public. La garantie mentionnée à l'article 60 court à compter de la date de réception de cet avis.

## ARTICLE 67 - RÉCOLEMENT DES OUVRAGES

Les plans de récolement des ouvrages ainsi que les schémas types des éléments principaux exécutés sur la voie publique sont transmis à l'agence technique départementale territorialement compétente dans un délai maximum d'un an après la mise en service des ouvrages.

Ils indiquent l'emplacement des divers repères fixes qui auront été installés pour permettre de localiser les parties essentielles du tracé.

Le délai de garantie de l'ouvrage sera prolongé jusqu'à la production de ces documents.

### Commentaires :

*Ces documents seront fournis sur support informatique aux formats .dwg et .pdf ainsi que sous forme d'un tirage papier.*

*Les plans seront obligatoirement géolocalisés dans le système de coordonnées Lambert normalisé.*

## ARTICLE 68 - COORDINATION DE TRAVAUX

*Articles L 115-1, L 131-7, R131-9 et R 131-10 du code de la voirie routière*

Hors agglomération, le Département exerce, en matière de coordination de travaux affectant le sol et le sous-sol des routes départementales, les compétences attribuées au maire.

De plus, en application des dispositions des articles L 131-7 et R 131-10 du code de la voirie routière, le président du conseil départemental réunit au moins une fois par an une conférence de coordination mettant en présence les intervenants principaux sur le domaine public.

Cette coordination est organisée par secteur géographique d'agence.

### Commentaires :

*En agglomération, cette compétence est exercée par le maire (articles L 115-1 et R 115-1 du code de la voirie routière).*

## ARTICLE 69 - CALENDRIER DES TRAVAUX

Le Département établit chaque année un calendrier de l'ensemble des travaux à exécuter sur la voirie départementale hors agglomération.

Ce calendrier est communiqué aux communes concernées par le gestionnaire de voirie départementale et est notifié aux personnes physiques et morales ayant participé à la conférence de coordination ou présenté des intentions de travaux dans l'emprise du domaine public départemental.

## ARTICLE 70 - CONSTRUCTION DE TROTTOIRS

La nature et les dimensions des matériaux à employer dans la construction de trottoirs sont fixées par convention.

Les bordures ainsi que le dessus du trottoir sont établis suivant les points de hauteur et les alignements fixés par celui-ci.

Les extrémités du trottoir doivent se raccorder avec les trottoirs voisins et avec le revers de manière à ne former aucune saillie.

## ARTICLE 71 - DISTRIBUTEURS DE CARBURANTS

*Circulaire n° 62 du ministère des travaux publics du 6 mai 1954*

**Distributeurs de carburant hors agglomération**

L'autorisation d'installer des distributeurs de carburant ou des pistes pour y donner accès ne peut être accordée que si le pétitionnaire remplit les conditions exigées par la réglementation concernant respectivement l'urbanisme, les installations classées et la création ou l'extension des installations de distribution de produits pétroliers.

Toute installation est interdite lorsqu'elle présente un risque pour la sécurité routière ou une gêne pour l'usager en particulier dans les carrefours ainsi que dans la zone de dégagement de visibilité de ceux-ci, telle qu'elle apparaît dans les plans de dégagement.

Les pistes et les bandes d'accélération et de décélération doivent être à sens unique (il ne peut être exceptionnellement dérogé à cette règle que dans le cadre de routes à faible trafic) et conçues de manière à permettre aux véhicules d'accéder aux appareils distributeurs sans créer de perturbation importante dans les courants de circulation et de sortir des lieux de distribution en prenant immédiatement la droite de la chaussée. Elles doivent être construites de façon à résister à la circulation qu'elles doivent supporter et, de telle sorte que les différents écoulements d'eau restent parfaitement assurés.

Aucun accès riverain ne peut être autorisé sur les bandes de décélération et d'accélération, le titulaire de l'autorisation devant faire, en tant que de besoin, son affaire des opérations de désenclavement.

Les réservoirs de stockage doivent être placés en dehors du domaine public routier départemental.

Les installations et leurs abords doivent être maintenus en bon état d'entretien et de propreté.

Il est interdit au bénéficiaire de l'autorisation d'apposer ou de laisser apposer sur les distributeurs tout panneau, emblème ou message publicitaire à moins qu'il ne s'agisse d'indications relatives à la marque, à la qualité ou au prix du carburant mis en vente. Ces indications ne peuvent être portées que sur la surface même des appareils ou sur des pancartes accrochées à ceux-ci et ne dépassant pas sensiblement leur gabarit.

L'enseigne et l'éclairage doivent être disposés de manière à éviter toute confusion avec la signalisation et ne pas être éblouissants.

**Distributeurs de carburants en agglomération**

Les distributeurs fixes peuvent être autorisés en agglomération lorsque la largeur du trottoir permet la construction d'une piste de stationnement hors chaussée.

Deux conditions doivent être simultanément remplies :

- le trottoir après rescindement doit conserver une largeur suffisante pour la circulation des piétons. La largeur utilisable ne doit en aucun cas être inférieure à 1,40 m ;
- les manœuvres d'entrée et de sortie sur la piste ne doivent causer ni danger ni gêne excessive à la circulation.

L'autorisation est délivrée sous réserve de respect des réglementations en vigueur et notamment des prescriptions que le maire peut être amené à formuler dans son avis.

Les frais de construction et d'entretien de la piste sont à la charge du permissionnaire.

La piste doit être constituée de manière à résister à la circulation qu'elle doit supporter, notamment à la charge des camions citernes ravitaillant la station.

À chaque création, renouvellement ou transfert, une autorisation sera délivrée à l'exploitant par le Département, et par la commune le cas échéant.

## ARTICLE 72 - OUVRAGES FRANCHISSANT LES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Les ouvrages aériens (câbles, lignes, ouvrages en franchissement) sont soumis aux mêmes règles d'autorisation préalable que les ouvrages souterrains.

Ils sont également soumis aux taxes d'occupation du domaine public.

### Commentaires :

*Des distances minimales d'implantation des supports de lignes aériennes seront imposées par rapport aux carrefours et aux rives de chaussées.*

*Des protections par glissières pourront également être imposées.*

## ARTICLE 73 - HAUTEUR LIBRE

*Article R131-1 du code de la voirie routière*

La hauteur libre sous les ouvrages à construire ne doit pas être inférieure à 4,85 m. La hauteur libre à respecter est précisée lors de chaque autorisation. Elle est adaptée aux besoins de certains itinéraires stratégiques ou économiques : itinéraires militaires, convois exceptionnels…

### Commentaires :

*Cette hauteur correspond à une hauteur libre minimale de l'ouvrage de 4, 75 m plus une revanche de construction et d'entretien de 0,10 m.*

*Ces dispositions ne préjugent pas des conditions particulières imposées à certains concessionnaires, en particulier, par les lignes de transport d'énergie électrique.*

## ARTICLE 74 - IMPLANTATION DE SUPPORTS EN BORDURE DE LA VOIE PUBLIQUE

Ces implantations doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du président du conseil départemental (sauf supports de distribution électrique et télécommunications affectataires de droit du domaine public), complétée le cas échéant d'une convention.

Hors agglomération, il convient d'implanter les émergences hors de la zone dite «zone de sécurité».

La largeur de cette zone de sécurité vaut à compter du bord de chaussée :

- 4 m pour une route existante,
- 7 m pour un aménagement neuf ou en cas d'implantation de nouveaux obstacles sur une route existante,
- 8,50 m dans le cas particulier d'une route à deux fois deux voies (ou 2+1) dont la vitesse est limitée à 110 km/h.

Si l'emprise du domaine public ne permet pas de respecter cette distance, les émergences seront implantées hors domaine public.

En cas de difficulté, le gestionnaire pourra autoriser l'implantation sous réserve de la mise en œuvre d'un dispositif de protection dont la réalisation sera à la charge du concessionnaire.

Le piquetage sur le terrain sera réalisé conjointement avec le gestionnaire de la voirie départementale.

## ARTICLE 75 - IMPLANTATION DES MIROIRS

*Conformément à l'arrêté du 21 septembre 1981, il est rappelé que l'emploi des miroirs est interdit hors agglomération.*

En agglomération, en cas d'implantation intéressant le domaine public routier départemental, une autorisation doit être sollicitée auprès des services départementaux.

Lorsque les miroirs sont implantés sur la voie publique, ils doivent être conformes aux prescriptions de l'arrêté du 21 septembre 1981 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière :

- L'emploi des miroirs est strictement interdit hors agglomération. En agglomération, le miroir doit être considéré comme un palliatif et n'être utilisé que si les travaux nécessaires à l'amélioration de la visibilité ne peuvent être réalisés.

Il peut alors être utilisé sous réserve que les conditions suivantes soient remplies :

- mise en place d'un régime de priorité, avec obligation d'arrêt STOP sur la branche du carrefour où les conditions de visibilité ont entraîné l'utilité du miroir ;
- distance entre la ligne d'arrêt et le miroir inférieure à 15 mètres ;
- trafic essentiellement local sur la route où est implanté le STOP précité ;
- limitation de vitesse sur la route prioritaire inférieure ou égale à 60 km/h ;
- implantation à plus de 2,30 m de hauteur.

Les miroirs doivent être inclus sur un fond :

- carré s'il s'agit d'un miroir rond, le côté du carré a une longueur égale à une fois et demi le diamètre du miroir ;
- rectangulaire ou carré s'il s'agit d'un miroir rectangulaire (ou carré), les côtés du fond ont une longueur égale à une fois et demi celle du miroir.

Le fond ainsi défini doit être rayé noir et blanc, chaque raie mesurant 5 cm de largeur. Il n'est pas utilisé de miroir plan.

## ARTICLE 76 - IMPLANTATION D'ÉOLIENNES EN BORDURES DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Sur les 2x2 voies ainsi que sur le réseau départemental d'intérêt structurant, une distance de deux fois la hauteur de l'éolienne (mât+pale) doit séparer l'éolienne du bord de la chaussée. Cette distance pourra être augmentée si l'étude de sécurité, réalisée par le demandeur lors de l'étude d'impact, le recommande.

Sur le reste du réseau routier départemental, la distance minimale à respecter est égale à la hauteur de l'éolienne (mât+pale).



# 5 Polices de conservation et de circulation du domaine public routier

## ARTICLE 77 - INSTRUCTIONS ET MESURES CONSERVATOIRES

*Articles L116-2 et R116-2 du code de la voirie routière*

Il est interdit de dégrader les chaussées et dépendances des routes départementales ainsi que de compromettre la sécurité ou la commodité de la circulation des usagers sur ces routes.

### Commentaires :

*À titre d'exemple, il est notamment interdit de (liste non exhaustive) :*

*1) faire circuler des véhicules dont les caractéristiques ne respectent pas les normes établies par les textes en vigueur sauf dérogations accordées dans les conditions définies à l'article 18 du présent règlement ;*

*2) terrasser ou entreprendre tous travaux susceptibles de dégrader la couche de surface, le corps de chaussée ou ses dépendances en dehors des conditions définies aux articles 46 à 71 du présent règlement ;*

*3) modifier les caractéristiques hydrauliques des ouvrages d'assainissement de la chaussée et de ses dépendances ;*

*4) rejeter sans autorisation dans l'emprise des routes ou dans les ouvrages hydrauliques annexes des eaux usées ou des eaux de ruissellement autres que celles qui s'y écoulent naturellement ;*

*5) mutiler les arbres plantés sur les dépendances des routes départementales et d'une façon générale déterrer, dégrader et porter atteinte à toutes les plantations, arbustes, fleurs… plantés sur le domaine routier ;*

*6) dégrader ou modifier l'aspect des panneaux et ouvrages de signalisation et leurs supports ;*

*7) dégrader les ouvrages d'art ou leurs dépendances ;*

*8) apposer des dessins, graffitis, inscriptions, affiches sur les chaussées, dépendances, arbres et panneaux de signalisation ;*

*9) répandre ou déposer sur les chaussées et ses dépendances des matériaux liquides ou solides ;*

*10) laisser errer des animaux sur la chaussée et ses dépendances.*

*11) déposer dans l'emprise du domaine public routier des papiers, emballages, détritus, ordures ménagères, déchets verts ou tous objets portant atteinte à la propreté ou à la salubrité des lieux, laisser à l'abandon des carcasses de véhicules,…*

## ARTICLE 78 - RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

*Articles L411-3 et R411-5 du code de la route*

*Articles L3221-4 et L3221-5 du code général des collectivités territoriales*

Les compétences en matière de réglementation de la circulation sur les routes départementales sont définies comme indiqué à l'**annexe 10** du présent règlement.

## ARTICLE 79 - CONTRIBUTIONS SPÉCIALES SUITE À DÉGRADATIONS

*Article L131-8 du code de la voirie routière*

Toutes les fois qu'une route départementale entretenue à l'état de viabilité est, habituellement ou temporairement, soit empruntée par des véhicules dont la circulation entraîne des détériorations anormales, soit dégradée par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute autre entreprise, il est imposé aux entrepreneurs ou propriétaires des contributions spéciales dont la quotité est proportionnée à la dégradation causée.

Ces contributions sont acquittées dans des conditions arrêtées dans une convention. À défaut d'accord amiable ou de convention, le Département saisit le tribunal administratif compétent pour définir, après expertise, les contributions annuelles à recouvrer comme en matière d'impôts directs.

Préalablement à toute utilisation susceptible d'entraîner une dégradation du domaine public routier, l'intervenant peut demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux. En l'absence d'un tel constat, les lieux sont réputés en bon état d'entretien et aucune contestation ne sera admise.

## ARTICLE 80 - INFRACTIONS À LA POLICE DE LA CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER

*Articles L 116-1 et s. et R 116-2 du code de la voirie routière*

Les infractions sont constatées dans les conditions prévues par l'article L 116-2 du code de la voirie routière.

En particulier, sont chargés de cette mission les agents assermentés et commissionnés à cet effet par le Président du conseil départemental.

Les infractions à la police de la conservation du domaine public routier départemental sont poursuivies à la requête du président du conseil départemental. Elles sont constatées et poursuivies dans les conditions prévues aux articles L 116-3 à L 116-7 du code de la voirie routière.

La répression des infractions constatées est poursuivie dans les conditions prévues par l'article R 116-2 du code de la voirie routière.

### Commentaires :

*La procédure de commissionnement est menée à l'initiative du Président du conseil départemental.*

## ARTICLE 81 - PUBLICITÉ EN BORDURE DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

*Articles R418-2 à R418-9 du code de la route*

*Articles L581-1 et s. du code de l'environnement*

*Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et décret n° 2012-118 du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes*

L'implantation de supports d'enseignes, est interdite sur le domaine public routier du Département.

**Concernant les pré-enseignes : à partir du 13 juillet 2015**

Seules 3 types d'activités sont autorisés à se signaler hors des agglomérations :

**1)** fabrication ou vente de produits du terroir par des entreprises locales,

**2)** activités culturelles,

**3)** monuments historiques classés ou inscrits ouverts à la visite.

Les autres activités antérieurement admises (hôtel, restaurant, garage...) doivent désormais être signalées selon le principe de la signalisation d'information locale (SIL) mise en oeuvre par les gestionnaires de voirie.

En agglomération, l'implantation de mobilier urbain aménagé pour recevoir de la publicité sur le domaine public routier du Département peut être autorisée au cas par cas, par une permission de voirie, accordée dans les conditions prévues aux articles 3, 47 et 49 du présent règlement.

L'implantation de pré-enseignes temporaires pour des manifestations festives, sportives ou commerciales peut faire l'objet d'une autorisation particulière exceptionnelle délivrée par le gestionnaire de la voirie départementale, sous réserve que ces publicités soient installées trois semaines au plus avant le début de la manifestation et retirées dans les 3 jours qui suivent la manifestation.

D'une surface maximale de 1,50 $m^2$, elles seront implantées de façon à éviter des gênes à la visibilité notamment à l'approche des carrefours et indépendamment des supports de signalisation directionnelle, de signalisation de danger et de police.

Leur nombre est limité à 4 dans un rayon maximal de 15 km du lieu de déroulement de la manifestation.

Les dispositifs en infraction sont enlevés par le gestionnaire de la voie sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.



## ARTICLE 82 - IMMEUBLES MENAÇANT RUINE

*Articles L511-1 à L511-6 du code de la construction et de l'habitation*

*Article L2212-2 du code général des collectivités territoriales*

Lorsqu'un immeuble riverain d'une route départementale menace ruine et constitue un danger pour la circulation, il appartient au maire d'entamer et de poursuivre la procédure prévue aux articles L 511-1 à L511-6 du code de la construction et de l'habitation.

Ces dispositions s'appliquent en et hors agglomération. Une restriction est toutefois apportée pour les immeubles classés ou inscrits à l'inventaire des monuments historique.

### Commentaires :

*Le Président du conseil départemental peut être amené à prendre des mesures particulières de restriction de la circulation.*

## ARTICLE 83 - RÉSERVE DU DROIT DE TIERS

Les autorisations sont délivrées sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur notamment en matière d'environnement, d'urbanisme ou d'installations classées.

Elles ne dispensent en aucun cas l'occupant de satisfaire aux obligations découlant du caractère des travaux et ouvrages à réaliser.

Elles ne préjugent en rien des sujétions ou servitudes qui peuvent être imposées au titre de la voirie nationale ou communale lorsque les ouvrages ou installations sont également situés en bordure ou dans l'emprise de celles-ci.

## ARTICLE 84 - ABROGATION DE L'ANCIEN RÈGLEMENT

Le présent règlement abroge le précédent règlement général sur la conservation et la surveillance des chemins départementaux en date du 9 novembre 1967 établi en application de l'arrêté de M. le Ministre de l'intérieur du 1er mars 1968 valant instruction générale sur le service des chemins départementaux.

# Annexes


**ANNEXE 1** Tableaux de classement du réseau routier départemental ..... 43

**ANNEXE 2** Carte du réseau départemental ..... 58

**ANNEXE 3** Carte du réseau des voies vertes ..... 59

**ANNEXE 4** Liste des routes classées à grande circulation dans le département de la Manche ..... 60

**ANNEXE 5** Carte des routes classées à grande circulation dans le département de la Manche ..... 62

**ANNEXE 6** Réseaux souterrains : distances minimales d'écartement à respecter entre canalisations de nature différente (Norme nfp 98-332) ..... 63

**ANNEXE 7** Limites de gestion et de domanialité entre une route départementale et d'autres voies ..... 64

**ANNEXE 8** Marges de recul et accès ..... 68

**ANNEXE 9** Modalités d'exécution des tranchées et des travaux ..... 69

**ANNEXE 10** Répartition des pouvoirs de police ..... 75




# ANNEXE 1

## TABLEAUX DE CLASSEMENT DU RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL

### RÉSEAU STRUCTURANT

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D2 | Valognes | Coutances | 32,087 |
| D650 | Cherbourg-Octeville | Heugueville-sur-Sienne | 87,224 |
| D652 | Lessay | Créances | 3,593 |
| D776 | Beauvoir | Pontorson | 5,107 |
| D900 | Saint-Lô | Tourlaville | 55,324 |
| D901 | Barfleur | Herqueville | 47,624 |
| D902 | Barfleur | Barneville-Carteret | 55,987 |
| D903 | Portbail | Portbail | 0,058 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D924 | Saint-Maur-des-Bois | Granville | 27,970 |
| D971 | Saint-Pair-sur-Mer | Carentan | 65,655 |
| D972 | Coutances | Bérigny | 35,170 |
| D973 | Saint-Pair-sur-Mer | Avranches | 19,923 |
| D976 | Saint-Cyr-du-Bailleul | Céaux | 45,434 |
| D977 | Vengeons | Les Loges-Marchis | 38,580 |
| D999 | Sainte-Cécile | Saint-Lô | 33,861 |

### RÉSEAU DÉPARTEMENTAL

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D1 | Quettehou | Barfleur | 13,488 |
| D2 | Valognes | Coutances | 2,374 |
| D5 | Avranches | Saint-Barthélemy | 32,914 |
| D6 | Moon-sur-Elle | Saint-Lô | 13,847 |
| D7 | Coutances | Saint-Quentin-sur-le-Homme | 51,567 |
| D8 | Le Mesnil-Vigot | Moon-sur-Elle | 19,616 |
| D9 | Gavray | Fleury | 12,926 |
| D9E | Fleury | Villedieu-les-Poêles | 1,576 |
| D11 | Saint-Lô | Vidouville | 13,488 |
| D13 | Bréhal | Biéville | 54,582 |
| D14 | Quettehou | Quinéville | 9,800 |
| D15 | Portbail | Picauville | 24,675 |
| D20 | Coutances | Bréhal | 19,596 |
| D22 | Sainte-Croix-Hague | Couville | 12,569 |
| D23 | Flamanville | Quettetot | 21,136 |
| D24 | Gonneville | Périers | 51,031 |
| D26 | Quettehou | Saint-Pierre-Église | 12,185 |
| D28 | Saint-Lô | Tessy-sur-Vire | 17,840 |
| D29 | Méautis | Marigny | 22,476 |
| D30 | Saint-Hilaire-du-Harcouët | Pontorson | 33,728 |
| D32 | Bion | Heussé | 16,807 |
| D33 | Sainte-Cécile | Saint-Barthélemy | 26,908 |
| D35 | Quettreville-sur-Sienne | La Haye-Pesnel | 21,057 |
| D37 | Beaumont-Hague | Benoîtville | 14,744 |
| D38 | Saint-Ébremond-de-Bonfossé | Gavray | 13,484 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D40 | Céaux | Sacey | 16,975 |
| D42 | Montebourg | Quinéville | 8,141 |
| D43 | Céaux | Courtils | 5,940 |
| D44 | Coutances | Agon-Coutainville | 11,652 |
| D47 | Isigny-le-Buat | Martigny | 3,268 |
| D50 | Bricquebec | Brix | 12,380 |
| D53 | Saint-Amand | Marigny | 7,475 |
| D56 | Couville | Brix | 8,482 |
| D61 | Carolles | Sartilly | 7,035 |
| D64 | Cherbourg-Octeville | Flottemanville-Hague | 8,247 |
| D67 | Chef-du-Pont | Sainte-Mère-Église | 3,062 |
| D70 | Picauville | Carquebut | 10,177 |
| D75 | Courtils | Courtils | 1,187 |
| D77 | Saint-Gilles | Canisy | 3,335 |
| D85 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 2,581 |
| D244 | Gratot | Gratot | 4,552 |
| D268 | Gratot | Gouville-sur-Mer | 6,956 |
| D275 | Courtils | Pontorson | 4,215 |
| D355 | Théville | Théville | 2,785 |
| D551 | Condé-sur-Vire | Condé-sur-Vire | 2,931 |
| D613 | Les Veys | Saint-Hilaire-Petitville | 5,346 |
| D651 | Gouville-sur-Mer | Agon-Coutainville | 5,923 |
| D776 | Pontorson (Ardevon) | Pontorson | 4,621 |
| D900 | Agneaux | Cherbourg-Octeville | 39,727 |
| D900E1 | La Haye-du-Puits | Saint-Symphorien-le-Valois | 3,029 |

## RÉSEAU DÉPARTEMENTAL (SUITE)

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D900E3 | Agneaux | Agneaux | 1,035 |
| D901 | Herqueville | Auderville | 7,433 |
| D903 | Carentan | Portbail | 33,708 |
| D907 | Saint-Georges-de-Rouelley | Mortain | 15,125 |
| D911 | Chaulieu | Granville | 73,254 |
| D911E | Ponts | Ponts | 1,572 |
| D913 | Saint-Côme-du-Mont | Sainte-Marie-du-Mont | 12,440 |
| D924 | Granville | Granville | 3,800 |
| D971E2 | Granville | Granville | 0,130 |
| D971E3 | Orval | Coutances | 5,810 |
| D971E5 | Granville | Bréville-sur-Mer | 5,735 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D971E6 | Bréhal | Bricqueville-sur-Mer | 2,913 |
| D972 | Saint-Gilles | Saint-Lô | 4,885 |
| D972E3 | Coutances | Courcy | 3,424 |
| D973 | Granville | Saint-Pair-sur-Mer | 3,448 |
| D974 | Guilberville | Saint-Joseph | 55,196 |
| D975 | Guilberville | Sacey | 47,838 |
| D977E | Saint-Hilaire-du-Harcouët | Saint-Hilaire-du-Harcouët | 1,827 |
| D997 | Pontorson | Pontorson | 1,387 |
| D998 | Saint-James | Pontaubault | 14,589 |
| D999 | Les Loges-Marchis | Sainte-Cécile | 34,240 |
| D999E1 | Saint-Lô | Saint-Lô | 0,328 |

## RÉSEAU CANTONAL

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D1E1 | Saint-Vaast-la-Hougue | Saint-Vaast-la-Hougue | 1,784 |
| D4 | Sotteville | Les Pieux | 17,590 |
| D8 | Moon-sur-Elle | Cerisy-la-Forêt | 5,309 |
| D10 | Gatteville-le-Phare | Réville | 11,873 |
| D12 | Saint-James | Montanel | 8,220 |
| D14 | Quinéville | Sainte-Marie-du-Mont | 16,519 |
| D15 | Picauville | Ravenoville | 18,229 |
| D15E3 | Étienville | Étienville | 0,638 |
| D16 | Équeurdreville-Hainneville | Querqueville | 5,619 |
| D20 | Bréhal | Le Loreur | 7,603 |
| D21 | Saint-Pair-sur-Mer | Champeaux | 10,604 |
| D22 | Urville-Nacqueville | Sainte-Croix-Hague | 5,115 |
| D25 | Barfleur | Saint-Floxel | 24,824 |
| D27 | Saint-Pierre-de-Coutances | Moyon | 29,290 |
| D28 | Tessy-sur-Vire | Margueray | 10,892 |
| D29 | Marigny | Maupertuis | 17,882 |
| D31 | Marcey-les-Grèves | Marcey-les-Grèves | 0,569 |
| D33 | Cérences | Sainte-Cécile | 22,460 |
| D34 | Saint-Amand | Cerisy-la-Forêt | 20,287 |
| D35 | La Haye-Pesnel | Genêts | 14,564 |
| D36 | Ger | Heussé | 25,215 |
| D38 | Dangy | Champrepus | 23,625 |
| D39 | Subligny | Chaulieu | 42,421 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D41 | Villedieu-les-Poêles | Bacilly | 23,982 |
| D42 | Barneville-Carteret | Montebourg | 33,402 |
| D43 | Hamelin | Pontaubault | 14,977 |
| D45 | Auderville | Équeurdreville-Hainneville | 24,590 |
| D45E1 | Beaumont-Hague | Beaumont-Hague | 0,965 |
| D46 | Buais | Mortain | 18,924 |
| D47 | Avranches | Barenton | 38,081 |
| D47E3 | Barenton | Barenton | 0,071 |
| D48 | Ducey | Saint-Pois | 26,360 |
| D49 | Saint-Denis-le-Gast | Montchaton | 21,773 |
| D50 | Portbail | Bricquebec | 13,991 |
| D51 | Le Mesnil-Herman | La Bloutière | 22,563 |
| D52 | Vaudrimesnil | Cerisy-la-Salle | 20,855 |
| D53 | Condé-sur-Vire | Geffosses | 41,641 |
| D54 | La Meauffe | Saint-Jean-de-Savigny | 11,762 |
| D55 | Parigny | Gathemo | 23,964 |
| D56 | Benoîtville | Quettehou | 29,327 |
| D57 | Saint-Jean-de-Daye | Heugueville-sur-Sienne | 40,967 |
| D58 | Ouville | Montbray | 28,811 |
| D58E1 | Percy | Percy | 0,137 |
| D58E2 | Percy | Percy | 0,069 |
| D59 | Saint-Jean-de-Savigny | Torigni-sur-Vire | 20,641 |
| D62 | Le Rozel | Aumeville-Lestre | 42,658 |



## RÉSEAU CANTONAL (SUITE)

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D62E1 | Valognes | Valognes | 0,158 |
| D62E2 | Valognes | Valognes | 0,404 |
| D63 | Tourlaville | Saint-Floxel | 24,884 |
| D64 | Acqueville | Siouville-Hague | 12,521 |
| D64E1 | Siouville-Hague | Siouville-Hague | 0,749 |
| D66 | Surtainville | Bricquebec | 15,261 |
| D67 | Saint-Rémy-des-Landes | Picauville | 19,642 |
| D67E | Lithaire | Lithaire | 0,717 |
| D67E1 | Chef-du-Pont | Chef-du-Pont | 0,590 |
| D68 | Périers | Tourville-sur-Sienne | 19,379 |
| D69 | Picauville | Saint-Marcouf | 18,252 |
| D70 | Carquebut | Sainte-Marie-du-Mont | 5,356 |
| D70E | Chef-du-Pont | Carquebut | 0,285 |
| D71 | Saint-Floxel | Fontenay-sur-Mer | 3,601 |
| D72 | Saint-Germain-sur-Ay | Hyenville | 17,961 |
| D73 | Dangy | Montmartin-sur-Mer | 24,133 |
| D75 | Courtils | Pontorson | 8,800 |
| D76 | Roncey | Hauteville-sur-Mer | 20,601 |
| D77 | Tribehou | Le Mesnil-Opac | 27,095 |
| D78 | Avranches | Saint-James | 11,292 |
| D80 | Beauvoir | Sacey | 18,328 |
| D81 | Bourguenolles | Coulouvray-Boisbenâtre | 14,042 |
| D82 | Gathemo | Ger | 21,436 |
| D83 | Ger | Chaulieu | 11,521 |
| D84 | Saint-Hilaire-du-Harcouët | Notre-Dame-du-Touchet | 10,131 |
| D85 | Isigny-le-Buat | Saint-Brice-de-Landelles | 8,956 |
| D86 | Saint-Lô | Condé-sur-Vire | 6,982 |
| D87 | Tourlaville | Saint-Jacques-de-Néhou | 28,488 |
| D88 | Le Mesnil-Rouxelin | Airel | 3,334 |
| D89 | Percy | Saint-Pellerin | 21,057 |
| D92 | Cerisy-la-Forêt | La Meauffe | 16,807 |
| D94 | Marchésieux | Pirou | 15,771 |
| D95 | La Luzerne | Saint-Georges-d'Elle | 4,359 |
| D98 | Montabot | Bricqueville-sur-Mer | 18,715 |
| D99 | Cametours | Cametours | 0,601 |
| D103 | Saint-Ovin | Saint-Quentin-sur-le-Homme | 9,521 |
| D104 | Avranches | Saint-Senier-sous-Avranches | 1,469 |
| D105 | Marcey-les-Grèves | Saint-Jean-des-Champs | 21,348 |
| D106 | Saint-Ovin | Brécey | 6,989 |
| D107 | Poilley | Huisnes-sur-Mer | 15,716 |
| D109 | Le Tanu | Jullouville | 18,398 |
| D110 | Saint-Senier-sous-Avranches | Saint-Loup | 1,235 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D112 | Pontorson | Montanel | 8,139 |
| D115 | Sainte-Marie-du-Mont | Sainte-Marie-du-Mont | 0,100 |
| D116 | Tourlaville | Barfleur | 25,897 |
| D117 | Héauville | Le Rozel | 11,786 |
| D117E1 | Héauville | Héauville | 0,033 |
| D118 | Biville | Biville | 2,259 |
| D119 | Brix | Brix | 1,787 |
| D120 | Le Vast | Tourlaville | 8,186 |
| D121 | La Glacerie | La Glacerie | 1,999 |
| D122 | Hardinvast | Digosville | 12,746 |
| D123 | Vasteville | Nouainville | 10,397 |
| D123E2 | Nouainville | Nouainville | 0,220 |
| D124 | Barneville-Carteret | Portbail | 5,719 |
| D125 | Quettehou | Valcanville | 6,389 |
| D126 | Bricquebec | Amfreville | 20,780 |
| D127 | Bricquebec | Bolleville | 19,482 |
| D130 | Barneville-Carteret | La Bonneville | 13,714 |
| D131 | Baubigny | Sénoville | 1,840 |
| D134 | Savigny-le-Vieux | Saint-Georges-de-Rouelley | 8,809 |
| D135 | Bricqueville-sur-Mer | Yquelon | 11,089 |
| D135E4 | Longueville | Bréville-sur-Mer | 1,347 |
| D136 | Vindefontaine | Bretteville-sur-Ay | 11,597 |
| D137 | Varenguebec | Denneville | 18,902 |
| D138 | Lessay | Lessay | 1,185 |
| D140 | Lithaire | Gorges | 6,741 |
| D140 | Gonfreville | Périers | 5,420 |
| D142 | Vesly | Millières | 6,350 |
| D143 | Chanteloup | Saint-Planchers | 7,349 |
| D146 | Négreville | Morville | 7,031 |
| D147 | Néhou | Néhou | 2,073 |
| D152 | Flottemanville-Hague | Hardinvast | 5,820 |
| D157 | Notre-Dame-du-Touchet | Ger | 25,470 |
| D162 | Vernix | Notre-Dame-de-Livoye | 4,614 |
| D164 | La Mouche | La Mouche | 1,229 |
| D169 | Sacey | Sacey | 0,019 |
| D173 | Saint-Michel-de-Montjoie | Lingeard | 2,782 |
| D178 | Saint-Aubin-de-Terregatte | Ducey | 8,628 |
| D182 | Sourdeval | Saint-Cyr-du-Bailleul | 21,298 |
| D185 | Virey | Saint-Martin-de-Landelles | 5,722 |
| D186 | Giéville | Guilberville | 5,091 |
| D192 | Saint-Jean-de-Savigny | Cerisy-la-Forêt | 5,044 |
| D197 | Saint-Patrice-de-Claids | Gonfreville | 2,459 |

## RÉSEAU CANTONAL (SUITE)

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D202 | Jobourg | Jobourg | 1,590 |
| D210 | Fermanville | Clitourps | 6,170 |
| D215 | Catteville | Saint-Sauveur-le-Vicomte | 2,347 |
| D220 | Quettreville-sur-Sienne | Lingreville | 6,686 |
| D222 | Saint-Christophe-du-Foc | Bricquebosq | 4,122 |
| D223 | Cretteville | Méautis | 8,918 |
| D230 | Saint-James | Montjoie-Saint-Martin | 3,723 |
| D231 | Saint-Jean-des-Champs | Hocquigny | 6,185 |
| D233 | Saint-Maur-des-Bois | Brécey | 11,501 |
| D236 | Hudimesnil | Bréville-sur-Mer | 7,590 |
| D237 | Gréville-Hague | Vauville | 5,716 |
| D241 | Lolif | Saint-Jean-le-Thomas | 7,894 |
| D242 | Saint-Pierre-d'Arthéglise | Sortosville-en-Beaumont | 2,642 |
| D244 | Gratot | Blainville-sur-Mer | 6,051 |
| D245 | Beaumont-Hague | Digulleville | 1,570 |
| D247 | Saint-Martin-des-Champs | Saint-Senier-sous-Avranches | 5,732 |
| D254 | Moon-sur-Elle | Airel | 2,431 |
| D264 | Portbail | Besneville | 5,528 |
| D266 | Pierreville | Pierreville | 0,553 |
| D286 | Condé-sur-Vire | Saint-Jean-des-Baisants | 7,905 |
| D306 | Angoville-sur-Ay | Saint-Germain-sur-Ay | 8,977 |
| D309 | Folligny | Saint-Pair-sur-Mer | 4,917 |
| D318 | Biville | Beaumont-Hague | 6,857 |
| D323 | Les Moitiers-d'Allonne | La Haye-d'Ectot | 6,391 |
| D326 | Golleville | Rauville-la-Place | 2,234 |
| D334 | Saint-Hilaire-du-Harcouët | Savigny-le-Vieux | 6,062 |
| D338 | Lessay | Vesly | 3,073 |
| D341 | Coutances | Coutances | 0,264 |
| D341E3 | Coutances | Coutances | 0,295 |
| D342 | Angoville-sur-Ay | Vesly | 2,894 |
| D345 | Bréhal | Bréhal | 4,095 |
| D351 | Coudeville-sur-Mer | Coudeville-sur-Mer | 3,368 |
| D372 | Folligny | Folligny | 0,078 |
| D372E1 | Folligny | Folligny | 0,663 |
| D373 | Saint-Pair-sur-Mer | Saint-Pair-sur-Mer | 1,645 |
| D374 | Tessy-sur-Vire | Saint-Vigor-des-Monts | 3,347 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D375 | Bricqueville-sur-Mer | Bréhal | 2,396 |
| D394 | Créances | Créances | 6,477 |
| D401 | Auderville | Jobourg | 7,997 |
| D401E1 | Auderville | Auderville | 0,310 |
| D401E2 | Jobourg | Jobourg | 1,179 |
| D402 | Jobourg | Omonville-la-Rogue | 5,518 |
| D402E4 | Jobourg | Jobourg | 0,446 |
| D403 | Omonville-la-Petite | Omonville-la-Petite | 2,316 |
| D406 | Équeurdreville-Hainneville | Flottemanville-Hague | 1,632 |
| D406E1 | Flottemanville-Hague | Flottemanville-Hague | 1,200 |
| D421 | Lestre | Sainte-Marie-du-Mont | 18,150 |
| D431 | Saint-Patrice-de-Claids | Muneville-le-Bingard | 11,145 |
| D434 | Muneville-le-Bingard | Muneville-le-Bingard | 2,961 |
| D444 | Montmartin-en-Graignes | Les Veys | 5,525 |
| D452 | Villedieu-les-Poêles | La Bloutière | 2,359 |
| D456 | Avranches | Le Val-Saint-Père | 3,137 |
| D457 | Saint-Senier-sous-Avranches | Saint-Quentin-sur-le-Homme | 4,371 |
| D468 | Donville-les-Bains | Granville | 0,949 |
| D475 | Folligny | La Haye-Pesnel | 5,246 |
| D475E2 | Folligny | Folligny | 0,628 |
| D485 | Fleury | La Colombe | 9,685 |
| D527 | Saint-Germain-sur-Ay | Saint-Germain-sur-Ay | 2,295 |
| D549 | Condé-sur-Vire | La Barre-de-Semilly | 3,873 |
| D552 | La Colombe | Beslon | 0,757 |
| D556 | Le Val-Saint-Père | Le Val-Saint-Père | 3,612 |
| D557 | Saint-Loup | Saint-Loup | 3,672 |
| D561 | Rouffigny | La Chaise-Baudouin | 5,345 |
| D576 | Fleury | Villedieu-les-Poêles | 1,003 |
| D582 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 3,545 |
| D591 | Vains | Vains | 3,938 |
| D592 | Bréhal | Bréhal | 4,930 |
| D612 | Carneville | Fermanville | 4,403 |
| D903 | Carentan | Carentan | 1,216 |
| D903E | Barneville-Carteret | Barneville-Carteret | 1,996 |
| D904E | Pierreville | Sénoville | 1,927 |
| D904E | Les Moitiers-d'Allonne | Barneville-Carteret | 1,850 |



## RÉSEAU LOCAL

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D1E2 | Quettehou | Quettehou | 0,845 |
| D1E3 | Saint-Vaast-la-Hougue | Saint-Vaast-la-Hougue | 0,301 |
| D2E1 | Saint-Sauveur-le-Vicomte | Rauville-la-Place | 0,634 |
| D2E2 | La Haye-du-Puits | Saint-Symphorien-le-Valois | 0,611 |
| D2E3 | Lessay | Lessay | 1,103 |
| D2E4 | La Haye-du-Puits | Saint-Symphorien-le-Valois | 0,224 |
| D2E5 | Biniville | Biniville | 1,696 |
| D4E1 | Siouville-Hague | Siouville-Hague | 0,823 |
| D5E1 | Saint-Senier-sous-Avranches | Saint-Senier-sous-Avranches | 0,625 |
| D7E1 | Ponts | Avranches | 0,747 |
| D7E2 | Ponts | Ponts | 0,466 |
| D8E | Cerisy-la-Forêt | Cerisy-la-Forêt | 1,538 |
| D10 | Gatteville-le-Phare | Gatteville-le-Phare | 1,969 |
| D13E1 | Bréhal | Bricqueville-sur-Mer | 3,017 |
| D13E3 | Cérences | Cérences | 0,495 |
| D14E1 | Crasville | Crasville | 1,402 |
| D14E2 | Quettehou | Quettehou | 0,660 |
| D15E1 | Neuville-au-Plain | Neuville-au-Plain | 2,045 |
| D15E2 | Rauville-la-Place | Rauville-la-Place | 0,108 |
| D17 | Sainte-Mère-Église | Foucarville | 8,988 |
| D18 | Le Teilleul | Heussé | 11,219 |
| D18E | Heussé | Heussé | 0,952 |
| D19 | Aucey-la-Plaine | Pontorson | 4,051 |
| D19E1 | Pontorson | Pontorson | 0,564 |
| D20E1 | Bricqueville-la-Blouette | Bricqueville-la-Blouette | 1,134 |
| D20E3 | Bréhal | Bréhal | 0,221 |
| D21 | Donville-les-Bains | Champeaux | 2,035 |
| D21E2 | Saint-Pair-sur-Mer | Saint-Pair-sur-Mer | 0,135 |
| D21E3 | Saint-Pair-sur-Mer | Saint-Pair-sur-Mer | 0,183 |
| D22E1 | Teurthéville-Hague | Virandeville | 2,139 |
| D24E1 | Les Moitiers-en-Bauptois | Les Moitiers-en-Bauptois | 1,557 |
| D24E2 | Les Moitiers-en-Bauptois | Les Moitiers-en-Bauptois | 0,555 |
| D26 | Saint-Pierre-Église | Cosqueville | 3,533 |
| D27E | La Haye-Bellefond | La Haye-Bellefond | 0,372 |
| D29E | Saint-André-de-Bohon | Saint-André-de-Bohon | 0,561 |
| D31 | Avranches | Marcey-les-Grèves | 3,846 |
| D31 | Marcey-les-Grèves | Dragey-Ronthon | 8,223 |
| D32E | Le Teilleul | Le Teilleul | 0,280 |
| D33E2 | Coulouvray-Boisbenâtre | Coulouvray-Boisbenâtre | 1,083 |
| D35E | Le Mesnil-Aubert | Le Mesnil-Aubert | 2,551 |
| D35E1 | Genêts | Genêts | 1,489 |
| D35E2 | Genêts | Genêts | 0,616 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D35E3 | Cérences | Cérences | 0,252 |
| D37E1 | Vasteville | Vasteville | 1,891 |
| D39E | Saint-Michel-de-Montjoie | Saint-Michel-de-Montjoie | 0,436 |
| D40E | Montanel | Argouges | 1,342 |
| D41 | Bacilly | Vains | 1,938 |
| D41E1 | Le Tanu | La Lande-d'Airou | 2,370 |
| D41E2 | Le Tanu | La Lande-d'Airou | 1,388 |
| D43 | Courtils | Courtils | 0,104 |
| D43E1 | Pontaubault | Pontaubault | 1,207 |
| D43E2 | Le Val-Saint-Père | Poilley | 3,237 |
| D45E2 | Omonville-la-Rogue | Omonville-la-Rogue | 0,519 |
| D45E5 | Digulleville | Omonville-la-Rogue | 1,293 |
| D45E6 | Omonville-la-Petite | Omonville-la-Petite | 0,390 |
| D47E1 | Avranches | Avranches | 0,277 |
| D47E2 | Le Mesnil-Ozenne | Le Mesnil-Ozenne | 1,226 |
| D49E1 | Montmartin-sur-Mer | Montmartin-sur-Mer | 0,338 |
| D50 | Portbail | Portbail | 3,308 |
| D52 | Cerisy-la-Salle | Notre-Dame-de-Cenilly | 7,486 |
| D53 | Placy-Montaigu | Saint-Amand | 4,601 |
| D53E1 | Saint-Amand | Saint-Amand | 1,537 |
| D56E1 | Brix | Brix | 0,702 |
| D57E1 | Graignes-Mesnil-Angot | Graignes-Mesnil-Angot | 0,673 |
| D59E | Saint-Jean-des-Baisants | Notre-Dame-d'Elle | 0,820 |
| D60 | Barenton | Le Fresne-Poret | 13,931 |
| D61 | Carolles | Carolles | 1,366 |
| D61 | Montviron | Lolif | 3,767 |
| D61E1 | Carolles | Champeaux | 1,627 |
| D61E2 | Carolles | Sartilly | 2,470 |
| D63E | Saint-Floxel | Joganville | 1,219 |
| D64E2 | Siouville-Hague | Siouville-Hague | 1,134 |
| D65 | Héauville | Flamanville | 6,345 |
| D67 | Saint-Symphorien-le-Valois | Sainte-Marie-du-Mont | 17,895 |
| D69 | Baupte | Saint-Marcouf | 14,330 |
| D69E1 | Émondeville | Émondeville | 0,515 |
| D71 | Lieusaint | Fontenay-sur-Mer | 11,051 |
| D72 | Saint-Lô-d'Ourville | Montchaton | 31,999 |
| D72E1 | Saint-Lô-d'Ourville | Saint-Lô-d'Ourville | 2,521 |
| D72E3 | Tourville-sur-Sienne | Tourville-sur-Sienne | 0,344 |
| D72E4 | Tourville-sur-Sienne | Tourville-sur-Sienne | 0,141 |
| D73E1 | Hyenville | Quettreville-sur-Sienne | 0,914 |
| D74 | Anneville-sur-Mer | Bricqueville-la-Blouette | 15,370 |
| D74E | Anneville-sur-Mer | Anneville-sur-Mer | 0,678 |

## RÉSEAU LOCAL (SUITE)

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D74E2 | Geffosses | Geffosses | 1,256 |
| D77E1 | Canisy | Canisy | 0,151 |
| D77E2 | Saint-Martin-de-Bonfossé | Saint-Martin-de-Bonfossé | 1,041 |
| D77E3 | Hébécrevon | Hébécrevon | 0,996 |
| D78 | Ducey | Saint-Senier-de-Beuvron | 10,923 |
| D79 | Saint-Clément-Rancoudray | Brécey | 20,838 |
| D79E | Les Cresnays | Les Cresnays | 0,216 |
| D81 | La Mouche | Bourguenolles | 5,602 |
| D82E1 | Sourdeval | Sourdeval | 0,085 |
| D82E2 | Sourdeval | Sourdeval | 0,312 |
| D82E3 | Ger | Ger | 0,073 |
| D84 | Notre-Dame-du-Touchet | Saint-Cyr-du-Bailleul | 13,489 |
| D85E1 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 3,886 |
| D85E2 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 0,914 |
| D86 | Condé-sur-Vire | Guilberville | 8,880 |
| D87 | Saint-Jacques-de-Néhou | Saint-Jacques-de-Néhou | 2,990 |
| D88 | Saint-Gilles | Airel | 21,154 |
| D88E1 | Baudre | Baudre | 0,443 |
| D88E2 | Saint-Lô | Saint-Lô | 0,853 |
| D88E3 | Gourfaleur | Gourfaleur | 0,219 |
| D89 | Maupertuis | Brévands | 28,411 |
| D89E | Brévands | Saint-Hilaire-Petitville | 5,750 |
| D90 | Saint-Pierre-de-Semilly | Saint-Germain-d'Elle | 10,804 |
| D91 | Saint-Georges-Montcocq | Moon-sur-Elle | 11,863 |
| D92 | Pont-Hébert | Les Champs-de-Losque | 7,288 |
| D93 | Notre-Dame-de-Cenilly | Saint-Ébremond-de-Bonfossé | 17,014 |
| D93E | Soulles | Soulles | 1,004 |
| D94 | Marigny | Périers | 20,048 |
| D95 | Saint-Georges-d'Elle | Bérigny | 4,983 |
| D95E1 | Saint-Georges-d'Elle | Bérigny | 0,355 |
| D96 | Moyon | Guilberville | 18,740 |
| D97 | Saint-André-de-Bohon | La Haye-du-Puits | 24,112 |
| D97E1 | Saint-Georges-de-Bohon | Saint-André-de-Bohon | 1,170 |
| D98 | Tessy-sur-Vire | Montabot | 1,926 |
| D98 | Ver | Bricqueville-sur-Mer | 10,122 |
| D99 | Coutances | Saint-Martin-de-Bonfossé | 24,542 |
| D99E1 | Courcy | Courcy | 0,246 |
| D100 | Saint-Gilles | Cerisy-la-Salle | 10,783 |
| D101 | Saint-André-de-Bohon | Monthuchon | 22,050 |
| D102 | Gavray | Le Lorey | 24,568 |
| D103 | Saint-Quentin-sur-le-Homme | Le Val-Saint-Père | 0,125 |
| D103E1 | Le Val-Saint-Père | Le Val-Saint-Père | 0,075 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D104 | Avranches | Brécey | 11,524 |
| D104E1 | Marcey-les-Grèves | Avranches | 0,376 |
| D104E2 | Tirepied | La Gohannière | 0,728 |
| D104E3 | Saint-Brice | Saint-Brice | 0,256 |
| D104E4 | La Gohannière | La Gohannière | 0,152 |
| D105 | Saint-Jean-des-Champs | Hudimesnil | 4,654 |
| D106 | Les Chéris | Saint-Ovin | 6,948 |
| D107E1 | Ducey | Poilley | 0,356 |
| D107E2 | Poilley | Poilley | 0,434 |
| D108 | Saint-Aubin-de-Terregatte | La Croix-Avranchin | 7,235 |
| D109E1 | La Lucerne-d'Outremer | La Lucerne-d'Outremer | 0,134 |
| D110 | Saint-Loup | Isigny-le-Buat | 8,544 |
| D110E | Saint-Quentin-sur-le-Homme | Marcilly | 1,352 |
| D111 | Saint-James | Argouges | 7,243 |
| D111E | Argouges | Argouges | 0,470 |
| D112 | Montanel | Argouges | 7,595 |
| D113 | Pontaubault | Tanis | 8,288 |
| D113E | Servon | Servon | 1,124 |
| D113E2 | Pontaubault | Pontaubault | 0,108 |
| D114 | Donville-les-Bains | Le Mesnil-Amand | 18,925 |
| D114E1 | Le Mesnil-Amand | Le Mesnil-Amand | 0,816 |
| D114E2 | Le Mesnil-Amand | Le Mesnil-Amand | 0,579 |
| D115 | Théville | Sainte-Marie-du-Mont | 39,569 |
| D115E1 | Brillevast | Brillevast | 0,784 |
| D116E | Tocqueville | Gatteville-le-Phare | 2,201 |
| D117 | Tréauville | Sénoville | 9,803 |
| D118 | Biville | Querqueville | 9,977 |
| D118E1 | Sainte-Croix-Hague | Sainte-Croix-Hague | 0,176 |
| D119 | La Glacerie | Videcosville | 29,361 |
| D119E1 | Saint-Martin-le-Gréard | Couville | 2,004 |
| D120 | Le Theil | Tourlaville | 8,580 |
| D121 | La Glacerie | Bricquebec | 18,239 |
| D122 | Vasteville | Hardinvast | 10,498 |
| D122E1 | Martinvast | Martinvast | 0,593 |
| D122E2 | Martinvast | Martinvast | 0,229 |
| D123 | Vasteville | Vasteville | 3,206 |
| D125 | Valcanville | Gouberville | 5,937 |
| D128 | Teurthéville-Bocage | Réville | 13,459 |
| D129 | Houesville | Saint-Germain-de-Varreville | 13,091 |
| D129E1 | Turqueville | Turqueville | 0,518 |
| D130 | Barneville-Carteret | Amfreville | 14,482 |
| D130E1 | Barneville-Carteret | Barneville-Carteret | 0,450 |



| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D130E2 | Crosville-sur-Douve | Crosville-sur-Douve | 2,130 |
| D130E3 | Barneville-Carteret | Barneville-Carteret | 0,063 |
| D131 | Baubigny | Les Pieux | 18,245 |
| D132 | Saint-Georges-de-la-Rivière | Denneville | 7,245 |
| D132E1 | Saint-Lô-d'Ourville | Saint-Lô-d'Ourville | 0,662 |
| D133 | Mortain | Isigny-le-Buat | 18,127 |
| D134 | Saint-Brice-de-Landelles | Savigny-le-Vieux | 10,071 |
| D134 | Savigny-le-Vieux | Saint-Georges-de-Rouelley | 24,315 |
| D134E1 | Saint-Georges-de-Rouelley | Saint-Georges-de-Rouelley | 0,183 |
| D134E2 | Saint-Georges-de-Rouelley | Saint-Georges-de-Rouelley | 0,567 |
| D134E3 | Saint-Georges-de-Rouelley | Saint-Georges-de-Rouelley | 0,373 |
| D135 | Bréville-sur-Mer | Granville | 1,896 |
| D135E1 | Yquelon | Granville | 1,795 |
| D135E3 | Bréville-sur-Mer | Bréville-sur-Mer | 1,206 |
| D135E4 | Longueville | Longueville | 0,183 |
| D135E5 | Donville-les-Bains | Donville-les-Bains | 0,650 |
| D136 | Varenguebec | Montgardon | 8,710 |
| D136E | Neufmesnil | Saint-Symphorien-le-Valois | 0,405 |
| D136E1 | Montgardon | Montgardon | 1,258 |
| D136E3 | Bretteville-sur-Ay | Bretteville-sur-Ay | 0,502 |
| D138 | Lessay | Coigny | 12,851 |
| D139 | Saint-Martin-d'Aubigny | Gouville-sur-Mer | 15,732 |
| D139E | Saint-Sauveur-Lendelin | Saint-Sauveur-Lendelin | 0,103 |
| D140 | Gorges | Périers | 3,666 |
| D141 | Coutances | Le Mesnil-Vigot | 16,470 |
| D142 | La Haye-du-Puits | Vesly | 5,477 |
| D142 | Millières | Marigny | 13,610 |
| D142E | Saint-Martin-d'Aubigny | Saint-Aubin-du-Perron | 1,709 |
| D142E2 | Vesly | Vesly | 0,467 |
| D143 | Quettreville-sur-Sienne | Dragey-Ronthon | 26,979 |
| D143E1 | Dragey-Ronthon | Dragey-Ronthon | 0,580 |
| D143E3 | Saint-Pierre-Langers | Saint-Pierre-Langers | 1,873 |
| D143E4 | Cérences | Bricqueville-sur-Mer | 0,968 |
| D144 | Brainville | Blainville-sur-Mer | 7,511 |
| D144E1 | Blainville-sur-Mer | Blainville-sur-Mer | 1,909 |
| D145 | Lengronne | Saint-Sauveur-la-Pommeraye | 13,551 |
| D145E | La Meurdraquière | La Meurdraquière | 0,867 |
| D146 | Montaigu-la-Brisette | Négreville | 13,447 |
| D146 | Morville | Hautteville-Bocage | 7,398 |
| D146E1 | Colomby | Colomby | 1,578 |
| D146E2 | Colomby | Colomby | 0,095 |
| D147 | Saint-Lô-d'Ourville | Néhou | 17,644 |

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D147 | Néhou | Néhou | 1,390 |
| D147E | Denneville | Denneville | 1,095 |
| D147E2 | Saint-Sauveur-le-Vicomte | Saint-Sauveur-le-Vicomte | 1,707 |
| D148 | Montmartin-en-Graignes | Montmartin-en-Graignes | 2,389 |
| D149 | Montreuil-sur-Lozon | Agneaux | 10,779 |
| D150 | Saint-Quentin-sur-le-Homme | Ducey | 8,627 |
| D150E1 | Saint-Quentin-sur-le-Homme | Saint-Quentin-sur-le-Homme | 0,582 |
| D150E2 | Ducey | Ducey | 0,509 |
| D150E3 | Ducey | Ducey | 2,380 |
| D151 | Saint-Jean-des-Champs | Saint-Pair-sur-Mer | 8,059 |
| D151E1 | Saint-Planchers | Saint-Jean-des-Champs | 0,450 |
| D152 | Tonneville | Brix | 10,229 |
| D152E1 | Querqueville | Tonneville | 0,991 |
| D153 | Montanel | Sacey | 9,991 |
| D154 | Anctoville-sur-Boscq | Jullouville | 12,829 |
| D155 | Réville | Barfleur | 5,881 |
| D156 | Montchaton | Hauteville-sur-Mer | 9,056 |
| D156E1 | Regnéville-sur-Mer | Regnéville-sur-Mer | 0,337 |
| D158 | Buais | Saint-Jean-du-Corail | 15,546 |
| D159 | Saint-Romphaire | Guilberville | 16,395 |
| D160 | Marcilly | La Gohannière | 8,570 |
| D160E1 | La Godefroy | La Godefroy | 1,267 |
| D161 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 4,554 |
| D161E1 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 0,320 |
| D162 | Le Petit-Celland | Saint-Nicolas-des-Bois | 3,686 |
| D163 | Villiers-le-Pré | Crollon | 9,303 |
| D164 | La Lucerne-d'Outremer | Beauchamps | 5,426 |
| D164E1 | Beauchamps | Champrepus | 0,398 |
| D165 | La Haye-Pesnel | Fleury | 10,472 |
| D165E1 | La Haye-Pesnel | La Haye-Pesnel | 0,463 |
| D165E2 | Champrepus | Champrepus | 0,661 |
| D166 | Saint-Jean-de-la-Rivière | Sortosville-en-Beaumont | 9,542 |
| D166E1 | Saint-Jean-de-la-Rivière | Barneville-Carteret | 1,185 |
| D167 | Grosville | Rauville-la-Place | 21,420 |
| D168 | Réville | Réville | 3,169 |
| D168E | Réville | Réville | 0,973 |
| D169 | Sacey | Pontorson | 4,202 |
| D169E1 | Aucey-la-Plaine | Aucey-la-Plaine | 0,928 |
| D169E2 | Pontorson | Pontorson | 0,862 |
| D170 | Martigny | Chèvreville | 5,991 |
| D171 | Saint-Martin-de-Landelles | Notre-Dame-du-Touchet | 17,708 |
| D172 | Chasseguey | Saint-Brice-de-Landelles | 11,330 |

## RÉSEAU LOCAL (SUITE)

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D173 | Lingeard | Le Mesnil-Gilbert | 5,244 |
| D174 | Saint-Symphorien-des-Monts | Le Mesnil-Rainfray | 13,747 |
| D175 | Ponts | Bourguenolles | 13,333 |
| D175E1 | Bourguenolles | Bourguenolles | 0,222 |
| D176 | Hérenguerville | Annoville | 3,143 |
| D177 | Le Mesnil-Herman | Gouvets | 15,029 |
| D178 | Saint-Aubin-de-Terregatte | Saint-Aubin-de-Terregatte | 2,316 |
| D178E1 | Ducey | Ducey | 1,185 |
| D178E2 | Ducey | Ducey | 0,112 |
| D178E3 | Ducey | Ducey | 0,103 |
| D179 | Sourdeval | Saint-Pois | 9,267 |
| D180 | Villiers-le-Pré | Sacey | 5,314 |
| D181 | Saint-Martin-le-Bouillant | Saint-Maur-des-Bois | 2,916 |
| D183 | Le Fresne-Poret | Sourdeval | 0,531 |
| D184 | Barenton | Le Teilleul | 12,150 |
| D185 | Isigny-le-Buat | Virey | 3,663 |
| D187 | Saint-Jacques-de-Néhou | Néhou | 4,698 |
| D188 | Le Teilleul | Barenton | 14,634 |
| D188E | Saint-Cyr-du-Bailleul | Saint-Cyr-du-Bailleul | 0,590 |
| D189 | La Chapelle-en-Juger | Le Hommet-d'Arthenay | 2,656 |
| D190 | Rouxeville | Le Perron | 7,827 |
| D191 | Saint-Lô | Saint-Clair-sur-l'Elle | 10,470 |
| D191E1 | Villiers-Fossard | Villiers-Fossard | 0,467 |
| D191E2 | Saint-Clair-sur-l'Elle | Saint-Clair-sur-l'Elle | 0,864 |
| D193 | Montpinchon | Gourfaleur | 14,076 |
| D193E | Cerisy-la-Salle | Cerisy-la-Salle | 0,380 |
| D193E1 | Gourfaleur | Gourfaleur | 0,840 |
| D194 | Montreuil-sur-Lozon | Remilly-sur-Lozon | 6,075 |
| D195 | Saint-Lô | Cerisy-la-Forêt | 11,972 |
| D196 | Chevry | Fourneaux | 7,397 |
| D197 | Vesly | Méautis | 15,382 |
| D198 | Gavray | Hambye | 11,138 |
| D199 | Saint-Pierre-de-Coutances | Courcy | 3,671 |
| D200 | Aucey-la-Plaine | Huisnes-sur-Mer | 11,364 |
| D200E1 | Huisnes-sur-Mer | Huisnes-sur-Mer | 1,274 |
| D200E2 | Tanis | Pontorson | 2,651 |
| D200E3 | Tanis | Tanis | 1,748 |
| D201 | Sénoville | Barneville-Carteret | 7,978 |
| D202 | Saint-Germain-des-Vaux | Jobourg | 5,482 |
| D203 | Omonville-la-Rogue | Herqueville | 5,812 |
| D203E1 | Digulleville | Omonville-la-Petite | 1,087 |
| D204 | Tréauville | Bricquebosq | 11,523 |
| D205 | Bion | Juvigny-le-Tertre | 14,584 |
| D205E1 | Le Neufbourg | Le Neufbourg | 0,635 |
| D206 | Roncey | Le Guislain | 11,133 |
| D206E | Saint-Martin-de-Cenilly | Saint-Martin-de-Cenilly | 0,876 |
| D207 | Le Mesnil-Rogues | La Haye-Pesnel | 6,782 |
| D207E1 | Beauchamps | La Haye-Pesnel | 1,550 |
| D208 | Soulles | Percy | 24,533 |
| D208E1 | Villebaudon | Moyon | 0,985 |
| D208E2 | Beaucoudray | Villebaudon | 1,318 |
| D209 | Villedieu-les-Poêles | Cuves | 14,140 |
| D210 | Fermanville | Clitourps | 3,773 |
| D212 | Saint-James | Saint-James | 0,981 |
| D213 | Guilberville | Montrabot | 19,404 |
| D213E1 | Vidouville | Montrabot | 0,562 |
| D213E2 | Montrabot | Montrabot | 0,929 |
| D213E3 | Le Perron | Le Perron | 1,233 |
| D214 | Fresville | Fontenay-sur-Mer | 9,620 |
| D215 | Saint-Sauveur-le-Vicomte | Catteville | 5,956 |
| D216 | Saint-Germain-de-Tournebut | Saint-Vaast-la-Hougue | 16,195 |
| D216E1 | Quettehou | Quettehou | 0,230 |
| D216E2 | Quettehou | Quettehou | 0,936 |
| D216E3 | Morsalines | Morsalines | 0,626 |
| D218 | Poilley | Poilley | 2,160 |
| D219 | Pontorson | Pontorson | 2,100 |
| D221 | Jullouville | Champeaux | 3,587 |
| D222 | Teurthéville-Hague | Saint-Christophe-du-Foc | 3,868 |
| D222 | Bricquebosq | Rauville-la-Bigot | 3,694 |
| D224 | Saussemesnil | Montebourg | 10,050 |
| D225 | Videcosville | Quettehou | 6,592 |
| D226 | Réthoville | Quettehou | 15,738 |
| D227 | Coutances | Camprond | 14,454 |
| D228 | La Mancellière-sur-Vire | Saint-Romphaire | 5,998 |
| D229 | Montpinchon | Cerisy-la-Salle | 6,865 |
| D229E | Montpinchon | Montpinchon | 1,622 |
| D230 | Villiers-le-Pré | Saint-James | 2,809 |
| D231 | La Lucerne-d'Outremer | Genêts | 16,434 |
| D233E | Saint-Maur-des-Bois | Saint-Maur-des-Bois | 0,100 |
| D234 | Bérigny | Bérigny | 2,041 |
| D235 | Trelly | Saint-Pierre-de-Coutances | 7,294 |
| D236 | Roncey | Hudimesnil | 18,333 |
| D236E1 | Hudimesnil | Hudimesnil | 1,521 |
| D237 | Gréville-Hague | Gréville-Hague | 1,340 |
| D238 | Saint-Denis-le-Gast | Champrepus | 17,390 |
| D238E | Gavray | Sourdeval-les-Bois | 0,347 |
| D238E1 | Champrepus | Fleury | 2,366 |
| D239 | Saint-Nicolas-des-Bois | Saint-Laurent-de-Cuves | 5,445 |
| D239E1 | Les Loges-sur-Brécey | Les Loges-sur-Brécey | 0,888 |
| D240 | Vengeons | Vengeons | 2,502 |
| D241 | Ponts | Lolif | 6,406 |
| D241 | Saint-Jean-le-Thomas | Saint-Jean-le-Thomas | 0,817 |
| D242 | Le Valdécie | Saint-Pierre-d'Arthéglise | 3,219 |
| D242 | Sortosville-en-Beaumont | Les Moitiers-d'Allonne | 8,362 |
| D243 | Carnet | Villiers-le-Pré | 3,311 |
| D245 | Beaumont-Hague | Digulleville | 4,193 |
| D245 | Digulleville | Digulleville | 0,383 |
| D246 | Mortain | Saint-Barthélemy | 2,258 |
| D248 | Saint-Jean-du-Corail | Saint-Jean-du-Corail | 2,833 |
| D249 | Montmartin-sur-Mer | Regnéville-sur-Mer | 5,743 |
| D250 | Sortosville-en-Beaumont | Le Valdécie | 6,415 |
| D251 | Soulles | Saint-Romphaire | 5,475 |
| D252 | Montpinchon | Montpinchon | 4,862 |
| D253 | Saint-Amand | Placy-Montaigu | 8,180 |
| D253E | Placy-Montaigu | Placy-Montaigu | 1,593 |
| D255 | Gathemo | Gathemo | 3,416 |
| D256 | Saussemesnil | Saussemesnil | 3,741 |
| D256E | Saussemesnil | Saussemesnil | 2,799 |
| D257 | Graignes-Mesnil-Angot | Pont-Hébert | 10,713 |
| D258 | Hambye | Tessy-sur-Vire | 15,589 |
| D258E | Percy | Montabot | 1,583 |
| D259 | Troisgots | Bérigny | 16,025 |
| D260 | Saint-Clément-Rancoudray | Ger | 3,578 |
| D261 | Carolles | Sartilly | 9,017 |
| D262 | Brix | Grosville | 12,508 |
| D262E1 | Brix | Sottevast | 2,586 |
| D262E2 | Grosville | Grosville | 0,132 |
| D263 | Tamerville | Teurthéville-Bocage | 6,381 |
| D264 | Portbail | Besneville | 2,702 |
| D265 | Les Pieux | Flamanville | 5,834 |
| D265E1 | Les Pieux | Les Pieux | 1,322 |
| D266 | Surtainville | Pierreville | 3,224 |
| D266 | Pierreville | Le Rozel | 2,419 |
| D267 | Neufmesnil | Beuzeville-la-Bastille | 12,998 |
| D269 | Le Ham | Saint-Marcouf | 14,371 |
| D269E2 | Saint-Marcouf | Ravenoville | 0,810 |
| D270 | Carquebut | Saint-Côme-du-Mont | 9,899 |
| D271 | Colomby | Ozeville | 9,589 |
| D272 | Saint-Malo-de-la-Lande | Agon-Coutainville | 3,598 |
| D272E2 | Agon-Coutainville | Agon-Coutainville | 0,494 |
| D273 | Carantilly | Cerisy-la-Salle | 5,036 |
| D274 | Servigny | Gouville-sur-Mer | 8,789 |
| D276 | Saint-Denis-le-Vêtu | Cambernon | 9,959 |
| D276E | Ouville | Ouville | 0,202 |
| D277 | Saint-Samson-de-Bonfossé | Chevry | 9,383 |
| D278 | Bricqueville-sur-Mer | Bricqueville-sur-Mer | 5,397 |
| D279 | Bellefontaine | Perriers-en-Beauficel | 9,774 |
| D280 | Tanis | Pontorson | 5,066 |
| D281 | Coulouvray-Boisbenâtre | Coulouvray-Boisbenâtre | 2,371 |
| D282 | Saint-Michel-de-Montjoie | Saint-Clément-Rancoudray | 6,170 |
| D283 | Sourdeval | Sourdeval | 5,639 |
| D284 | Husson | Saint-Cyr-du-Bailleul | 3,624 |
| D285 | Saint-Martin-de-Landelles | Saint-Martin-de-Landelles | 2,772 |
| D287 | Bricquebec | Morville | 8,615 |
| D288 | Précey | Courtils | 5,407 |
| D289 | Le Dézert | Montmartin-en-Graignes | 6,159 |
| D289E1 | Graignes-Mesnil-Angot | Graignes-Mesnil-Angot | 1,755 |
| D290 | Bérigny | Saint-Germain-d'Elle | 3,660 |
| D290E1 | Saint-Germain-d'Elle | Saint-Germain-d'Elle | 0,302 |
| D291 | Le Perron | Vidouville | 6,057 |
| D292 | Couvains | Saint-Jean-de-Savigny | 5,020 |
| D293 | Cambernon | Heugueville-sur-Sienne | 12,259 |
| D293E1 | Monthuchon | Monthuchon | 1,221 |
| D294 | La Feuillie | Millières | 3,824 |
| D294E | La Feuillie | La Feuillie | 0,252 |
| D295 | Cerisy-la-Forêt | Saint-Jean-de-Savigny | 4,832 |
| D296 | Gouvets | Gouvets | 2,543 |
| D297 | Sainteny | Auxais | 4,216 |
| D298 | Lengronne | Lingreville | 9,278 |
| D298E1 | Lingreville | Bricqueville-sur-Mer | 0,414 |
| D299 | Saussey | Nicorps | 3,424 |
| D299E1 | Saussey | Saussey | 0,403 |
| D301 | Périers | Raids | 8,648 |
| D302 | Grimesnil | Le Lorey | 23,565 |
| D302E | Savigny | Savigny | 0,323 |
| D303 | Cerisy-la-Salle | Cerisy-la-Salle | 2,200 |
| D304 | Hambye | Maupertuis | 2,658 |
| D306E1 | Angoville-sur-Ay | Angoville-sur-Ay | 1,212 |

## RÉSEAU LOCAL (SUITE)

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D306E2 | Saint-Germain-sur-Ay | Saint-Germain-sur-Ay | 1,086 |
| D307 | Crollon | Précey | 3,944 |
| D307E2 | Précey | Précey | 1,666 |
| D308 | Saint-Aubin-de-Terregatte | Vergoncey | 5,653 |
| D309 | La Lande-d'Airou | Saint-Pair-sur-Mer | 17,925 |
| D310 | Saint-Quentin-sur-le-Homme | Ducey | 5,304 |
| D310E1 | Saint-Quentin-sur-le-Homme | Saint-Quentin-sur-le-Homme | 0,730 |
| D311 | Saint-James | Carnet | 3,735 |
| D312 | Vessey | Pontorson | 9,656 |
| D313 | Céaux | Juilley | 7,443 |
| D313E | Céaux | Céaux | 3,078 |
| D314 | Bréhal | Saint-Planchers | 6,577 |
| D315 | Vaudreville | Ozeville | 6,672 |
| D316 | Saint-Pierre-Église | Cosqueville | 5,246 |
| D317 | Benoîtville | Saint-Germain-le-Gaillard | 10,420 |
| D318 | Biville | Biville | 1,957 |
| D318E1 | Vauville | Vauville | 0,272 |
| D318E2 | Vauville | Vauville | 0,212 |
| D319 | Tamerville | Teurthéville-Bocage | 3,814 |
| D320 | Bretteville | Le Theil | 7,875 |
| D322 | Tourlaville | La Glacerie | 5,810 |
| D324 | Portbail | Portbail | 3,715 |
| D325 | Hautteville-Bocage | Amfreville | 7,459 |
| D325E1 | Amfreville | Amfreville | 1,613 |
| D326 | Golleville | Rauville-la-Place | 4,984 |
| D326 | Rauville-la-Place | Rauville-la-Place | 2,502 |
| D326E1 | Rauville-la-Place | Rauville-la-Place | 1,361 |
| D327 | Saint-Nicolas-de-Pierrepont | Baudreville | 2,714 |
| D328 | Teurthéville-Bocage | Réville | 13,609 |
| D328E1 | La Pernelle | La Pernelle | 0,353 |
| D329 | Blosville | Sainte-Marie-du-Mont | 14,253 |
| D329E1 | Hiesville | Sainte-Marie-du-Mont | 1,553 |
| D330 | Hémevez | La Bonneville | 8,278 |
| D331 | Le Vrétot | Benoîtville | 9,513 |
| D332 | Le Mesnil | Portbail | 4,638 |
| D333 | Bacilly | Vains | 5,242 |
| D333E1 | Bacilly | Vains | 1,139 |
| D334 | Savigny-le-Vieux | Buais | 5,616 |
| D334E | Savigny-le-Vieux | Savigny-le-Vieux | 0,367 |
| D335 | Sartilly | Sartilly | 2,147 |
| D336 | Montgardon | Bretteville-sur-Ay | 8,928 |
| D337 | Doville | Glatigny | 13,462 |
| D338 | Vesly | Houtteville | 15,453 |
| D339 | Feugères | Lozon | 4,017 |
| D340 | Périers | Nay | 6,185 |
| D341 | Coutances | La Chapelle-en-Juger | 20,618 |
| D341E1 | Camprond | Camprond | 0,732 |
| D341E2 | Le Mesnil-Amey | La Chapelle-en-Juger | 1,166 |
| D342 | Vesly | Gorges | 4,358 |
| D343 | Sainte-Mère-Église | Sainte-Mère-Église | 0,296 |
| D344 | Saint-Malo-de-la-Lande | Gouville-sur-Mer | 7,094 |
| D344E1 | Gouville-sur-Mer | Gouville-sur-Mer | 0,160 |
| D346 | Saussemesnil | Colomby | 15,476 |
| D346E | Yvetot-Bocage | Yvetot-Bocage | 0,506 |
| D347 | Saint-Sauveur-le-Vicomte | Saint-Sauveur-le-Vicomte | 7,808 |
| D347E1 | Saint-Sauveur-le-Vicomte | Saint-Sauveur-le-Vicomte | 0,703 |
| D347E2 | Saint-Sauveur-le-Vicomte | Saint-Sauveur-le-Vicomte | 0,743 |
| D348 | Saint-Denis-le-Gast | Saint-Martin-de-Cenilly | 8,228 |
| D349 | Trelly | Roncey | 7,815 |
| D350 | Saint-Laurent-de-Cuves | Coulouvray-Boisbenâtre | 2,940 |
| D351 | Coudeville-sur-Mer | Coudeville-sur-Mer | 1,047 |
| D352 | Martinvast | Tollevast | 8,760 |
| D352E | Tollevast | Tollevast | 0,270 |
| D353 | Montanel | Sacey | 4,440 |
| D354 | La Lande-d'Airou | La Lande-d'Airou | 3,497 |
| D355 | Clitourps | Montfarville | 10,066 |
| D356 | Montchaton | Hauteville-sur-Mer | 8,114 |
| D357 | Mortain | Saint-Clément-Rancoudray | 3,593 |
| D358 | Savigny-le-Vieux | Buais | 7,997 |
| D359 | Domjean | Fourneaux | 5,266 |
| D360 | Saint-Ovin | Saint-Ovin | 1,044 |
| D361 | Agon-Coutainville | Agon-Coutainville | 3,340 |
| D362 | Brécey | Notre-Dame-de-Livoye | 3,357 |
| D363 | Saint-James | Servon | 11,218 |
| D364 | Carnet | Carnet | 2,882 |
| D366 | Saint-Pierre-d'Arthéglise | Glatigny | 17,449 |
| D367 | Grosville | Quettetot | 9,780 |
| D368 | Prétot-Sainte-Suzanne | Saint-Jores | 3,441 |
| D369 | Beauchamps | Équilly | 3,363 |
| D370 | Bréhal | Cérences | 4,538 |
| D371 | Lapenty | Les Loges-Marchis | 7,972 |
| D372 | Beauchamps | Folligny | 3,475 |
| D372 | Folligny | Folligny | 3,570 |
| D372E1 | Folligny | Folligny | 0,697 |



| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D373 | Saint-Pair-sur-Mer | Saint-Pair-sur-Mer | 1,030 |
| D375 | Hudimesnil | Saint-Sauveur-la-Pommeraye | 3,956 |
| D375E | Bricqueville-sur-Mer | Bricqueville-sur-Mer | 1,131 |
| D376 | Regnéville-sur-Mer | Regnéville-sur-Mer | 3,263 |
| D376E1 | Regnéville-sur-Mer | Regnéville-sur-Mer | 0,762 |
| D377 | Amigny | Saint-Fromond | 13,983 |
| D377E1 | Pont-Hébert | Amigny | 1,569 |
| D377E2 | Cavigny | Cavigny | 1,131 |
| D378 | Créances | Créances | 2,167 |
| D379 | Cerisy-la-Forêt | Cerisy-la-Forêt | 2,235 |
| D379E | Cerisy-la-Forêt | Cerisy-la-Forêt | 0,940 |
| D380 | Savigny | Savigny | 4,055 |
| D382 | Camprond | Camprond | 2,305 |
| D383 | Contrières | Quettreville-sur-Sienne | 4,877 |
| D384 | Vesly | Vesly | 2,243 |
| D386 | Condé-sur-Vire | Saint-Amand | 2,891 |
| D387 | Écoquenéauville | Blosville | 2,296 |
| D388 | Savigny | Carantilly | 7,297 |
| D389 | Cavigny | Graignes-Mesnil-Angot | 9,072 |
| D389E1 | Le Dézert | Le Mesnil-Véneron | 1,487 |
| D389E2 | Graignes-Mesnil-Angot | Graignes-Mesnil-Angot | 0,798 |
| D390 | La Barre-de-Semilly | Saint-Georges-d'Elle | 7,279 |
| D390E | Couvains | Saint-André-de-l'Épine | 1,356 |
| D391 | Saint-Sauveur-Lendelin | Saint-Michel-de-la-Pierre | 4,849 |
| D392 | Saint-Jean-de-Savigny | Cerisy-la-Forêt | 5,025 |
| D392E | Saint-Jean-de-Savigny | Saint-Jean-de-Savigny | 0,349 |
| D393 | Ancteville | Geffosses | 10,361 |
| D394 | La Feuillie | Lessay | 3,803 |
| D395 | Couvains | Saint-Jean-de-Savigny | 2,434 |
| D396 | Moyon | Saint-Amand | 12,087 |
| D397 | Mobecq | Mobecq | 2,796 |
| D398 | Hambye | Le Mesnil-Garnier | 12,383 |
| D398E | Gavray | Gavray | 0,529 |
| D399 | Marigny | Quibou | 4,945 |
| D400 | Savigny | Carantilly | 6,144 |
| D401 | Auderville | Auderville | 1,662 |
| D402 | Saint-Germain-des-Vaux | Urville-Nacqueville | 13,656 |
| D402E1 | Gréville-Hague | Beaumont-Hague | 1,288 |
| D402E2 | Éculleville | Éculleville | 0,860 |
| D402E3 | Gréville-Hague | Gréville-Hague | 0,718 |
| D403 | Omonville-la-Petite | Omonville-la-Petite | 0,344 |
| D403 | Herqueville | Beaumont-Hague | 4,982 |
| D403E1 | Herqueville | Herqueville | 1,675 |
| D404 | Urville-Nacqueville | Sainte-Croix-Hague | 4,128 |
| D404E1 | Branville-Hague | Branville-Hague | 1,124 |
| D405 | Acqueville | Héauville | 4,829 |
| D406 | Flottemanville-Hague | Flottemanville-Hague | 1,822 |
| D407 | Teurthéville-Hague | Breuville | 7,571 |
| D408 | Les Pieux | Sotteville | 7,161 |
| D409 | Cherbourg-Octeville | Nouainville | 8,115 |
| D409E1 | Nouainville | Nouainville | 0,624 |
| D410 | La Glacerie | La Glacerie | 2,086 |
| D411 | Virandeville | Martinvast | 11,003 |
| D411E1 | Virandeville | Virandeville | 0,749 |
| D412 | Gonneville | Cosqueville | 10,188 |
| D412E1 | Carneville | Carneville | 0,435 |
| D413 | Gonneville | La Glacerie | 9,206 |
| D413E1 | Le Mesnil-au-Val | Le Mesnil-au-Val | 0,932 |
| D413E2 | Le Mesnil-au-Val | Le Mesnil-au-Val | 1,170 |
| D414 | Cosqueville | Clitourps | 6,102 |
| D414E1 | Clitourps | Clitourps | 0,235 |
| D415 | Le Vicel | Montfarville | 7,028 |
| D416 | Crasville | Crasville | 1,826 |
| D417 | Tamerville | Lestre | 5,762 |
| D418 | Rauville-la-Bigot | Yvetot-Bocage | 14,249 |
| D418E | Rauville-la-Bigot | Rauville-la-Bigot | 0,267 |
| D419 | Bricquebec | Morville | 7,386 |
| D420 | Éroudeville | Ravenoville | 10,068 |
| D422 | Le Vrétot | Saint-Sauveur-le-Vicomte | 10,790 |
| D423 | Carquebut | Saint-Martin-de-Varreville | 12,534 |
| D423E1 | Sainte-Mère-Église | Sainte-Mère-Église | 0,865 |
| D424 | Boutteville | Brucheville | 5,290 |
| D424E1 | Brucheville | Brucheville | 1,457 |
| D424E2 | Boutteville | Boutteville | 0,178 |
| D425 | Les Moitiers-d'Allonne | Les Moitiers-d'Allonne | 5,465 |
| D426 | Portbail | Bolleville | 7,719 |
| D426E1 | Portbail | Portbail | 0,802 |
| D426E2 | Portbail | Portbail | 0,737 |
| D426E3 | Denneville | Denneville | 0,627 |
| D427 | Saint-Nicolas-de-Pierrepont | Saint-Germain-sur-Ay | 7,914 |
| D428 | Prétot-Sainte-Suzanne | Appeville | 6,473 |
| D429 | Gorges | Le Plessis-Lastelle | 3,393 |
| D430 | Laulne | Gonfreville | 5,192 |
| D430E | Laulne | Laulne | 0,671 |

## RÉSEAU LOCAL (SUITE)

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D431 | Saint-Patrice-de-Claids | Muneville-le-Bingard | 4,356 |
| D431E | Muneville-le-Bingard | La Ronde-Haye | 1,265 |
| D431E1 | Millières | Millières | 1,058 |
| D432 | Boisroger | Pirou | 11,279 |
| D432E1 | Boisroger | Boisroger | 0,385 |
| D433 | Marchésieux | Saint-Aubin-du-Perron | 9,047 |
| D434 | Pirou | Ancteville | 13,378 |
| D435 | Saint-Sauveur-Lendelin | Hauteville-la-Guichard | 10,379 |
| D435E1 | Saint-Sauveur-Lendelin | Saint-Sauveur-Lendelin | 2,194 |
| D436 | Ancteville | Montsurvent | 6,416 |
| D437 | Belval | Montmartin-sur-Mer | 13,599 |
| D438 | Saint-Denis-le-Vêtu | Trelly | 7,089 |
| D438E | Saint-Denis-le-Vêtu | Saint-Denis-le-Vêtu | 0,931 |
| D439 | Regnéville-sur-Mer | Contrières | 7,025 |
| D440 | Montaigu-les-Bois | Percy | 7,495 |
| D441 | Le Mesnil-Rogues | Fleury | 10,015 |
| D441E | Le Mesnil-Amand | Le Mesnil-Amand | 1,621 |
| D442 | Cérences | Bricqueville-sur-Mer | 7,742 |
| D442E | Bricqueville-sur-Mer | Bricqueville-sur-Mer | 0,312 |
| D443 | Les Veys | Méautis | 8,933 |
| D444 | Montmartin-en-Graignes | Montmartin-en-Graignes | 3,845 |
| D444 | Les Veys | Les Veys | 1,349 |
| D445 | Le Hommet-d'Arthenay | Saint-Fromond | 8,169 |
| D445E1 | Saint-Fromond | Saint-Fromond | 0,923 |
| D446 | Cerisy-la-Salle | Cavigny | 23,334 |
| D446E1 | La Chapelle-en-Juger | Le Mesnil-Amey | 1,217 |
| D446E2 | Pont-Hébert | Pont-Hébert | 0,464 |
| D446E3 | Hébécrevon | Pont-Hébert | 0,564 |
| D446E4 | Cavigny | Cavigny | 0,896 |
| D447 | Saint-Georges-Montcocq | Rampan | 7,802 |
| D448 | La Luzerne | Saint-Georges-d'Elle | 6,263 |
| D449 | Saint-Samson-de-Bonfossé | Saint-Jean-des-Baisants | 12,357 |
| D449E1 | Gourfaleur | Gourfaleur | 0,920 |
| D451 | Guilberville | Giéville | 6,065 |
| D452 | La Bloutière | Domjean | 19,824 |
| D452E1 | La Bloutière | La Bloutière | 1,471 |
| D453 | La Colombe | Maupertuis | 12,350 |
| D454 | Chérencé-le-Héron | Tessy-sur-Vire | 23,222 |
| D454E1 | Saint-Vigor-des-Monts | Saint-Vigor-des-Monts | 0,145 |
| D455 | Montabot | Morigny | 11,729 |
| D455E | Montbray | Margueray | 1,801 |
| D456E1 | Le Val-Saint-Père | Le Val-Saint-Père | 0,514 |
| D457 | Saint-Quentin-sur-le-Homme | Saint-Quentin-sur-le-Homme | 0,899 |
| D457E1 | Saint-Martin-des-Champs | Saint-Martin-des-Champs | 0,480 |
| D458 | Marcey-les-Grèves | Ponts | 4,731 |
| D458E1 | Saint-Jean-de-la-Haize | Saint-Jean-de-la-Haize | 0,160 |
| D459 | Bacilly | Vains | 2,938 |
| D460 | Tirepied | Chavoy | 9,970 |
| D460E1 | Plomb | Plomb | 1,379 |
| D461 | Bourguenolles | La Chaise-Baudouin | 12,244 |
| D461E1 | Rouffigny | La Trinité | 1,644 |
| D461E2 | Saint-Jean-du-Corail-des-Bois | Saint-Jean-du-Corail-des-Bois | 1,595 |
| D462 | Saint-Ovin | Le Grand-Celland | 5,073 |
| D463 | Saint-Maur-des-Bois | Saint-Laurent-de-Cuves | 13,636 |
| D465 | Les Chéris | Marcilly | 3,710 |
| D466 | Macey | Vergoncey | 2,280 |
| D467 | Poilley | Saint-Aubin-de-Terregatte | 6,384 |
| D469 | Saint-Aubin-des-Préaux | Saint-Aubin-des-Préaux | 1,714 |
| D470 | Saint-Planchers | Saint-Planchers | 1,507 |
| D471 | Jullouville | Jullouville | 1,814 |
| D472 | Granville | Saint-Planchers | 3,689 |
| D472E1 | Granville | Yquelon | 0,372 |
| D473 | Les Chambres | Plomb | 6,528 |
| D474 | Saint-Aubin-des-Préaux | Saint-Jean-des-Champs | 1,670 |
| D474E1 | Saint-Jean-des-Champs | Saint-Jean-des-Champs | 0,130 |
| D475 | Folligny | La Haye-Pesnel | 3,957 |
| D475E1 | Folligny | Folligny | 1,554 |
| D475E2 | Folligny | Folligny | 0,494 |
| D476 | Le Tanu | Plomb | 7,790 |
| D476E1 | Le Tanu | Le Tanu | 0,965 |
| D477 | Pontorson | Pontorson | 2,717 |
| D478 | Beauvoir | Beauvoir | 1,914 |
| D479 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 9,976 |
| D480 | Saint-James | Saint-James | 1,651 |
| D481 | Hamelin | Romagny | 22,035 |
| D481E1 | Virey | Virey | 1,654 |
| D481E2 | Saint-Martin-de-Landelles | Saint-Martin-de-Landelles | 0,683 |
| D482 | Saint-Aubin-de-Terregatte | Saint-Laurent-de-Terregatte | 6,972 |
| D483 | Jullouville | Saint-Jean-le-Thomas | 3,404 |
| D484 | Champcey | Dragey-Ronthon | 4,925 |
| D485 | La Lande-d'Airou | Fleury | 2,753 |
| D485 | La Colombe | La Colombe | 1,864 |
| D485E1 | La Lande-d'Airou | La Lande-d'Airou | 1,750 |
| D486 | La Lande-d'Airou | Chérencé-le-Héron | 6,209 |
| D486E1 | Rouffigny | Rouffigny | 1,935 |
| D487 | Mortain | Ger | 8,476 |
| D487E1 | Mortain | Mortain | 2,317 |
| D488 | Ferrières | Saint-Symphorien-des-Monts | 6,301 |
| D489 | Barenton | Saint-Georges-de-Rouelley | 3,613 |
| D490 | Barenton | Barenton | 4,081 |
| D491 | Saint-Pois | Perriers-en-Beauficel | 5,416 |
| D492 | Les Loges-Marchis | Lapenty | 10,710 |
| D493 | Romagny | La Bazoge | 6,083 |
| D494 | Sainte-Marie-du-Bois | Le Teilleul | 4,545 |
| D494E1 | Sainte-Marie-du-Bois | Husson | 0,737 |
| D495 | Isigny-le-Buat | Le Mesnil-Adelée | 9,472 |
| D496 | Brouains | Gathemo | 6,643 |
| D497 | Sourdeval | Vengeons | 3,707 |
| D497E1 | Vengeons | Vengeons | 0,177 |
| D498 | Vengeons | Chaulieu | 8,602 |
| D498E | Chaulieu | Chaulieu | 0,177 |
| D499 | Sourdeval | Sourdeval | 6,845 |
| D500 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 5,600 |
| D501 | Étienville | Étienville | 3,299 |
| D501E1 | Étienville | Picauville | 0,745 |
| D502 | Varenguebec | Varenguebec | 3,187 |
| D505 | Vasteville | Couville | 9,853 |
| D506 | Saint-Nicolas-de-Pierrepont | Saint-Symphorien-le-Valois | 4,362 |
| D507 | Teurthéville-Hague | Helleville | 3,562 |
| D508 | Pierreville | Surtainville | 4,009 |
| D508E1 | Pierreville | Pierreville | 0,610 |
| D509 | Rauville-la-Bigot | Brix | 4,131 |
| D510 | Émondeville | Le Ham | 5,087 |
| D511 | Tollevast | Tollevast | 0,959 |
| D512 | Taillepied | Saint-Sauveur-le-Vicomte | 2,703 |
| D513 | Le Vrétot | Le Vrétot | 2,613 |
| D514 | Varouville | Néville-sur-Mer | 5,688 |
| D515 | Le Vicel | Anneville-en-Saire | 1,953 |
| D517 | Flamanville | Le Rozel | 5,010 |
| D518 | Urville-Nacqueville | Urville-Nacqueville | 4,157 |
| D519 | Rocheville | Bricquebec | 2,031 |
| D520 | Huberville | Saint-Cyr | 5,458 |
| D520E | Huberville | Huberville | 0,296 |
| D522 | Les Perques | Sortosville-en-Beaumont | 3,254 |
| D523 | Les Pieux | Saint-Germain-le-Gaillard | 6,577 |
| D523E | Les Pieux | Les Pieux | 0,418 |
| D524 | Sainte-Marie-du-Mont | Hiesville | 3,121 |
| D524E1 | Hiesville | Sainte-Marie-du-Mont | 0,604 |
| D525 | Sainte-Geneviève | Canteloup | 4,483 |
| D526 | Saint-Rémy-des-Landes | Surville | 4,647 |
| D528 | Montgardon | Angoville-sur-Ay | 3,585 |
| D529 | Montgardon | Bretteville-sur-Ay | 3,681 |
| D529E1 | Bretteville-sur-Ay | Bretteville-sur-Ay | 1,240 |
| D530 | Vesly | Gorges | 9,164 |
| D531 | Geffosses | Geffosses | 4,346 |
| D532 | Geffosses | Anneville-sur-Mer | 4,678 |
| D532E1 | Geffosses | Geffosses | 1,433 |
| D533 | Le Mesnilbus | Lozon | 5,550 |
| D534 | La Feuillie | La Vendelée | 13,647 |
| D535 | Vaudrimesnil | Cambernon | 6,464 |
| D536 | Blainville-sur-Mer | Blainville-sur-Mer | 2,966 |
| D538 | Lengronne | Lengronne | 2,208 |
| D539 | Contrières | Le Mesnil-Aubert | 7,213 |
| D539E1 | Contrières | Contrières | 0,407 |
| D540 | Saint-Denis-le-Gast | Percy | 5,715 |
| D541 | Ver | Ver | 3,248 |
| D542 | Sainteny | Saint-Georges-de-Bohon | 4,329 |
| D543 | Auvers | Sainteny | 7,345 |
| D543E1 | Méautis | Sainteny | 1,820 |
| D544 | Les Veys | Saint-Hilaire-Petitville | 4,966 |
| D545 | Le Dézert | Saint-Fromond | 5,395 |
| D546 | Cavigny | Cavigny | 1,589 |
| D547 | Moon-sur-Elle | Airel | 1,502 |
| D548 | Saint-Jean-de-Savigny | Couvains | 4,666 |
| D549 | La Mancellière-sur-Vire | Condé-sur-Vire | 5,212 |
| D550 | La Barre-de-Semilly | Bérigny | 4,578 |
| D551 | Domjean | Condé-sur-Vire | 6,184 |
| D552 | Beslon | Beslon | 4,531 |
| D552E | Beslon | Beslon | 0,880 |
| D553 | Moyon | Moyon | 2,292 |
| D554 | Villedieu-les-Poêles | Saint-Vigor-des-Monts | 16,740 |
| D554E1 | Sainte-Cécile | Sainte-Cécile | 1,137 |
| D554E2 | Sainte-Cécile | Sainte-Cécile | 0,364 |
| D554E3 | Sainte-Cécile | Sainte-Cécile | 1,164 |
| D555 | Baudre | Saint-Lô | 1,509 |
| D557E1 | Saint-Loup | Saint-Quentin-sur-le-Homme | 0,051 |
| D558 | Giéville | Guilberville | 6,710 |
| D559 | Saint-Lô | La Barre-de-Semilly | 4,283 |

## RÉSEAU LOCAL (SUITE)

| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| D559E1 | La Barre-de-Semilly | La Barre-de-Semilly | 1,148 |
| D560 | Tirepied | La Trinité | 8,729 |
| D562 | Fleury | La Bloutière | 5,277 |
| D563 | Coulouvray-Boisbenâtre | Coulouvray-Boisbenâtre | 8,218 |
| D564 | Marcilly | Saint-Quentin-sur-le-Homme | 4,678 |
| D565 | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 2,415 |
| D565E | Isigny-le-Buat | Isigny-le-Buat | 3,471 |
| D566 | Juilley | Saint-Senier-de-Beuvron | 4,167 |
| D567 | Saint-Aubin-de-Terregatte | Saint-Aubin-de-Terregatte | 1,544 |
| D568 | Cuves | Coulouvray-Boisbenâtre | 5,909 |
| D569 | Saint-Pair-sur-Mer | Saint-Pair-sur-Mer | 1,110 |
| D570 | Montjoie-Saint-Martin | Montjoie-Saint-Martin | 3,099 |
| D571 | Jullouville | Jullouville | 0,864 |
| D572 | Granville | Granville | 2,302 |
| D573 | Subligny | La Mouche | 4,579 |
| D574 | Saint-Jean-des-Champs | Saint-Jean-des-Champs | 1,220 |
| D575 | La Lucerne-d'Outremer | Subligny | 5,080 |
| D576 | Fleury | Fleury | 1,585 |
| D577 | Rouffigny | Sainte-Cécile | 4,931 |
| D578 | Hérenguerville | Cérences | 12,578 |
| D579 | Le Mesnil-Villeman | La Lande-d'Airou | 2,876 |
| D579E | Le Mesnil-Villeman | Le Mesnil-Villeman | 1,291 |
| D580 | Saint-Pierre-Langers | La Lucerne-d'Outremer | 3,194 |
| D581 | Virey | Saint-Hilaire-du-Harcouët | 2,899 |
| D581E | Saint-Hilaire-du-Harcouët | Saint-Hilaire-du-Harcouët | 0,160 |
| D582 | Saint-Laurent-de-Terregatte | Isigny-le-Buat | 1,624 |
| D583 | Champeaux | Champeaux | 1,732 |
| D584 | Champcey | Sartilly | 1,130 |
| D585 | Fleury | La Bloutière | 2,801 |
| D586 | Fleury | Rouffigny | 5,565 |
| D586E1 | La Lande-d'Airou | Rouffigny | 0,311 |
| D587 | Saint-Jean-du-Corail | Saint-Jean-du-Corail | 2,037 |
| D588 | Buais | Heussé | 2,668 |
| D589 | Barenton | Saint-Cyr-du-Bailleul | 4,411 |
| D589E | Saint-Cyr-du-Bailleul | Saint-Georges-de-Rouelley | 1,142 |
| D590 | Saint-Georges-de-Rouelley | Barenton | 2,830 |
| D591E1 | Vains | Vains | 0,353 |
| D592 | Cérences | Bréhal | 6,765 |
| D592E | Chanteloup | Hudimesnil | 0,885 |
| D593 | Chèvreville | La Bazoge | 4,857 |
| D594 | Longueville | Coudeville-sur-Mer | 4,564 |
| D595 | Juvigny-le-Tertre | Martigny | 7,624 |
| D596 | Brouains | Gathemo | 5,601 |
| D597 | Bréhal | Bréhal | 3,666 |
| D598 | Hudimesnil | Yquelon | 9,714 |
| D599 | Sourdeval | Le Fresne-Poret | 5,082 |
| D601 | Romagny | Notre-Dame-du-Touchet | 4,186 |
| D602 | Heussé | Heussé | 1,671 |
| D603 | Ver | Cérences | 2,855 |
| D604 | Camprond | Le Lorey | 2,356 |
| D605 | La Vendelée | Brainville | 1,657 |
| D606 | Les Veys | Catz | 2,604 |
| D606E | Les Veys | Les Veys | 0,816 |
| D608 | Tourville-sur-Sienne | Gratot | 2,622 |
| D609 | Hyenville | Quettreville-sur-Sienne | 3,105 |
| D610 | Lengronne | Hambye | 7,506 |
| D611 | Bretteville | Gonneville | 6,492 |
| D612 | Fermanville | Fermanville | 0,195 |
| D900E | Bricquebec | Bricquebec | 0,883 |
| D901E | Beaumont-Hague | Beaumont-Hague | 2,750 |
| D904E | Sénoville | Les Moitiers-d'Allonne | 0,951 |
| D913E1 | Angoville-au-Plain | Angoville-au-Plain | 0,275 |
| D971E1 | Orval | Orval | 1,282 |
| D971E9 | Carentan | Carentan | 1,626 |
| D972E1 | Bérigny | Bérigny | 2,424 |
| D972E2 | Bérigny | Saint-Georges-d'Elle | 0,920 |
| D972E3 | Courcy | Cambernon | 0,113 |
| D999E | La Colombe | Villedieu-les-Poêles | 1,626 |
| D999E2 | Le Mesnil-Herman | Le Mesnil-Herman | 0,115 |



## VOIES VERTES

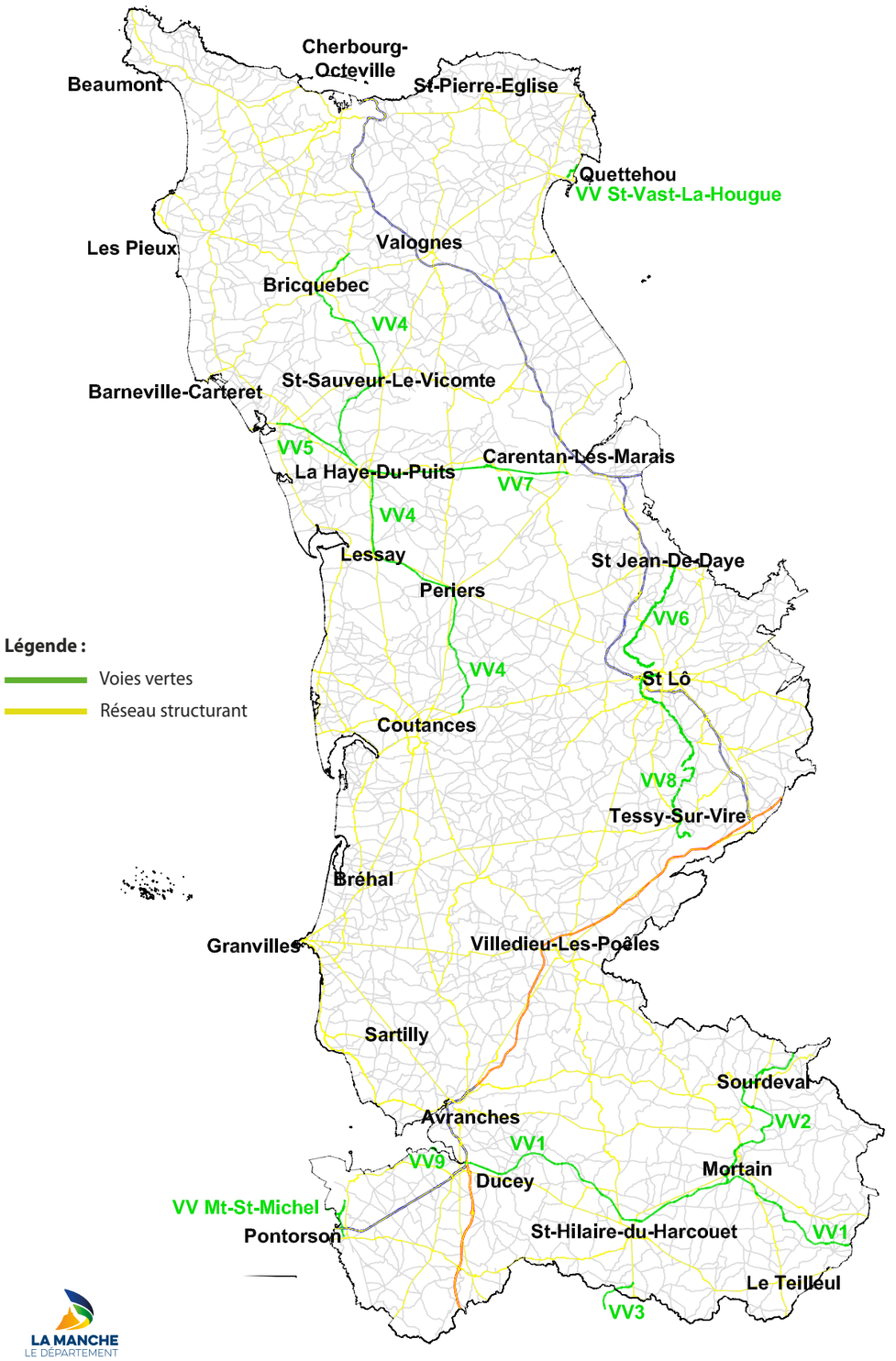
| Route | Origine | Extrémité | Longueur en km |
|---|---|---|---|
| VV1 | Poilley | Saint-Cyr-du-Bailleul | 51,102 |
| VV2 | Chaulieu | Romagny | 25,337 |
| VV3 | Les Loges-Marchis | Les Loges-Marchis | 2,138 |
| VV4 | Cambernon | Rocheville | 64,596 |
| VV5 | Bolleville | Portbail | 8,658 |
| VV6 | Le Mesnil-Raoult | Airel | 32,013 |
| VV7 | Carentan | La Haye-du-Puits | 21,817 |
| VV8 | Pont-Farcy | Troisgots | 14,645 |
| VV9 | Céaux | Céaux | 0,629 |
| VV Mont Saint Michel | Pontorson | Beauvoir | 4,649 |
| VV Saint-Vaast-la-Hougue | Saint-Vaast-la-Hougue | Saint-Vaast-la-Hougue | 1,982 |

# ANNEXE 2

## CARTE DU RÉSEAU DÉPARTEMENTAL

# ANNEXE 3

## CARTE DU RÉSEAU DES VOIES VERTES



# ANNEXE 4

## LISTE DES ROUTES CLASSÉES À GRANDE CIRCULATION DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MANCHE

*Décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation modifié par le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,

Vu le code de la route, notamment son article L. 110-3 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 121-1 et L. 123-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 et suivants et L. 3221-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret n° 2006-253 du 27 février 2006 relatif aux routes classées à grande circulation ;

Vu l'avis des collectivités territoriales et groupements concernés ;

Vu l'avis du groupe interministériel permanent de la sécurité routière en date du 5 mai 2008,

Décrète :

### Article 1

Les routes à grande circulation définies à l'article L. 110-3 du code de la route sont :

**a)** Les routes nationales définies à l'article L. 123-1 du code de la voirie routière et mentionnées par le décret du 5 décembre 2005 susvisé ;

**b)** Les routes dont la liste est annexée au présent décret ;

**c)** Les bretelles reliant entre elles soit deux sections de routes à grande circulation, soit une section de route à grande circulation et une autoroute. On entend par « bretelle » une voie assurant la liaison entre deux routes qui se croisent à des niveaux différents.

### Article 2

Le décret du 13 décembre 1952 modifié portant nomenclature des routes à grande circulation est abrogé.

### Article 3

Le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de la défense et le secrétaire d'État chargé des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

*En application de l'article 1er - b du décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation modifié par le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 :*



| DÉPARTEMENT | ROUTE | ROUTE de début de section | COMMUNE de début de section | ROUTE de find e section | COMMUNE de fin de section |
|---|---|---|---|---|---|
| 50 | D 900E3 | D 900 | AGNEAUX | D 972 | AGNEAUX |
| 50 | D 901 | D 401 | AUDERVILLE | N 13 | TOURLAVILLE |
| 50 | D 7 | D 31 | AVRANCHES | D 973 | AVRANCHES |
| 50 | D 972 | D 572 | BERIGNY | N 174 | SAINT-LÔ |
| 50 | D 56 | N 13 | BRIX | D 22 | COUVILLE |
| 50 | D 974 | N 174 | CAVIGNY | N 174 | SAINT-LÔ |
| 50 | D 40 | D 43 | CEAUX | Limite département 50 / 35 | SACEY |
| 50 | D 43 | N 175 | CEAUX | D 40 | CEAUX |
| 50 | Avenue de Cessart | D 901 | CHERBOURG-OCTEVILLE | Place Napoléon | CHERBOURG-OCTEVILLE |
| 50 | D 650 | Quai Alexandre III | CHERBOURG-OCTEVILLE | D 652 | CREANCES |
| 50 | D 650 | D 900 | CHERBOURG-OCTEVILLE | D 652 | CREANCES |
| 50 | Place Napoléon | Avenue de Cessart | CHERBOURG-OCTEVILLE | Quai de Caligny | CHERBOURG-OCTEVILLE |
| 50 | Quai de Calligny | Place Napoléon | CHERBOURG-OCTEVILLE | Quai Alexandre III | CHERBOURG-OCTEVILLE |
| 50 | D 53 | N 174 | CONDÉ-SUR-VIRE | D 974 | SAINT-AMAND |
| 50 | D 44 | D 971 | COUTANCES | D 971E3 | COUTANCES |
| 50 | D 971 | D 972 | COUTANCES | D 973 | SAINT-PAIR-SUR-MER |
| 50 | D 972 | D 971 | COUTANCES | D 900E3 | AGNEAUX |
| 50 | D 652 | D 650 | CREANCES | D 900 | LESSAY |
| 50 | D 23 | Extrémité | FLAMANVILLE | D 650 | LES PIEUX |
| 50 | D 901 | D 611 | GONNEVILLE | D 901 | TOURLAVILLE |
| 50 | D 975 | Limite département 50 / 14 | GOUVETS | D 911 | PONTS |
| 50 | D 973 | D 924 | GRANVILLE | A 84 | PONTS |
| 50 | D 974 | D 975 | GUILBERVILLE | N 174 | SAINT-LÔ |
| 50 | D 975 | Limite département 50 / 14 | GUILBERVILLE | Limite département 50 / 14 | BEUVRIGNY |
| 50 | D 77 | D 900 | HEBECREVON | D 972 | SAINT-GILLES |
| 50 | D 89 | D 900 | AMIGNY | D 377E1 | AMIGNY |
| 50 | D 4 | D 650 | LES PIEUX | D 23 | LES PIEUX |
| 50 | D 2 | D 900 | LESSAY | D 971 | COUTANCES |
| 50 | D 352 | D 900 | MARTINVAST | D 119 | MARTINVAST |
| 50 | D 900 | D 352 | MARTINVAST | D 650 | CHERBOURG-OCTEVILLE |
| 50 | D 911 | D 911E | PONTS | D 975 | PONTS |
| 50 | D 22 | D 901 | SAINTE-CROIX-HAGUE | D 56 | COUVILLE |
| 50 | D 900 | D 2 | SAINT-SAUVEUR-LE-VICOMTE | D 2 | LESSAY |
| 50 | D 2 | N 13 | VALOGNES | D 900 | SAINT-SAUVEUR-LE-VICOMTE |
| 50 | D 976 | Limite département 50 / 61 | LE TEILLEUL | D 43 | PONTAUBAULT |
| 50 | D 999 | D 972 | SAINT-LÔ | D 972 | SAINT-LÔ |
| 50 | D 56E1 | N 13 | BRIX | D 56 | BRIX |
| 50 | D 911E | D 911 | PONTS | D 7E1 | PONTS |
| 50 | D 7E1 | N 175 | PONTS | D 31 | AVRANCHES |
| 50 | D 998 | D 30 | SAINT-JAMES | D 976 | PONTAUBAULT |
| 50 | D 13 | D 999 | VILLEBAUDON | D 53 | CONDÉ-SUR-VIRE |
| 50 | D 971 | D 972 | COUTANCES | N 13 | CARENTAN |
| 50 | D 999 | A 84 | LA COLOMBE | D 13 | VILLEBAUDON |
| 50 | D 999 | A 84 | LA COLOMBE | D 47 | MARTIGNY |
| 50 | D 47 | D 999 | MARTIGNY | D 85 | ISIGNY-LE-BUAT |
| 50 | D 85 | D 47 | ISIGNY-LE-BUAT | D 976 | ISIGNY-LE-BUAT |

# ANNEXE 5

## CARTE DES ROUTES CLASSÉES À GRANDE CIRCULATION DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MANCHE

# ANNEXE 6

## RÉSEAUX SOUTERRAINS :

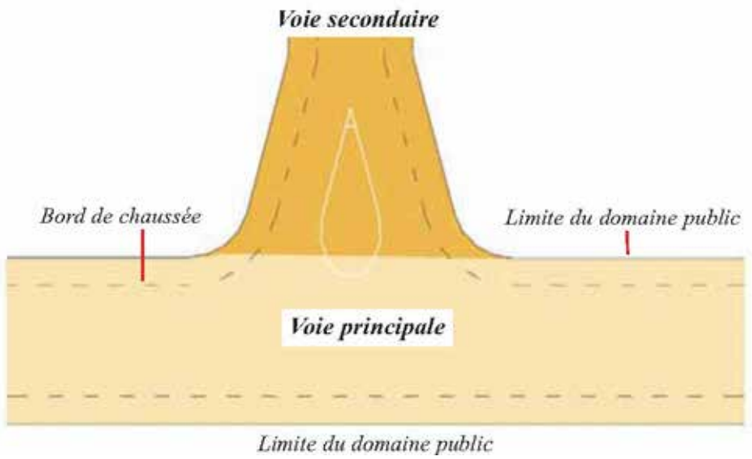
### DISTANCES MINIMALES D'ÉCARTEMENT À RESPECTER ENTRE CANALISATIONS DE NATURE DIFFÉRENTE (NORME NFP 98-332)

| | ASSAINISSEMENT | EAU POTABLE | ÉLECTRICITÉ | GAZ |
|---|---|---|---|---|
| EAU POTABLE | 0,2 m | | | |
| ÉLECTRICITÉ | 0,2 m | 0,2 m | | |
| GAZ | 0,2 m | 0,5 m | 0,5 m | |
| TÉLÉPHONE | 0,4 m | 0,4 m | 0,3 m | 0,5 m |

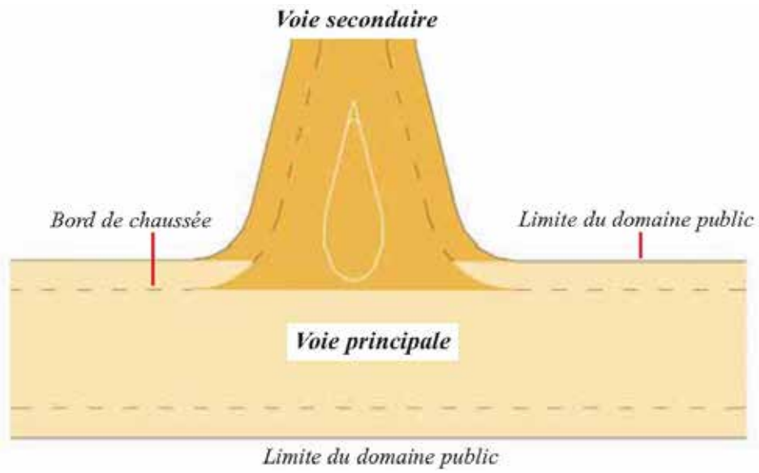
# ANNEXE 7

## LIMITES DE GESTION ET DE DOMANIALITÉ ENTRE UNE ROUTE DÉPARTEMENTALE ET D'AUTRES VOIES

### Carrefour en T : limites de domanialité



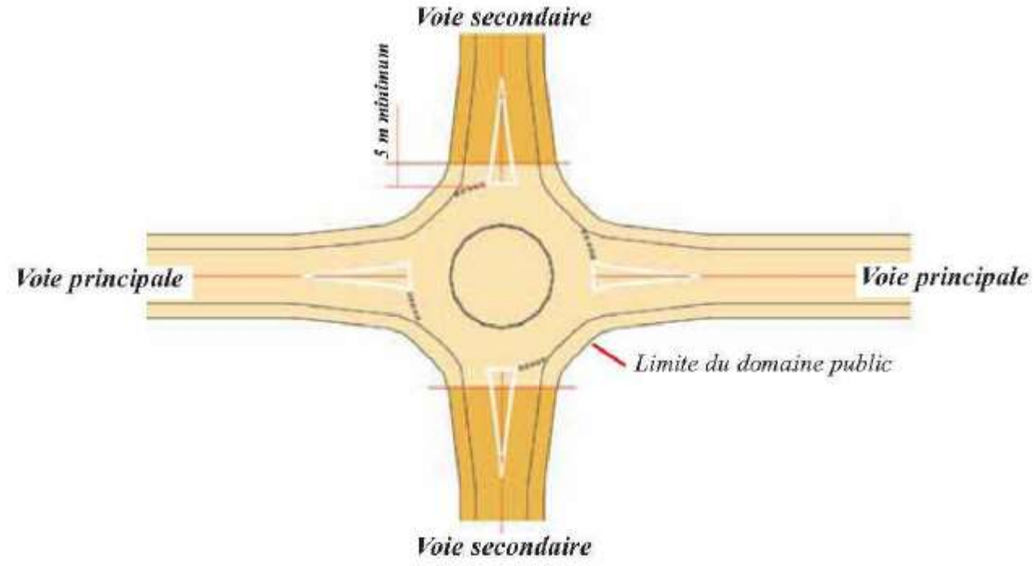

### Carrefour en T : limites de gestion et d'entretien



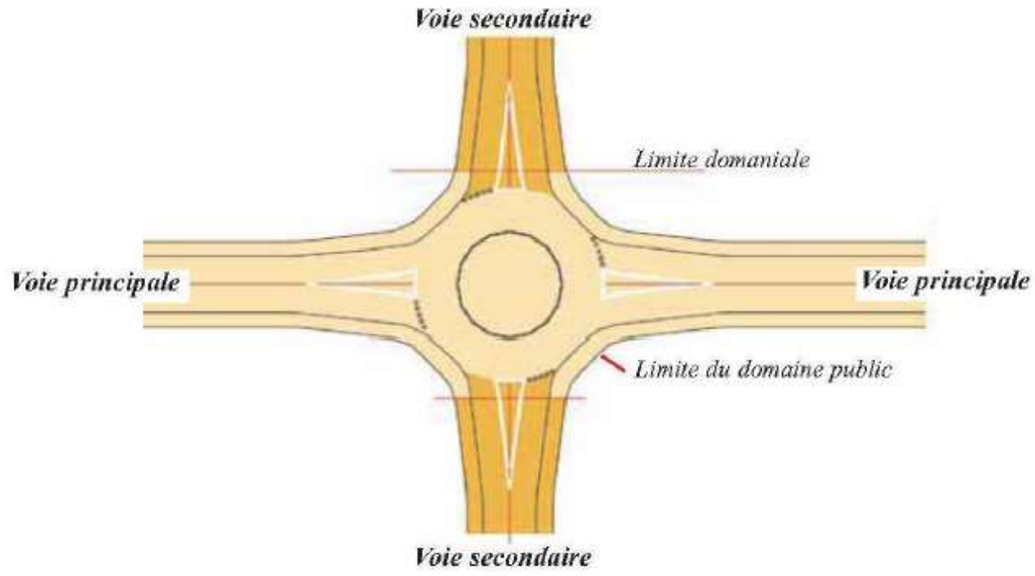

***Une convention détaille la répartition des équipements et leurs modalités d'entretien.***



### Carrefour giratoire : limites de domanialité

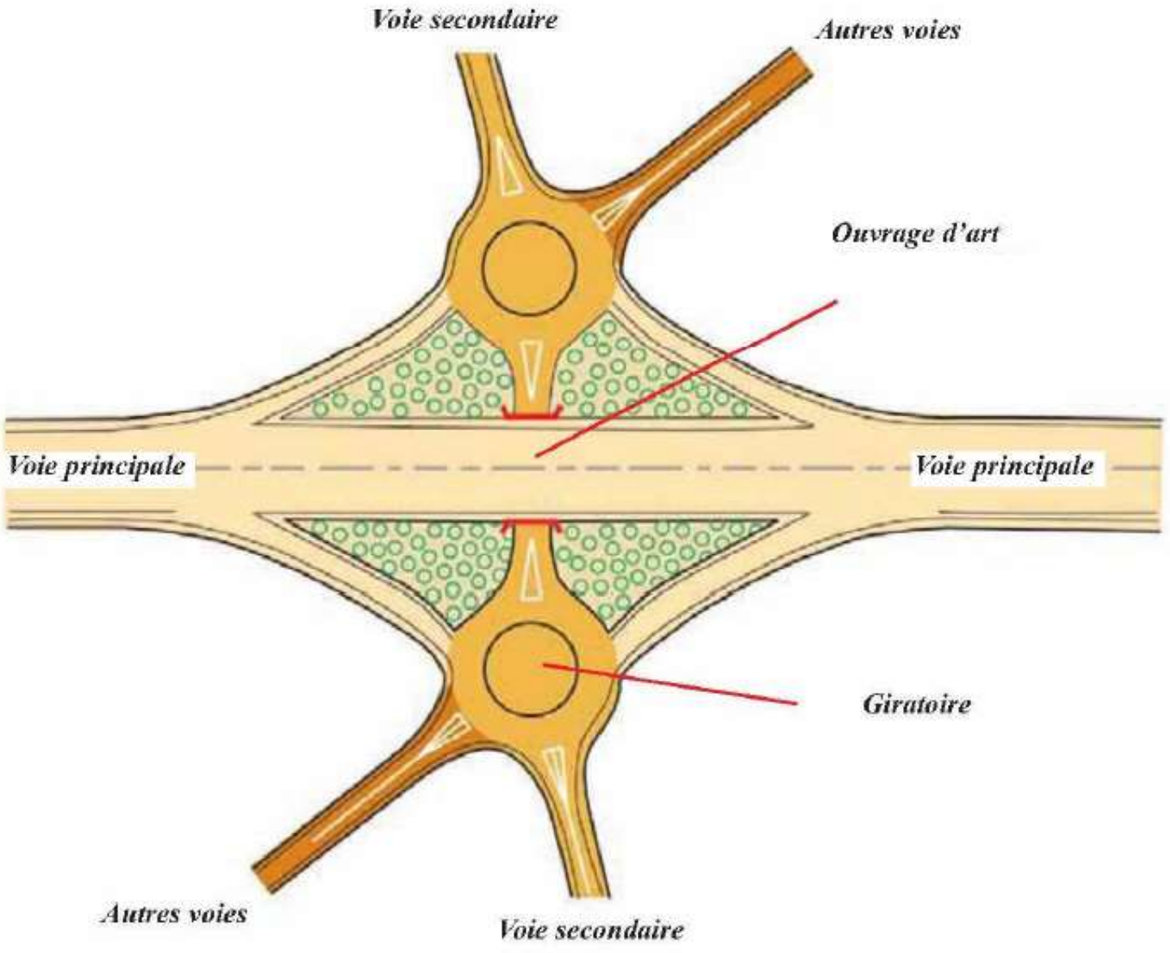



### Carrefour giratoire : limites de gestion et d'entretien




***Une convention détaille la répartition des équipements et leurs modalités d'entretien.***

## Carrefour dénivelé




Voie principale = chaussée, dépendances, aménagements paysagers, ouvrage d'art et assainissement.

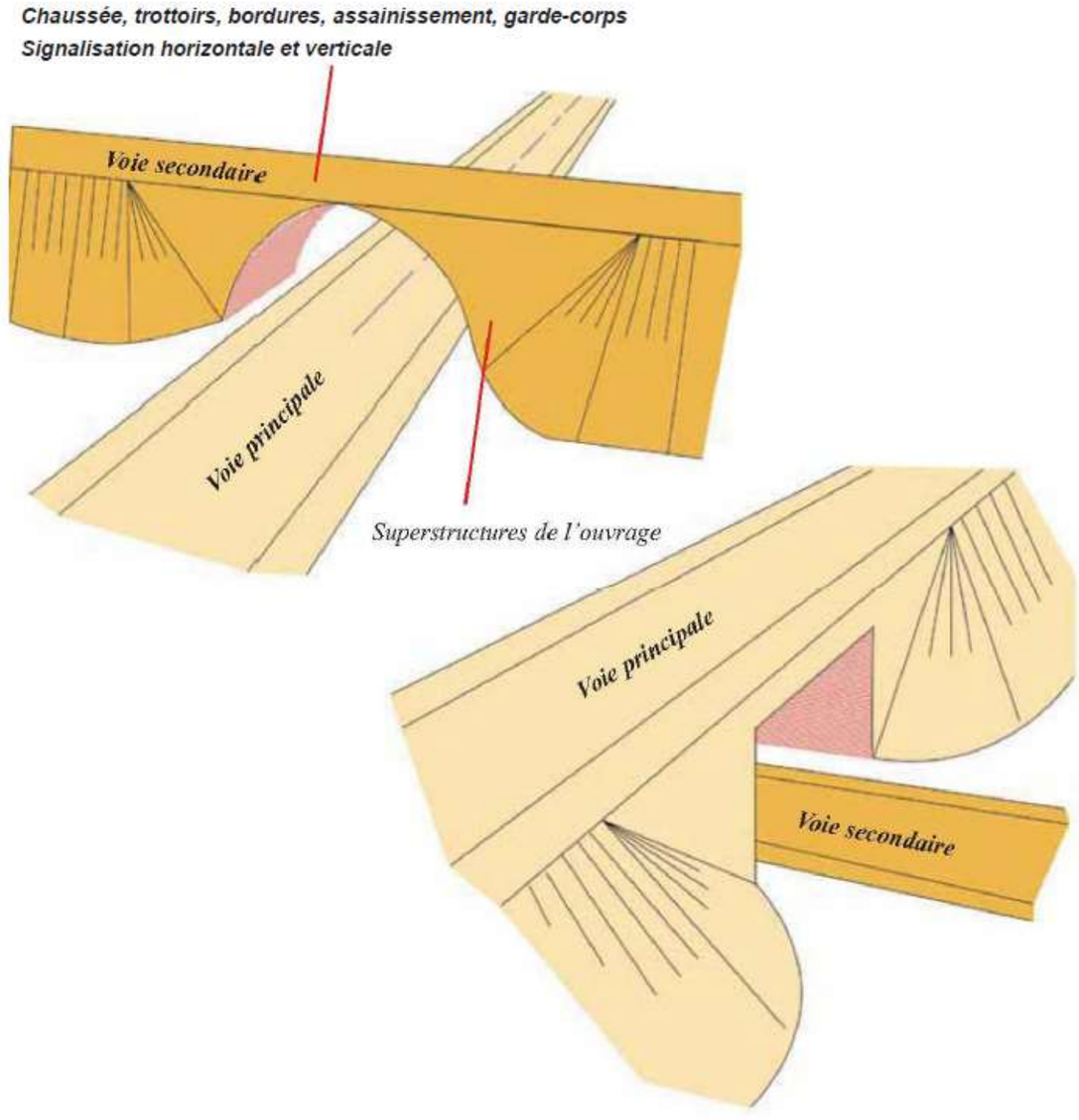
Voie secondaire = chaussée, dépendances, carrefour giratoire et assainissement.

Autres voies = chaussée, dépendances et assainissement.

***Une convention détaille la répartition des équipements et leurs modalités d'entretien.***



## Ouvrages d'art routiers : limites de gestion, de domanialité et d'entretien




Le pont appartient à la voie portée sauf conventions spécifiques.
Pour les voies ferrées et les autoroutes concédées, se reporter aux conventions spécifiques en fonction des différents cas de figure (voie ferrée en service ou retranchée, voie ferrée publique ou privée, pont-rail ou pont-route, franchissement existant au moment de la création de la voie ferrée ou nouveau franchissement, nouvelle LGV, etc ...

***Une convention détaille la répartition des équipements et leurs modalités d'entretien.***

# ANNEXE 8

## MARGES DE RECUL ET ACCÈS

### MARGES DE RECUL :

**Article 6 du règlement de PLU : implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

| Principes généraux pouvant être adaptés au cas par cas, selon le site d'implantation, la nature des extensions urbaines et les consignes de sécurité. | RD d'intérêt local et cantonal | RD d'intérêt départemental et structurant | RD classée voie à grande circulation |
|---|---|---|---|
| **Hors agglomération** | **15 m** | **35 m** | **75 m** de part et d'autre de l'axe de la route, sauf étude spécifique, en application de l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme |

### ACCÈS :

**Article 3 du règlement de PLU : desserte et accès aux voies ouvertes au public.**

Les accès sur les routes départementales d'intérêt structurant hors agglomération sont interdits.

Lorsqu'une route classée à grande circulation est déviée en vue du contournement d'une agglomération, les propriétés riveraines n'ont pas d'accès direct à la déviation.

Tout terrain doit être desservi par un ou plusieurs accès répondant à l'importance et à la destination du programme qu'il accueille.

Les accès doivent être aménagés de manière à assurer notamment la sécurité de leurs utilisateurs et des usagers des voies publiques.

Le permis de construire peut être refusé ou subordonné à des dispositions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité (débouchés dangereux, par exemple).

Les voies nouvelles, publiques ou privées, doivent avoir des caractéristiques dimensionnelles et techniques adaptées à leur destination et à l'importance de leur trafic. Elles doivent être aménagées de manière à assurer en toute sécurité le cheminement des piétons.



# ANNEXE 9

## MODALITÉS D'EXÉCUTION DES TRANCHÉES ET DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES ROUTES DÉPARTEMENTALES RÉALISES PAR LES OCCUPANTS DU DOMAINE PUBLIC

*Le présent règlement est établi en application de l'article R 131-11 code de la voirie routière.*

### ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

Ce règlement s'applique à l'installation et à l'entretien de tous types de réseaux divers et d'ouvrages annexes situés dans l'emprise des voies dont le Département est propriétaire.

Elles concernent de ce fait les travaux entrepris par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées suivantes :

- les affectataires,
- les permissionnaires,
- les concessionnaires,
- les occupants de droit,
- les privés.

La création d'une chambre, d'un regard de visite ou de manière générale de tout ouvrage établi pour assurer le fonctionnement ou l'entretien d'une conduite ou d'une canalisation est assimilée à l'ouverture d'une nouvelle tranchée et soumises aux mêmes règles que celle-ci.

### ARTICLE 2 : COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE

Le dossier comportera les pièces suivantes :

- une fiche descriptive des travaux précisant les noms des entreprises chargées de les réaliser ;
- un plan de situation des travaux permettant de les situer par rapport à un repère connu (carrefour, pont...) ;
- un plan d'exécution à une échelle appropriée (1/500 ou 1/1000) faisant apparaître l'implantation des ouvrages et le cas échéant, les ouvrages à une plus grande échelle ;
- un calendrier prévisionnel de réalisation ;
- un dossier d'exploitation du chantier qui présente les modalités prévues pour la gestion du trafic routier et le maintien des accès ; les contraintes prévisibles pour la sécurité et la pérennité de la circulation,
- le cas échéant, les noms et l'adresse du coordonnateur de sécurité ;
- le cas échéant, la demande des arrêtés de réglementation de la circulation (alternat, déviation etc.) ;
- la coupe des tranchées,
- la coupe type représentant le mode de superposition au droit des aqueducs et des ponts ;
- les modalités de remblaiement des fouilles (matériel, mode opératoire, contrôles) ;
- les modalités proposées pour la reconstitution des couches de roulement ;
- en cas de franchissement d'un pont, les sondages préalables effectués pour reconnaître l'épaisseur de la chaussée jusqu'à la structure de l'ouvrage ou les dispositions particulières pour accrocher le réseau à la structure et les modalités particulières aux abouts de pont.

Cas des télécommunications : la demande de l'opérateur de télécommunication devra comprendre les pièces énumérées à l'article R 20-47 du code des postes et télécommunications

## ARTICLE 3 : IMPLANTATION ET MODE DE RÉALISATION DES TRANCHÉES

**Trafic :** la classe de trafic définissant les contraintes de remblaiement des tranchées des routes impactées sera communiquée par les services techniques du Département

**Localisation des tranchées longitudinales :** les tranchées doivent être réalisées à l'endroit de la voie qui perturbe le moins sa gestion et celle des équipements de sécurité ou de signalisation déjà existants ou projetés par le Département.

Une bande de l'accotement située entre une distance de 1m et de 1,50 m du bord de la chaussée pourra être neutralisée par les services techniques du Département en vue de l'installation ultérieure de dispositifs de sécurité en particulier lorsque la hauteur du remblai est supérieure à quatre mètres.

En dehors des agglomérations, aucune canalisation ne pourra être placée dans les bordures de trottoir et les caniveaux exception faite des ouvrages d'art qui feront l'objet d'une étude spécifique au cas par cas.

Dans la mesure du possible, les tranchées longitudinales seront implantées dans les zones les moins sollicitées par ordre de priorité :

- **Priorité 1 : sous les espaces verts,** de préférence côté déblai. Au-delà d'une distance de 2 m mesurée à partir du bord de la chaussée, l'accotement est considéré comme un espace vert.
- **Priorité 2 : sous les accotements non pourvus de trottoirs, côté déblai à une distance de plus de 1 m du bord de la chaussée.**
- **Priorité 3 : sous les accotements non pourvus de trottoirs, côté déblai, dans une bande comprise entre le bord de la chaussée et 1m.**

Dans le cas d'un accotement étroit bordant un fossé, des dispositions techniques particulières pourront être demandées pour ne pas nuire à sa stabilité,

- **Priorité 4 : sous les accotements non pourvus de trottoirs côté remblai, dans une bande comprise entre le bord de la chaussée et 1m ou à plus de 1,50 m du bord de chaussée.** Le drainage de la tranchée sera obligatoire.
- **Priorité 5 : sous les trottoirs** si possible sur l'axe de ceux-ci.
- **Priorité 6 : sous chaussée dans l'axe de la voie de circulation mais dans tous les cas en dehors des bandes de passage des roues des véhicules pour les chaussées ayant une largeur supérieure à 5 m et à 1 m du bord de la chaussée pour autres RD. Les tranchées ne seront pas autorisées sur les chaussées neuves et celles dont le renouvellement a moins de 5 ans.**
- **Priorité 7 :** à défaut les autres implantations envisageables.

Si la section de chaussée concernée par les travaux comporte un ou plusieurs aqueducs, le demandeur devra décrire dans sa demande la technique proposée pour permettre le croisement de ses ouvrages et des aqueducs.

**Implantation des ouvrages annexes :** les chambres de tirage, les regards, les robinets, les vannes et tous les ouvrages annexes ne seront pas autorisés sous la chaussée, sauf impossibilité technique dûment constatée.

**Procès-verbal contradictoire d'implantation :** un procès-verbal contradictoire d'implantation pourra être dressé avant exécution de travaux dans l'emprise du domaine public à la demande des services techniques du Département.

**Découpe du revêtement :** les bords de la zone d'intervention effective doivent être préalablement entaillés de façon franche et rectiligne par tout moyen permettant d'éviter la détérioration du revêtement et du corps de chaussée en dehors de l'emprise de la fouille.

La totalité des matériaux liés constituant la couche de base et la couche de roulement de la chaussée seront sciés ou découpés.

Sur les routes départementales de classes T1 à T3 la découpe s'effectuera par sciage. Une deuxième découpe « de finition » de l'enrobé pourra être rendue nécessaire après remblaiement de la tranchée et avant exécution du revêtement, lorsque les bords de découpe ont été endommagés.

Sur les routes Départementales de classes T4 et T5 : la découpe s'effectuera dans les mêmes conditions que pour les RD de classes T1 à T3 lorsque le revêtement est un béton bitumineux. La découpe à la bêche pneumatique sera tolérée lorsque le revêtement est un enduit.

La découpe s'effectuera à une distance minimum de 10 centimètres de part et d'autre des parois verticales de la tranchée projetée.

**Exécution de la fouille pour les canalisations traversant une chaussée :** en dehors des cas où, en accord avec les services techniques du Département une déviation du trafic peut être mise en place localement sans porter atteinte à la sécurité et à la commodité des déplacements et à la desserte des riverains, les tranchées seront exécutées impérativement par demi-largeur de chaussée et sans interruption de la circulation. Les tranchées transversales sont interdites sur les réseaux structurant et départemental ainsi que sur les routes dont le trafic est supérieur à T2. Les techniques sans ouverture sont à privilégier (forage, fonçage).

**Matériel :** l'utilisation d'engins dont les chenilles ne seraient pas équipées de dispositifs de protection contre la dégradation du sol ne sera pas autorisée sur la chaussée. En ce qui concerne les trancheuses, l'utilisation de chenilles sera tolérée mais les dégâts éventuels seront intégralement réparés.



**Étaiement et blindage des fouilles :** l'étaiement ou le blindage de la tranchée pourra être exigé quelle que soit sa profondeur si la nature du terrain l'exige ou si les effets de la circulation ou des intempéries peuvent nuire à la stabilité des chaussées ou des terrains découpés.

**Longueur maximale de tranchée ouverte :** lorsque la circulation est maintenue sur la chaussée, sur ou à proximité de laquelle est ouverte une tranchée, la longueur maximale à ouvrir sera égale à celle que l'entreprise sera capable de refermer dans la même journée.

Des dérogations pourront être éventuellement accordées notamment lorsque plusieurs réseaux sont mis en souterrain en tranchée commune ou dans le cas de chantiers exceptionnels.

Dans les cas de la mise en œuvre de matériaux auto compactant ou nécessitant un temps de séchage, un alternat par feux pourra être maintenu de jour comme de nuit par le demandeur et à ses frais. La tranchée sera refermée et revêtue et remise sous circulation les fins de semaine et les jours fériés.

Aucune tranchée ne pourra rester ouverte en dehors des horaires normaux de travail sans que des dispositions particulières aient été prévues et acceptées préalablement. Les fins de semaine et les jours fériés, les tranchées seront comblées et la chaussée sera reconstituée provisoirement afin de rendre à la circulation normale toute la largeur de la chaussée.

**Fourreaux ou gaines de traversées :** la mise en place d'une gaine ou d'un fourreau pourra être exigée aux traversées de chaussée par une canalisation ou un câble. Les alvéoles spécifiques aux télécommunications sont considérées comme de tels fourreaux.

La construction d'une chambre ou d'un regard ou de dispositifs de sectionnement de part et d'autre de la chaussée pourra également être imposée lorsque la canalisation enterrée est susceptible d'être remplacée.

**Élimination des eaux d'infiltration :** dans toutes les chaussées en pente et dans toutes les tranchées établies dans l'accotement coté remblai, il sera prévu au minimum un exutoire par tronçon de 100 m de tranchée afin d'éliminer l'eau que cette tranchée est susceptible de drainer.

Quelle que soit la pente de la chaussée et lorsque celle-ci est située dans un secteur géologiquement sensible, la création d'exutoires complémentaires pourra être exigée. De plus, dans ces secteurs sensibles et notamment lorsque les venues d'eau sont importantes il pourra être prescrit la mise en place de drains longitudinaux.

**Remblayage :** il est interdit d'abandonner, dans les fouilles, des corps métalliques, chutes de tuyaux, morceaux de bouche à clé, afin de ne pas perturber une éventuelle détection magnétique ultérieure.

L'utilisation des matériaux extrait ne sera autorisée que dans les cas suivants :

- Sous les espaces verts,
- Sous les accotements lorsque la tranchée se situe à une distance de plus de 2 m du bord de chaussée des routes départementales de classes T1 à T3 et à plus de 1m pour les autres routes.

Les matériaux utilisés en remblai seront conformes à ceux présentés dans les structures de tranchées type présentées en **annexe 1** du présent règlement. Des matériaux équivalents ou des produits de recyclage pourront être utilisés sur présentation de justifications et après accord des services techniques du Département.

**Cas particulier des tranchées étroites :** l'utilisation des matériaux auto compactants sera autorisée pour le remblaiement des tranchées étroites sous chaussée ou sous trottoirs sous réserve :

- des capacités d'essorage du matériau encaissant,
- des contraintes pour la restitution de la voie à la circulation,
- de la localisation de la tranchée et de ses conséquences sur le drainage du corps de chaussée,
- de la reconstitution de la couche de base et de la couche de roulement ou du revêtement du trottoir à l'identique (pas de remblayage en matériaux auto compactants jusqu'à la couche de roulement).

L'implantation sous chaussée est autorisée uniquement sur le réseau local et cantonal.

**Cas particulier de techniques innovantes telles que les micro-tranchées :** des dérogations pourront être données en vue de l'utilisation de techniques innovantes sur proposition du demandeur et sous réserve de leur compatibilité avec la conservation et l'entretien du domaine public routier. La technique des micro-tranchées sera autorisée en cas de présence de réseau ne permettant pas des fouilles aux profondeur classiques et si la faible profondeur n'empêche pas le renouvellement de la chaussée.

**Opérations de contrôle du compactage :** le contrôle du compactage sera exécuté par l'intervenant.

Le Département se réserve le droit de faire exécuter des contrôles contradictoires.

L'intervenant informera les services techniques du Département, des dates des essais et contrôles pour leur permettre éventuellement d'y assister ou de réaliser leurs propres contrôles.

**Réfection de la chaussée et des dépendances :** la réfection définitive immédiate de la chaussée est la méthode retenue par le Département de la Manche.

Cependant, une réfection provisoire suivie d'une réception définitive dans un délai inférieur à un an pourra être autorisée pour des raisons techniques, sur demande motivée de l'intervenant.

Les travaux de réfection définitive ou provisoire sont réalisés par l'intervenant.

Si une signalisation subsiste entre la réfection provisoire et la réception définitive, sa pose ainsi que sa maintenance seront effectuées par l'intervenant et à sa charge. Des prescriptions particulières pourront être imposées au permissionnaire pendant cette période en vue de limiter les risques pour les usagers de la route.

**Reconstitution des surfaces pour chaussées, trottoirs et espaces verts :** les structures à reconstituer à l'identique sont celles présentées dans les schémas des structures de tranchées–types de l'annexe n° 1.

Si la signalisation d'axe, de rive ou des marquages spéciaux sont endommagés, ils seront reconstitués à l'identique. Le produit utilisé devra recevoir l'accord des services techniques du Département.

## ARTICLE 4 : PASSAGES SUR OUVRAGES D'ART

Lorsque la canalisation doit franchir un pont, un ponceau ou un aqueduc ou lorsqu'elle est située sur un mur de soutènement ou à proximité de celui-ci, le demandeur devra produire une étude spécifique qui précise les modalités de franchissement en fonction de la nature de l'ouvrage.

Lorsque des réservations sont disponibles, elles seront obligatoirement utilisées.

La canalisation ne devra en aucun cas :

- réduire la résistance de l'ouvrage,
- entraîner un surcoût pour les opérations d'entretien et de réparation de l'ouvrage,
- réduire la capacité d'écoulement des eaux sur ou sous l'ouvrage,
- réduire la capacité de trafic sur l'ouvrage.

Des prescriptions complémentaires pourront être demandées en fonction de la nature et de la fonction de l'ouvrage

## ARTICLE 5 : RECEPTION DES TRAVAUX

L'intervenant informera les services techniques du Département de l'achèvement des travaux et demandera par écrit la réception définitive ou provisoire de ceux-ci.

En cas de réception provisoire, la demande de réception définitive est effectuée sur demande écrite de l'intervenant dans un délai maximum d'un an après la date de réception provisoire.

La réception définitive du chantier est prononcée par l'établissement d'un procès-verbal de réception. Les services techniques du Département peuvent imposer une visite contradictoire du chantier.

L'original du procès-verbal est conservé par les services techniques du Département.

Le procès-verbal de réception mentionne notamment la situation du chantier, les dates d'ouverture et d'achèvement, la position et la largeur de la tranchée, les résultats des mesures de déformations constatées.

À l'exception de la réception des chantiers réalisés sur des ouvrages d'art qui ne sera jamais tacite, la réception définitive est acquise tacitement si les services techniques du Département n'ont donné aucune suite ou n'ont transmis aucun courrier ou pièce administrative dans un délai de deux mois à la suite de la date de réception de la demande écrite de l'intervenant.

Sauf dispositions particulières indiquées dans l'autorisation ou l'accord de voirie, les critères de qualité retenus pour prononcer la réception définitive seront les suivants :

- **Pour les tranchées sous chaussée :**

1) l'absence de déformation supérieure à un centimètre mesuré transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée,

2) l'absence de dégradations sur la couche de surface. Si la couche de surface est un enduit superficiel d'usure, il sera fait application de la norme NF P 98 160.

- **Pour les tranchées sous accotements revêtus :**

L'absence de déformation supérieure à deux centimètres mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de l'accotement non modifiée,



**Pour les tranchées sous accotements non-revêtus :**

L'absence de déformation supérieure à cinq centimètres mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de l'accotement non modifiée,

**Pour les tranchées sous espaces verts :**

L'absence de déformation supérieure à huit centimètres mesurée transversalement par rapport au niveau du terrain non modifié.

Sur demande des services techniques du Département l'intervenant devra fournir les résultats des contrôles qu'il a effectués. Dans le cas où toutes les phases normales de contrôle n'auraient pas été assurées, le Département se réserve le droit de procéder à des investigations complémentaires faites par un laboratoire de son choix et rémunéré directement par lui.

Les services techniques du Département pourront également procéder à la vérification des ouvrages. L'intervenant sera tenu d'effectuer toutes les opérations de ré ouverture des tranchées et de mise à disposition des ouvrages qui seront à sa charge ainsi que la remise en état des lieux.

## ARTICLE 6 : DÉLAI DE GARANTIE – RESPONSABILITÉ DE L'OCCUPANT

Le délai de garantie d'une durée d'un an commence à courir à partir de la date de réception définitive des travaux par les services techniques du Département quelle fasse l'objet d'un acte administratif ou d'une acquisition tacite.

En matière de réfection de chaussée, la responsabilité de l'intervenant est dégagée après expiration du délai de garantie de 1 an suivant la réception définitive sauf en cas de malfaçon ou de vice caché.

En cas de déformation supérieure à un centimètre mesuré transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée, la technique de réparation sera la suivante :

Routes de classes T1 à T3 : Fraisage ou enlèvement d'une épaisseur de six centimètres et réalisation d'un béton bitumineux semi grenu (0/10) sur la totalité de la largeur de la tranchée qui présente une non-conformité.

Autres routes (T4 et T5) : Reprofilage à l'enrobé et enduit bi couche sur la totalité de la largeur de la tranchée qui présente une non-conformité.

Tant que la réception définitive n'est pas prononcée ou acquise tacitement puis pendant le délai de garantie, l'intervenant doit assurer à ses frais l'entretien de la chaussée reconstituée.

Il sera tenu de procéder aux réparations immédiatement après la mise en demeure du Département.

Lorsque la déformation d'une tranchée exécutée sous une chaussée est supérieure à trois centimètres, cette valeur étant mesurée transversalement par rapport au niveau de la partie de chaussée non modifiée, l'intervenant devra exécuter les réparations dans un délai de cinq jours ouvrables.

Dans les autres cas la lettre de mise en demeure précisera le délai de réparation.

Lorsque les travaux de réfection ne sont pas entrepris dans le délai fixé par la mise en demeure, il y sera procédé d'office, au frais du permissionnaire.

En cas d'urgente nécessité pour le maintien de la sécurité routière, le Département se réserve le droit d'exécuter sans délai et sans mise en demeure préalable et aux frais du pétitionnaire, les travaux qu'il jugera utile au maintien de la sécurité routière.

## ARTICLE 7 : RÉCOLEMENT DES OUVRAGES

Dans le cas où les ouvrages de l'occupant seraient réalisés dans les emprises d'un ouvrage d'art de la voirie départementale, lors de la réception des travaux, les services techniques du Département devront être mis en possession des plans de récolement des canalisations ainsi que des dessins des ouvrages principaux exécutés sur le domaine public.

Ils indiqueront l'emplacement des divers repères fixes qui auront été installés pour permettre de localiser les ouvrages et les canalisations.

Faute par l'intervenant de fournir les plans et dessins de ses ouvrages, la réception des travaux ne sera pas prononcée et sera différée jusqu'à leur production et l'intervenant ne pourra éluder l'entière responsabilité des accidents susceptibles d'être provoqués du fait de cette négligence par l'exécution de travaux au voisinage des dits ouvrages.

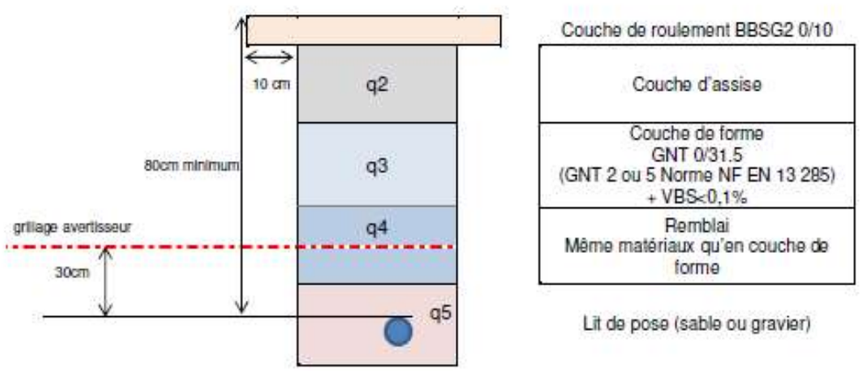
Dans les autres cas, les occupants du domaine public, quel que soit leur statut, devront tenir à la disposition éventuelle des services techniques du Département tous les plans de récolement des travaux mais sont dispensés de la fournir lors de la réception des travaux.

| | Classe de trafic | T5 | T4 | T3- | T3+ | T2 | T1 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Limite supérieure trafic PL/J/sens | 25 | 50 | 85 | 150 | 300 | 750 |
| Roulement | Épaisseur de la couche de roulement en BBSG classe 2 0/10 (en cm) | 5 | 5 | 6 | 7 | 6 | 6 |
| Assise | Épaisseur de GB classe 3 (en cm) | - | - | 13 | 14 | Base : 9 Fondation: 10 | Base : 11 Fondation: 12 |
| | OU | - | - | OU | | | |
| | Épaisseur de béton auto-compactant, réexcavable et non essorable (en cm) | - | - | 20 | 25 | 30 | 40 |
| | Épaisseur de GNT 0/31.5 en q2 (en cm) (GNT 2 ou 5 norme NF EN 13285 + VBS <0.1%) | 20 | 25 | - | - | - | - |
| Couche de forme | Épaisseur de GNT en q3 (en cm) | 30 | 30 | 30 | 30 | 40 | 50 |
| Remblai | Épaisseur de GNT en q4 | Épaisseur nécessaire jusqu'à l'enrobage | | | | | |
| | Lit de pose en q5 | Épaisseur à adapter à l'ouvrage | | | | | |

## ARTICLE 8 : PIQUETAGE DES OUVRAGES

En l'absence de repérage permanent ou de plan de récolement suffisamment précis, lorsque les contraintes techniques relatives à des travaux projetés dans l'intérêt du domaine public occupé et conforme à sa destination, nécessitent de connaître avec précision la position des ouvrages, le Département, conformément au décret et aux textes en vigueur (décret 91-1147 du 14 octobre 1991 en vigueur à la date de l'approbation du règlement de voirie) pourra demander à l'occupant d'indiquer sur le sol l'emplacement de ses ouvrages.

## COUPES TYPE POUR REMBLAYAGE DE TRANCHÉES






# ANNEXE 10

## RÉPARTITION DES POUVOIRS DE POLICE

### 1 - AUTORITÉS COMPÉTENTES EN MATIÈRE DE POLICE DE LA CIRCULATION :

**A – EN AGGLOMÉRATION - Répartition des compétences sur les routes départementales classées « route à grande circulation » :**

| TYPE DE ROUTE DÉPARTEMENTALE | POUVOIR DE POLICE | AUTORITÉ COMPÉTENTE | FONDEMENT JURIDIQUE |
|---|---|---|---|
| **EN AGGLOMÉRATION** | | | |
| **ROUTE DÉPARTEMENTALE CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | **Police de la circulation** | Maire + avis du préfet | Articles L411-1, R411-1, R411-5 et R411-8 du code de la route et L2213-1 à L2213-6 et R2213-1 du code départemental des collectivités territoriales |
| | **Limites d'agglomération** | Maire | Articles R110-2 et R411-2 du code de la route |
| | **Passage des ponts** | Préfet ou maire en cas d'urgence ou de péril imminent | Article R422-4 du code de la route |
| | **Relèvement du seuil de vitesse (70 km/h)** | Maire + consultation du président du conseil départemental + avis conforme du préfet | Article R413-3 du code de la route |
| | **Périmètre des zones 30 km/h** | Maire + consultation du président du conseil départemental + avis conforme du préfet | Article R411-4 du code de la route |
| | **Établissement de barrières de dégel** | Président du conseil départemental ou préfet en cas de carence de ce dernier ou pour assurer le bon ordre et la sécurité publique | Articles R411-20, R411-5 et R411-8 du code de la route |

### Définitions :

***Agglomération :*** *selon l'article R110-2 du code de la route, il s'agit d'un « espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde ».*

***Route à grande circulation :*** *selon l'article L110-3 du code de la route, « les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont les routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et transports militaires et la desserte économique du territoire, et justifient, à ce titre, des règles particulières en matière de police de la circulation. La liste des routes à grande circulation est fixée par décret, après avis des collectivités et des groupements propriétaires des voies ».*

### B – EN AGGLOMÉRATION - Répartition des compétences sur les routes départementales non classées « route à grande circulation » :

| TYPE DE ROUTE DÉPARTEMENTALE | POUVOIR DE POLICE | AUTORITÉ COMPÉTENTE | FONDEMENT JURIDIQUE |
|---|---|---|---|
| **EN AGGLOMÉRATION** | | | |
| **ROUTE DÉPARTEMENTALE NON CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | **Police de la circulation** | Maire | Articles L411-1, R411-5 et R411-8 du code de la route et L2213-1 à L2213-6 du code général des collectivités territoriales |
| | **Limites d'agglomération** | Maire | Articles R110-2 et R411-2 du code de la route |
| | **Passage des ponts** | Président du conseil départemental ou maire en cas d'urgence ou de péril imminent | Article R422-4 du code de la route |
| | **Relèvement du seuil de vitesse (70 km/h)** | Maire + consultation du président du conseil départemental | Article R413-3 du code de la route |
| | **Périmètre des zones 30 km/h** | Maire + consultation du président du conseil départemental | Article R411-4 du code de la route |
| | **Établissement de barrières de dégel** | Président du conseil départemental ou préfet en cas de carence de ce dernier ou pour assurer le bon ordre et la sécurité publique | Articles R411-20, R411-5 et R411-8 du code de la route |

### C – HORS AGGLOMÉRATION - Répartition des compétences sur les routes départementales :

| TYPE DE ROUTE DÉPARTEMENTALE | POUVOIR DE POLICE | AUTORITÉ COMPÉTENTE | FONDEMENT JURIDIQUE |
|---|---|---|---|
| **HORS EN AGGLOMÉRATION** | | | |
| **ROUTE DÉPARTEMENTALE CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | **Police de la circulation** | Président du conseil départemental + avis du préfet | Articles L411-3, R411-1, R411-5 et R411-8 du code de la route et L3221-4 et L3221-5 du code général des collectivités territoriales |
| | **Passage des ponts** | Préfet ou maire en cas d'urgence ou de péril imminent | Articles R422-4 du code de la route |
| | **Établissement de barrières de dégel** | Président du conseil départemental ou préfet en cas de carence de ce dernier ou pour assurer le bon ordre et la sécurité publique | Article R411-20, R411-5 et R411-8 du code de la route |
| **ROUTE DÉPARTEMENTALE NON CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | **Police de la circulation** | Président du conseil départemental | Articles L411-3, R411-5 et R411-8 du code de la route et L3221-4 et L3221-5 du code général des collectivités territoriales |
| | **Passage des ponts** | Président du conseil départemental ou maire en cas d'urgence ou de péril imminent | Articles R422-4 du code de la route |
| | **Établissement de barrières de dégel** | Président du conseil départemental ou préfet en cas de carence de ce dernier ou pour assurer le bon ordre et la sécurité publique | Article R411-20, R411-5 et R411-8 du code de la route |



## 2 - AUTORITÉS COMPÉTENTES EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION DES INTERSECTIONS ET PRIORITÉS DE PASSAGE

*(articles R411-7, R415-5 et R415-8 du code de la route)*

| | | VOIE NON PRIORITAIRE | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | **ROUTE NATIONALE** | **ROUTE DÉPARTEMENTALE CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | **ROUTE DÉPARTEMENTALE NON CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | **VOIE COMMUNALE** |
| | | **EN AGGLOMÉRATION** | | | |
| **VOIE PRIORITAIRE** | **ROUTE NATIONALE** | Préfet + maire (arrêté conjoint) | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Préfet + maire (arrêté conjoint) |
| | **ROUTE DÉPARTEMENTALE CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental |
| | **ROUTE DÉPARTEMENTALE NON CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Maire + information du Président du conseil départemental | Maire + information du Président du conseil départemental |
| | **VOIE COMMUNALE** | Préfet + maire (arrêté conjoint) | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Maire + information du Président du conseil départemental | Maire |
| | | **HORS AGGLOMÉRATION** | | | |
| | **ROUTE NATIONALE** | Préfet | Préfet + information du Président du conseil départemental | Préfet + Président du conseil départemental (arrêté conjoint) | Préfet + maire (arrêté conjoint) |
| | **ROUTE DÉPARTEMENTALE CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | Préfet + information du Président du conseil départemental | Préfet + information du Président du conseil départemental | Préfet + Président du conseil départemental (arrêté conjoint) | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental |
| | **ROUTE DVPARTEMENTALE NON CLASSÉE ROUTE À GRANDE CIRCULATION** | Préfet + Président du conseil départemental (arrêté conjoint) | Préfet + Président du conseil départemental (arrêté conjoint) | Président du conseil départemental | Président du conseil départemental + maire (arrêté conjoint) |
| | **VOIE COMMUNALE** | Préfet + maire (arrêté conjoint) | Préfet + maire (arrêté conjoint) + information du Président du conseil départemental | Président du conseil départemental + maire (arrêté conjoint) | Maire |

# Notes



# Notes

# RÈGLEMENT DE VOIRIE DÉPARTEMENTALE

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MANCHE**
**DGA Développement et aménagement du territoire**
**Direction des agences techniques départementales**
**Service entretien et sécurité des routes**

IMPRIM'VERT Conception et impression : conseil départemental de la Manche - Mai 2020 MANCHE DURABLE

02 33 055 550 manche.fr

LA MANCHE
LE DÉPARTEMENT